



JOURNAL#INGETA

IDEES & RESSOURCES POUR REINVENTER LE CONGO

La conquête des cœurs et des esprits.

PENSER
S'ORGANISER
REINVENTER

“Ce qu’il faut comprendre, c’est que, si au niveau des convictions morales, intellectuelles et idéologiques, vous ne savez pas résister on peut vous donner tout l’argent du monde, vous ne ferez rien. Le nerf de la guerre, c’est d’abord la tête et l’esprit.”

-JEAN-PIERRE MBELU



Sommaire



SAISIR LES ENJEUX DE LA GUERRE

10 | Les guerres menées par procuration au service d'une stratégie. Le cas du Kongo-Kinshasa
14 | Pourquoi le Rapport Mapping de l'ONU sur les crimes graves commis en RD Congo gêne les autorités rwandaises ?
16 | La stratégie du chaos et du mensonge
20 | USA, Rwanda & RD Congo: Trois logiques, une seule absence
23 | Le Congo-Kinshasa, la guerre perpétuelle et la question géographique du "Grand Rift"

REFONDER LE CONGO

28 | Le profil des leaders et un projet collectif pour bâtir un autre Congo
32 | « Manger l'argent. » Essai sur la perversion du lien politicard congolais à l'argent
36 | Nous battre contre des titans et des monstres...
38 | Demain, après Kabila, rompre avec l'ensauvagement
42 | Marches congolaises : moments de politisation des masses « dangereux »
44 | La tradicratie ouverte et le pouvoir créateur de la Parole, de la « Diyi »

GAGNER LA GUERRE DES IDEES

48 | Le destin du Congo : faut-il embrasser la guerre pour renaître ?
54 | Voir grand et ambitionner l'impossible
56 | Refuser le faux dilemme
58 | Le front des souverainistes Kongolais de plus en plus indispensable

COMPRENDRE NOTRE HISTOIRE

64 | Lumumba ou l'assassinat cognitif de l'indépendance culturelle et politico-économique du Congo

68 | 30 juin 1960, la RD-Congo n'est pas indépendante...

73 | La banalité du mal

74 | Simon Kimbangu et Patrice Lumumba : quelle leçon pour les Congolais d'aujourd'hui ?

78 | Le cynisme impérial face à la myopie de l'élite congolaise

RUBRIQUES

5 | Manifeste

7 | Introduction : Le courage ne nous est pas étranger

82 | Conclusion : Message à la jeunesse congolaise



Notre **raison** d'être



La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République Démocratique du Congo. Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous.

C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc, etc. La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun.

Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !

Le courage ne nous est pas étranger

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

A chaque fois que le nom de Lumumba est prononcé c'est l'idée de courage qui est réactivé. C'est là que réside la puissance, non d'un homme, mais d'une idée...



J'entends parfois dire, plus de 60 ans après, à propos de Patrice Emery Lumumba qu'il aurait mis à mal notre indépendance. En tant qu'homme et politicien, des défauts, des parts d'ombre, il en a eu certainement. Dire qu'il n'aurait jamais du prononcer son discours du 30 juin 1960, qu'il aurait dû être moins impulsif, et reprenant par là la rhétorique des charognards, c'est l'accuser de sa propre mort. Il l'a bien cherché, au fond face au colon, l'hypocrisie aurait mieux valu.

L'histoire parfois impose son propre récit

Reprendre le récit pour n'en raconter que les aspérités et ne pas être taxé de subjectivité est le contraire même du devoir d'histoire. Si c'est l'objectivité historique que l'on recherche, alors celle-ci ne souffre d'aucun faux semblant, elle ne peut dérouler des procès à charge contre un, pour cacher les insuffisances, les calculs, les ambitions, l'opportunisme voir les regrets tardifs des autres acteurs historiques du moment. Il faut être prêt à prendre la vérité en pleine face.

Ce que d'autres en dehors de nous ont compris, en observant cet homme, il me semble, c'est que l'histoire parfois impose son propre récit. Face aux enjeux, les besoins du moment, des hommes ou des femmes échappent au cloisonnement de celle-ci et deviennent une mémoire.

Ainsi, à chaque fois que le nom de Lumumba est prononcé c'est l'idée de courage qui est réactivé. C'est là que réside la puissance, non d'un homme, mais d'une idée. Il est le passeur d'une histoire africaine qui ne commence pas avec la colonisation mais qui s'inscrit dans la

lignée de nos récits des temps premiers peuplés de figures héroïques.

Le courage d'être noir

Il défie l'hubris, à savoir la démesure de l'opresseur pour d'abord dire la souffrance commune noire et ensuite exposer la violence subie à la face du monde. Il est cette parole du refus de l'assujettissement, conscient que sa liberté ne saurait tolérer les chaînes que l'on voudrait toujours le voir porter tout en lui disant: mais vous êtes indépendant maintenant.

Son énergie devient créatrice, en cela qu'elle façonne l'imaginaire pour lui dire les possibles, dépasser le gouffre et enfin convoquer l'action, l'offensive d'où un monde peut surgir. C'est cela que Nkrumah, Fanon, Malcom X, Andrée Blouin, Maya Angelou et tant d'autres ont vu et compris de cette vie. Dans un monde qui nécessitait tant de courage d'être noir, Africain, Lumumba l'a revendiqué pour lui, le Congo et l'Afrique.

Aujourd'hui la lâcheté a pris le pouvoir. A cette idée de courage et de dignité, elle oppose l'argent, le luxe, sa présence dans les salons du concert des nations, c'est-à-dire du blanc, achetée au prix du sang et de l'humiliation des Congolais. Aussi, combien de temps encore allons-nous continuer à tolérer que ceux qui bafouent notre dignité nous racontent au monde quand quelqu'un nous a invités à comprendre qui nous étions? Quand cette personne par le récit de sa vie, par-delà la mort, ne cesse de nous dire que nous sommes des grands « quelqu'un » au cœur de l'Afrique, non pour ce que nous avons mais par le courage qui ne nous a jamais été étranger.

SAISIR LES ENJEUX DE LA GUERRE

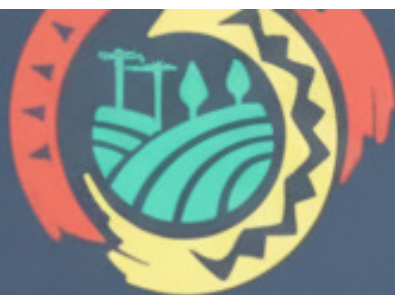
10 | Les guerres menées par procuration au service d'une stratégie. Le cas du Kongo-Kinshasa

14 | Pourquoi le Rapport Mapping de l'ONU sur les crimes graves commis en RD Congo gêne les autorités rwandaises ?

16 | La stratégie du chaos et du mensonge

20 | USA, Rwanda & RD Congo: Trois logiques, une seule absence

23 | Le Congo-Kinshasa, la guerre perpétuelle et la question géographique du "Grand Rift"



THE LOBITO CORRIDOR

CONNECTING AFRICA FROM THE ATLANTIC TO THE INLAND



THE LOBITO CORRIDOR

CONNECTING AFRICA FROM THE ATLANTIC TO THE INLAND



THE LOBITO CORRIDOR

CONNECTING AFRICA FROM THE ATLANTIC TO THE INLAND



THE LOBITO CORRIDOR

CONNECTING AFRICA FROM THE ATLANTIC TO THE INLAND



THE LOBITO CORRIDOR

CONNECTING AFRICA FROM THE ATLANTIC TO THE INLAND





Les guerres menées par **procuration** au service d'une stratégie. Le cas du Kongo-Kinshasa

PAR JEAN-PIERRE MBELU

« Pour prévoir l'avenir il faut connaître le passé, car les événements de ce monde ont en tous temps des liens aux temps qui les ont précédés. Créés par des hommes animés des mêmes passions, ces événements doivent nécessairement avoir les mêmes résultats. »

– N. Machiavel

Au fur et à mesure que le monde connaît des guerres menées par procuration, la guerre du Kongo-Kinshasa et des grands lacs africains se comprend mieux. Même si l'impression est que plusieurs compatriotes estiment qu'elle est différente des autres. Non. Les guerres par procuration se ressemblent. Ils détruisent les pays qui les mènent, leurs armées, leurs populations et dévastent leurs terres. Celles d'hier et celles d'aujourd'hui se ressemblent terriblement. Elles prennent à leur piège les ennemis des livres et des archives. Des Kongolais curieux pourraient s'amuser à lire quelques livres sur les guerres d'hier et d'aujourd'hui et se rendraient compte de cette évidence. De temps en temps, il est nécessaire de faire de petits rappels pour éveiller les somnambules, les paresseux et les ignorants.

La guerre et le chaos constructeur

Les années passent, des compatriotes kongolais ont tendance à perdre de vue que la guerre « par morceaux » menée contre le Kongo-Kinshasa est une guerre par procuration. Il est important de rappeler, comme Tshiyoyo l'a fait dernièrement, que ce n'est pas une guerre contre l'Est du pays. Non. Cette guerre raciste de prédation et de basse intensité est menée contre tout le pays. Il suffit d'un peu de lucidité et de discernement pour se rendre compte que l'illusion de sa concentration à l'Est du pays est trompeuse. Elle tient, depuis 1885, à transformer le Kongo en un simple réservoir de matières premières pour « les vainqueurs » de la Seconde Guerre mondiale et en faire perpétuellement un « Etat-raté-manqué ». Elle orchestre le chaos dit constructeur.

Qu'est-ce que cela veut dire ? En s'intensifiant en un ou trois endroits, elle provoque « le génocide ». Elle crée des déplacements internes poussant à une forte concentration des populations kongolaises dans certaines villes incapables de pouvoir les gérer rationnellement. Le banditisme, le vol, les massacres, les assassinats, la faim, la haine, la



violence, etc. y explosent. Souvent, dépenses faites pour assurer la légitime défense du pays empêchent une prise en charge conséquente des questions essentielles liées au vivre-ensemble. Les ennemis internes en profitent. Ils se laissent corrompre par les ennemis externes et/ou détournent l'argent devant servir l'intérêt général. D'ailleurs, la notion de l'intérêt général n'existe presque pas et « le ki lelo » prend beaucoup de place dans plusieurs coeurs et plusieurs esprits. Pour eux, ce qui importe, c'est l'immédiat : « Lona lelo, buka lelo, lamba lelo, Iya lelo ». La texture du temps long comprenant le passé, le présent et l'à-venir se perd dans cette approche consumériste hédoniste. Elle fait voler en éclat la solidarité au profit des interminables rivalités ; la concurrence et la compétitivité prennent la place de la coopération-même conflictuelle- dans presque tous les domaines de la vie. Bref, les coeurs et les esprits corrompus par la culture hégémonique néolibérale

triomphante s'effondrent dans le fascisme. « La guerre de tous contre tous » devient l'option préférentielle pour ces victimes innocentes, ignorantes et/ou consentantes de la stratégie du « chaos constructeur ». « Les petites mains du Capital » l'ayant orchestrée en profitent pour contrôler les cerveaux et faire main basse sur les richesses du sol et du sous-sol kongolais et cela à moindre coût. Donc, ce chaos construit un ordre-désordre contrôlé par « les petites mains du Capital » et ses fondés de pouvoir. Violentés par « la sorcellerie capitaliste », ces coeurs et ces esprits kongolais en viennent à comprendre de que cette stratégie en est la résultante.

Pourquoi cette « guerre de tous contre tous » ?

Pourquoi cette « guerre de tous contre tous » ? Pour la dépopulation du pays, pour sa déculturation, pour sa déstructuration, pour l'accaparement des terres kongolaises, pour le contrôle des énergies et des matières

premières stratégies, pour sa balkanisation et son implosion en de petits morceaux pouvant poursuivre »la guerre de tous contre tous » jusqu'au dernier kongolais. Bref pour un désir de domination hégémonique. Michel Collon soutenait, à raison, il y a déjà quelques années, que « les trois grands blocs (Etats-Unis, Europe, Japon) mènent la guerre chaude, froide ou tiède, contre les peuples du tiers-monde.

Mais ils se font aussi la guerre entre eux pour savoir qui va dominer le monde et ses richesses. La guerre économique bien sûr. Mais aussi la guerre politique et, dans certaines conditions, militaire. Quand le rapport de forces change entre les grandes puissances, quand une superpuissance vent en remplacer une autre, ou simplement la priver de l'accès à certaines matières stratégiques, cela se règle aussi par la violence. Soit directement, soit indirectement par 'intermédiaires d'Etats ou de mouvements contrôlés. La guerre est le moyen pour repartager les richesses du monde, c'est-à-dire les sources de profits.»

A l'heure actuelle, les BRICS font partie de ces grands blocs et la Chine tend à remplacer les USA comme superpuissance économique. Géoéconomiquement, le Kongo-Kinshasa ne peut pas ne pas tenir compte de cette nouvelle donne dans sa lecture de la guerre perpétuelle qu'il subit en se limitant à ses intérêts commerciaux. Cela d'autant plus que le changement de rapport de forces entre les USA et la Chine ne relève pas de sa responsabilité. Au niveau mondial, la géopolitique de « la route de la soie » n'est pas à négliger du point de vue des analystes. Au niveau africain, géopolitiquement, cette guerre de basse intensité empêche l'Afrique de s'unir afin de peser dans la balance des rapports de force dans un monde (encore) dominé par « le capitalisme dégradant et honteux » comme dirait Patrice Lumumba.

Donc, analyser la guerre menée par procuration contre le Kongo-Kinshasa en simples termes d'intérêts commerciaux sans tenir compte de ses dimensions

géostratégiques, géopolitiques et géoéconomiques (globales) me semble être une erreur monumentale. Une telle analyse serait simpliste et risquerait de présenter aux Kongolais(es) « une alternative infernale » : « La guerre est une stratégie du néolibéralisme ; mais il n'y a pas d'alternative à cela, faisons avec. Contentons-nous d'attaquer les proxys du système en croyant qu'ils seront mis hors d'état d'agir afin que nous reprenions leur place sans rompre avec ce système. »

Une petite conclusion : les Kongolais(es) face à « l'alternative infernale »

Le Kongo-Kinshasa semble être victime consentante (ou maligne?) de cette « alternative infernale ». Il a rompu avec une « Idée régulatrice ». Idéologiquement, il aurait étudié en profondeur Lumumba, et se serait rendu compte que produire « l'en-commun » en rompant avec »le capitalisme dégradant et honteux » est possible. Il serait devenu l'allié des pays africains engagés sur la voie du souverainisme en coopérant avec les ténors socialistes du Sud Global.

Malheureusement, des politicards kongolais fascistes sont intéressés par les débats pouvant leur permettre de faire comme Néron incendiant Rome. Ils veulent participer au feu que les initiateurs du « chaos constructeur » veulent mettre au pays. Ils évitent, comme de la peste, les questions idéologiques. En fait, les questions idéologiques font rarement partie du débat politique kongolais. Sinon, après le passage du Pape François à Kinshasa, lorsqu'il a affirmé qu'après le colonialisme politique, le colonialisme économique ravage le pays, les Kongolais(es) l'ayant applaudi auraient commencé à étudier individuellement et collectivement comment opèrent »les petites mains » du Capital et comment faire pour qu'elles se retirent ? Ce débat collectif n'a pas encore eu lieu.

L'un ou l'autre compatriote, marxiste et/ou souverainiste produit régulièrement des textes sur cette question sans qu'il fasse des émules. Malheureusement...

“

Ce n'est pas une guerre contre l'Est du pays. Non. Cette guerre raciste de prédation et de basse intensité est menée contre tout le pays. Il suffit d'un peu de lucidité et de discernement pour se rendre compte que l'illusion de sa concentration à l'Est du pays est trompeuse. Elle tient, depuis 1885, à transformer le Kongo en un simple réservoir de matières premières pour « les vainqueurs » de la Seconde Guerre mondiale et en faire perpétuellement un « Etat-raté-manqué ».





Pourquoi le Rapport Mapping de l'ONU sur les crimes graves commis en RD Congo gêne les autorités rwandaises ?

PAR BLAISE PASCAL ZIRIMWABAGABO MIGABO

Les récentes prises de position de l'Ambassadeur du Rwanda en poste à Kinshasa ne m'ont pas surpris. Elles m'ont directement fait penser aux années d'occupation du Congo par le Rwanda et d'autres forces armées étrangères. Ces propos m'ont rappelé un livre que je découvris à cette époque à l'âge de 10 ans : Eichmann à Jérusalem : Rapport sur la banalité du Mal écrit par la philosophe Hannah Arendt. Ce 1er octobre 2020, cela fera dix ans depuis la publication par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme du Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo (Rapport Mapping). Dix ans d'impunité mais aussi d'insomnies aux pays et acteurs cités dans ce rapport. 10 ans d'injustice pour les millions de victimes auxquelles ce rapport avait redonné espoir. Parmi les pays cités dans ce rapport, le Rwanda déploie des efforts inimaginables pour discréditer ce rapport et torpiller toutes initiatives de justice pour les millions de victimes congolaises et rwandaises de son intervention armée en RDC. Pourquoi le Rwanda s'intéresse-t-il tant au Rapport Mapping ? Pourquoi menace-t-il les voix qui exigent la création d'un tribunal pénal international pour le Congo ? Le Rwanda est-il à sa première négation de ses crimes au Congo ? Que doit être l'attitude de chaque congolais au regard de ces enjeux ?



La **stratégie** du chaos et du mensonge

PAR BONIFACE MUSAVULI

La guerre qui sévit en République Démocratique du Congo, et ses horreurs, sont souvent présentées comme l'échec du président Kabila et de la communauté internationale. Il s'agit, en réalité, d'une réussite éclatante d'une stratégie dont le Congo et les Congolais sont la cible. Le dernier ouvrage de l'analyste des questions géopolitiques Patrick Mbeko, « Stratégie du chaos et du mensonge », en donne une remarquable démonstration. L'auteur analyse les enjeux qui se trament derrière les souffrances des Congolais depuis l'acquisition du pays par le Roi des Belges Léopold II, en 1885, jusqu'à sa mise sous tutelle actuelle, par les milieux d'affaires occidentaux derrière le triumvirat Museveni-Kagame-Kabila et la Monusco.

La guerre qui sévit en République Démocratique du Congo, et ses horreurs, sont souvent présentées comme l'échec du président Kabila et de la communauté internationale. Il s'agit, en réalité, d'une réussite éclatante d'une stratégie dont le Congo et les Congolais sont la cible. Le dernier ouvrage de l'analyste des questions géopolitiques Patrick Mbeko, « Stratégie du chaos et du mensonge », en donne une remarquable démonstration. L'auteur analyse les enjeux qui se trament derrière les souffrances des Congolais depuis l'acquisition du pays par le Roi des Belges Léopold II, en 1885, jusqu'à sa mise sous tutelle actuelle, par les milieux d'affaires occidentaux derrière le triumvirat Museveni-Kagame-Kabila et la Monusco.

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur l'holocauste qui se déroule au Congo, avec ses millions de morts, les clichés des reportages sur l'Afrique sont qu'il s'agit de conflits entre tribus africaines au « Cœur des ténèbres ». Patrick Mbeko, qui coécrit l'ouvrage avec un fin connaisseur des enjeux du Congo, en la personne d'Honoré Ngbanda, va droit au cœur des enjeux de la guerre. A l'appui des enquêtes des Nations-Unies il démontre que l'instabilité chronique à laquelle nous assistons est entretenue à dessein. Il s'agit d'une politique de chaos sciemment organisée qui a pour objectif d'affaiblir durablement le pays, d'en faire un non-Etat, réduit au simple rôle de coffre-fort où les groupes financiers et les élites occidentales puisent d'immenses richesses naturelles sans être importunés. Il s'agit de la mise en pratique de la théorie longuement murie du « chaos constructeur », chère aux stratèges américains.

La stratégie du chaos dans le cas du Congo

Dans une région riche et convoitée, on choisit d'abord un Etat pivot. Ensuite, à partir de cet Etat, on provoque et on entretient les conflits. On encourage les viols, on occasionne des déplacements des populations, on génère la famine, des maladies, bref, on engendre une atmosphère de désolation. De ce chaos doit émerger un ordre nouveau reposant sur l'anéantissement des peuples et permettant à la minorité des privilégiés constituant le 1 % de maintenir leur train de vie princier. Toutes



les guerres qui se produisent au Congo ont pour enjeu le contrôle des matières premières, dont les riches gisements miniers du pays[4]. Pour entretenir durablement le chaos, les « stratèges » commencent par remporter la bataille de l'information. Dans le cas du Congo, le contrôle de l'information se traduit par une gigantesque masse des désinformations destinées à dissimuler, non seulement les vrais enjeux de la guerre, mais surtout les personnalités et les multinationales qui se procurent, derrière le chaos entretenu, des profits faramineux.

Un dispositif à trois têtes

Pour que perdure cette économie du chaos qui permet aux multinationales anglo-américaines d'engranger des profits toujours faramineux, un dispositif politique a été mis en place. Il est articulé autour d'un triumvirat associant les trois présidents tutsi/hima de la région : l'Ougandais Yoweri Museveni dans le rôle de l'architecte, le Rwandais Paul Kagame dans le rôle du maître d'ouvrage et « Joseph Kabila » dans le rôle du « cheval de Troie ». Les trois hommes, par leurs armées respectives, ont pour mission de maintenir le Congo dans une situation permanente d'Etat raté, avec une armée congolaise continuellement paralysée et mise dans l'incapacité de s'imposer, même face à un banal groupe armé. Pourquoi ? Parce qu'un Congo qui se redresse, et dont les autorités prennent le contrôle effectif du

territoire national, serait un frein aux intérêts des multinationales qui gravitent autour des présidents Kagame, Museveni et Kabila.

Mais dans le cas spécifique du Congo, à côté des intérêts des multinationales anglo-américaines, les désordres fomentés par les trois présidents servent les objectifs d'une élite régionale, l'élite tutsi rwandaise. Cette dernière, bien que n'appartenant à aucune des tribus autochtones congolaises, avaient tout de même revendiqué, dès 1981, dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, l'ambition de détacher la riche région du Kivu pour la rattacher progressivement au Rwanda. Ce qui est quasiment en train de se réaliser grâce au travail destructeur des trois présidents. Le drame pour le Congo est que les ambitions de cette minorité régionale coïncident avec les intérêts de la minorité des privilégiés occidentaux, les fameux 1%, qui maintiennent leur train de vie en entretenant le chaos dans différentes régions riches du monde.

Le modus operandi

Concrètement, dans le cas du Congo, les présidents Museveni et Kagame, avec l'appui des Américains et des Britanniques, « fabriquent » des mouvements armés et utilisent leurs réseaux auprès des médias occidentaux pour faire croire à l'opinion internationale qu'il s'agit de « rébellions congolaises ». En réalité, il s'agit de bataillons de leurs propres armées dont les unités sont formées dans les bases de Jinja, en Ouganda ; de Gako, de Butotori et de Gabiro au Rwanda par des instructeurs américains et britanniques. Une fois ces bataillons ont franchi les frontières du Congo, « Joseph Kabila », qui fait partie de « la bande des 3 » (les trois K), organise la défaite des soldats congolais et laisse les villes congolaises tomber entre les mains des bataillons ennemis. Viennent ensuite des négociations qui, en réalité, sont une mascarade. Lorsque « Joseph Kabila » arrive dans ces négociations il est tout heureux de retrouver ses paires Museveni et Kagame, et d'ailleurs les images de ces retrouvailles ne s'y trompent pas. Ces négociations aboutissent à au moins deux « compromis » : les « rebelles » (faux rebelles mais vrais soldats rwandais/ougandais) obtiennent

“

Pour les Américains, le Congo est un trop riche pays pour être laissé aux seuls Congolais. Sa riche région du Kivu doit être annexée au Rwanda, un pays petit et pauvre mais dont l'élite est docile aux yeux des dirigeants américains. Le reste du Congo devrait ensuite s'effondrer en petites «républiques corvéables» et faciles à contrôler par les intérêts anglo-américains.

des amnisties collectives ou individuelles décidées par le gouvernement faible de Kinshasa. Ensuite, ils sont intégrés dans l'armée congolaise. La dernière vague des troupes rwandaises intégrées dans les rangs de l'armée congolaise s'est opérée en décembre 2008, et dans les mois qui ont suivi, en marge des opérations « Umoja wetu » et « Amani leo ». C'était en application d'un accord secret conclu par le représentant de « Joseph Kabila », le général John Numbi, et Laurent Nkunda sous la supervision du général rwandais James Kabarebe. Plusieurs milliers de soldats rwandais avaient passé la frontière congolaise, officiellement pour mener avec les Congolais une lutte conjointe contre les rebelles hutus rwandais des FDLR, qui, pour l'auteur, sont devenus le prétexte dont se servent les élites occidentales et leurs médias pour légitimer l'occupation et le pillage de l'Est du Congo par les hommes de Kagame. Deux mois plus tard, une mascarade fut organisée à Goma pour faire croire à l'opinion internationale que les troupes rwandaises avaient regagné leur pays. Un de ces gros mensonges auxquels les trois présidents et leurs parrains occidentaux ont habitué les Congolais. Patrick Mbeko estime que plus de 12 mille soldats rwandais arrivés sur le sol congolais avaient disparu dans la nature. Pour aller où ? Cette opération visait, en réalité, à accroître le nombre des agents rwandais infiltrés dans les rangs de l'armée congolaise.

Que deviennent les agents que Kagame et Museveni font entrer au Congo ?

Il y en aurait plus de 35 milles dans différents niveaux de l'armée, de la police et de l'administration. Ils ont pour mission de paralyser les actions de l'armée

congolaise dans le Kivu. Ils fournissent des renseignements à l'ennemi et détournent les livraisons d'armes au profit du camp ennemi. Ils permettent aux « rebelles » de tendre des embuscades réussies et d'infliger de lourdes pertes aux soldats congolais déterminés à rétablir le contrôle de l'Etat sur le Kivu. La plus terrible des défaites qu'ils ont réussi à faire subir aux soldats congolais s'est produite en décembre 2007 dans la localité de Mushake, près de Goma. Sur les 4.500 éléments des FARDC engagés dans l'opération, 2.300 avaient été tués par des combattants rwandais dirigés par le général tutsi Laurent Nkunda. L'homme que les médias occidentaux présentaient comme un « Tutsi congolais » avouera, de retour dans son pays, qu'il est citoyen rwandais ; un sergent de l'armée rwandaise, membre des services de renseignements rwandais.

Et lorsque, malgré le travail de sape, les soldats congolais parviennent tout de même à prendre le dessus sur les semeurs de troubles, les infiltrés ne désarment pas. Les soldats congolais qui ont brillé sur les théâtres des opérations au Kivu sont rapidement mutés et éloignés des missions opérationnelles. Nombreux sont assassinés quelques temps seulement après les victoires sur les agresseurs. L'ouvrage cite plusieurs cas d'assassinat. Il évoque le cas du général Mbuza Mabé[14] qui, après avoir libéré la ville de Bukavu des mains des Rwandais, en 2004, a été rappelé à Kinshasa. Ce travail permanent de sabotage, mené au cœur même de l'armée congolaise, permet à Museveni et Kagame d'être rassurés. Les deux dirigeants peuvent continuer à entretenir le chaos dans les régions riches de l'Est du Congo, qu'ils ambitionnent d'annexer, sans risquer d'être confrontés à une armée congolaise aguerrie.

Pourquoi les médias et des pays comme les Etats-Unis participent à ce désastre ?

Dès le déclenchement de la guerre en 1996, les Etats-Unis parrainaient les armées rwandaises et ougandaises qui avaient franchi la frontière congolaise sous la fausse étiquette de « rebelles banyamulenge » puis de « rebelles de l'AFDL ». Pour les Américains, le Congo est un trop riche pays pour être laissé aux seuls Congolais. Sa riche région du Kivu doit être annexée au Rwanda, un pays petit et pauvre mais dont l'élite est docile aux yeux des dirigeants américains. Le reste du Congo devrait ensuite s'effondrer en petites « républiques corvéables » et faciles à contrôler par les intérêts anglo-américains. Depuis, les dirigeants américains et leurs alliés soutiennent le projet de balkanisation du Congo. En témoignent leurs déclarations, parfois intempestives. Pour les Américains, les Britanniques et leurs différentes officines, l'Est du Congo appartient ou doit appartenir aux hommes de Kagame avec qui ils réalisent de juteuses affaires, et avec qui ils devraient continuer à réaliser des affaires toujours plus juteuses si la balkanisation devient officielle. Pour ce qui est de la désinformation consistant notamment à appeler « rebelles congolais » des « soldats rwandais/ougandais », Patrick Mbeko fait remarquer que les principaux médias occidentaux sont détenus par des groupes financiers dont les investisseurs ont des intérêts dans les multinationales impliquées dans la guerre du Congo. Une partie des noms de ces multinationales apparaît dans les rapports des experts de l'ONU. Lorsque les journalistes parlent de « rebelles congolais » alors qu'ils savent, du fond de leur conscience, qu'il s'agit de « soldats rwandais/ougandais », ils obéissent à la ligne

éditoriale qui leur est imposée par les patrons de leurs organes de presse. L'auteur, qui est lui-même journaliste, ne s'offusque pas du fait que son ouvrage, bien qu'en tête des ventes sur le site amazon.fr, ait été boycotté par les grands médias.

Pourquoi les massacres des populations congolaises ?

Les dirigeants tutsis rwandais/ougandais, et leurs parrains anglo-américains, sont toutefois confrontés à un obstacle : les populations autochtones de l'Est du Congo sont profondément hostiles au projet de balkanisation. Elles continuent de résister malgré la complicité du « président » avec les ennemis. Pour briser cette résistance, le Rwanda et l'Ouganda auraient pris l'option d'attaquer directement ces populations. A force de les massacrer, de les violer et de les humilier, en assurant l'impunité aux agresseurs, ces populations finiront par se persuader qu'elles sont définitivement abandonnées par Kinshasa. Elles n'auront pas d'autre choix que de se soumettre à leurs oppresseurs.

L'autre enjeu des massacres a des motivations purement génocidaires. Les populations congolaises tuées, violées et terrorisées fuient et abandonnent leurs terres, en général des terres très fertiles ou riches en gisement miniers. Les terres que ces populations éliminées abandonnent sont réoccupées par des populations en provenance du Rwanda et d'Ouganda. Ce processus d'élimination des autochtones et leur remplacement par des populations allogènes, devrait mener à un rééquilibrage démographique dans l'Est du Congo. Il devrait permettre l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Ce scrutin bénéficiera de l'appui des pays occidentaux, déjà acquis au projet de balkanisation du Congo. Les Occidentaux feront en sorte que le vote en faveur de l'autodétermination l'emporte. Un premier pas vers la balkanisation du pays.

Et les droits de l'homme dans tout ça ?

L'auteur fait remarquer que la question des droits de l'homme est superbement esquivée dans les instances internationales, lorsqu'il s'agit des victimes congolaises.

Les « droits de l'homme » des Congolais doivent être sacrifiés au nom des deux objectifs stratégiques : la balkanisation du Congo et le pillage continu des ressources minières au profit des milieux d'affaires anglo-américains. Arrêter et poursuivre en justice les dirigeants rwandais et ougandais qui organisent les massacres reviendraient, pour les dirigeants occidentaux, à se priver de précieuses mains dont ils ont besoin pour réaliser leurs objectifs sur le Congo.

Mais pour ne pas perdre la face, les Occidentaux se partagent les rôles. Les uns continuent d'armer le Rwanda et l'Ouganda, les autres dénoncent les crimes, les condamnent et produisent des rapports tonitruants. Mais ils s'abstiennent d'arrêter les criminels alors qu'ils savent où ils se trouvent, juste de l'autre côté de la frontière, au Rwanda et en Ouganda. Les diplomates occidentaux, quant à eux, doivent montrer aux Congolais qu'ils apportent la paix et la démocratie alors qu'ils travaillent pour les milieux d'affaires qui tiennent à ce que la guerre perdure. La guerre doit perdurer parce qu'elle génère des profits faramineux et reste le meilleur moyen d'amener le Congo à perdre progressivement ses riches régions de l'Est au profit des pouvoirs tutsis du Rwanda, d'Ouganda et des milieux d'affaires occidentaux.

Quid de l'ONU ?

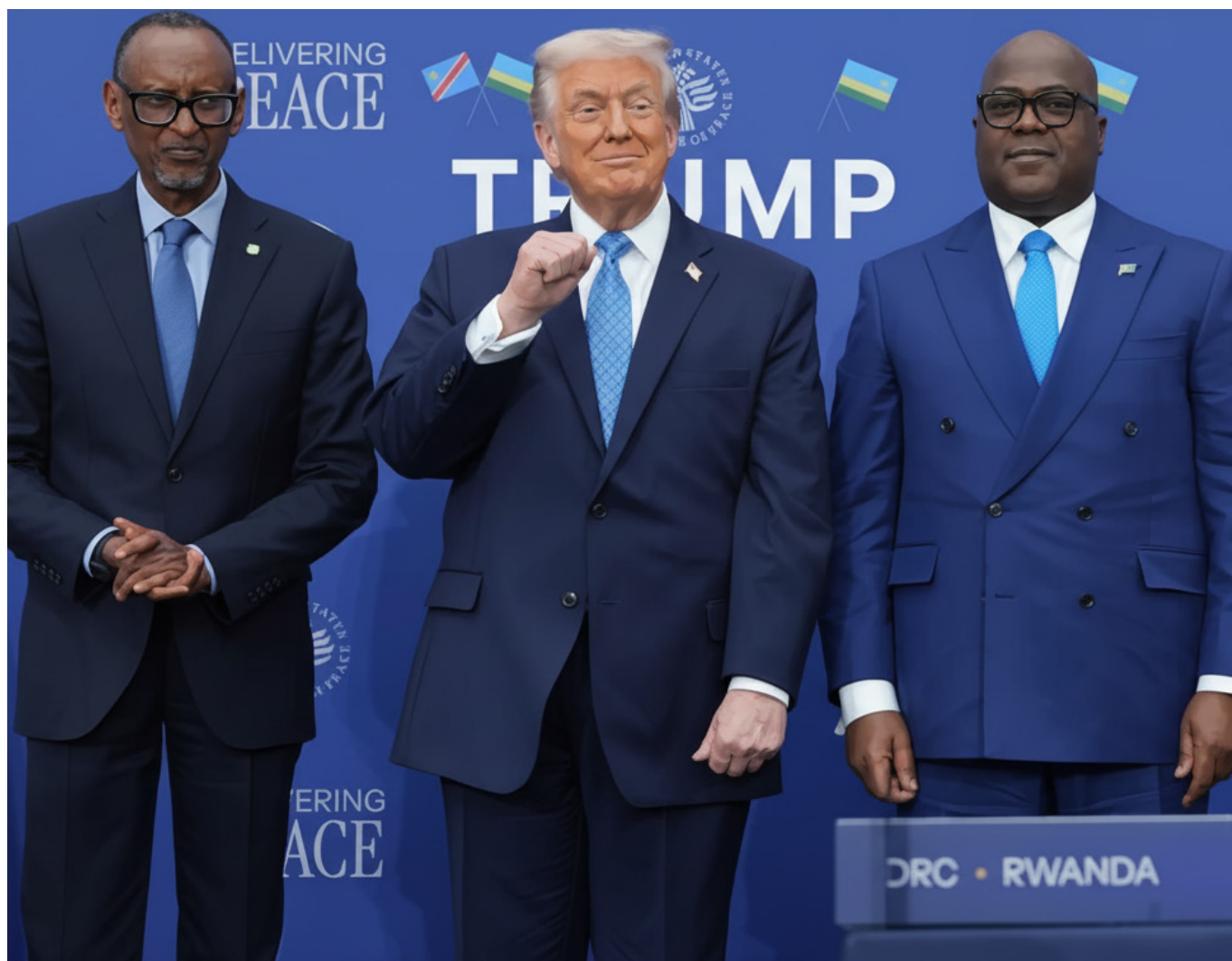
L'ONU n'est pas au Congo dans l'intérêt du peuple congolais. En attestent les massacres et les viols qui se commettent à proximité des camps de la Monusco depuis les 15 ans de sa présence dans le pays. L'auteur fait remarquer qu'en 2003, l'Opération Artémis, pilotée par l'armée française, avec à peine 1.500 soldats, avait réussi à rétablir la sécurité en Ituri en trois mois. La Monusco, avec ses 19.815 soldats et un budget annuel d'un milliard et demi de dollars est incapable de désarmer un seul groupe armé. En réalité, la Monusco travaille pour d'autres missions qui n'ont rien à voir avec la protection des Congolais. Ses intérêts sont même tout à fait contraires aux aspirations du peuple congolais à la paix. L'auteur, citant l'ancien président tunisien Habib Bourguiba, fait savoir qu'aucun gouvernement sérieux n'accepte le déploiement des troupes de

l'ONU sur son territoire. Au mieux, l'action des missions onusiennes se résume à la stratégie de l'« ange bleu ». Au pire, elle rend moins visible et légalise la déstabilisation du pays et l'immixtion étrangère dans ses affaires internes. Pour l'auteur, la Monusco fait partie de la stratégie du mensonge destinée à donner aux Congolais l'impression qu'on se préoccupe de leurs souffrances alors que la communauté internationale poursuit au Congo des objectifs sans rapport avec les aspirations du peuple congolais à sa souveraineté et à la paix.

Mais tous les onusiens n'acceptent pas de participer à cette mascarade. C'est ainsi qu'en octobre 2008, le général espagnol Vincente Diaz de Villegas a démissionné de son poste de commandant militaire de la mission de l'ONU au Congo, choqué par ce qu'il avait vu. L'Espagne, qui ne fait pas partie des pays impliqués dans le pillage du Congo, ne voulait pas jouer à ce « jeu ».

Que faire pour changer la situation ?

Patrick Mbeko insiste sur le fait que les Congolais ne doivent surtout pas espérer qu'une solution viendrait de prochaines élections. Il serait aberrant d'amener les Congolais aux élections pour la troisième fois dans les mêmes conditions que les deux élections précédentes (2006, 2011). Les Congolais doivent d'abord se libérer du régime de chaos qui leur est imposé. Ce travail de libération incombe aux masses populaires en commençant par leurs élites qui doivent réveiller la conscience collective et individuelle. L'auteur interpelle au passage les élites d'autres pays africains. Si les instigateurs du chaos actuel au Congo parviennent à liquider le Congo, comme ils l'ambitionnent, ce sera au tour d'autres pays du Continent. Une vingtaine de pays africains, riches en ressources naturelles, sont menacés de subir le même sort que le Congo, suivant le même mode opératoire du « chaos constructeur ». Plusieurs fois dans l'ouvrage, l'auteur appelle les Africains à méditer sur ce qui est arrivé à la Libye de Mouammar Kadhafi, victime, comme le Congo, de ses ressources naturelles, que les mêmes stratégies occidentales du « chaos constructeur » se sont, depuis, appropriées. Au détriment du peuple libyen.



USA, Rwanda & RD Congo: Trois **logiques**, une seule absence

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Il est devenu courant, dans le discours public congolais, d'invoquer ce que l'on nomme la «question tutsie», comme si elle était un corps étranger aux motivations obscures, un spectre insaisissable, omniprésent et omnipotent. Pourtant, l'analyse froide, celle qui observe la puissance plutôt que les passions, les structures plutôt que les rumeurs, impose une conclusion dérangementante : la « question tutsie » n'existe que parce que l'État congolais, lui, n'existe pas. En effet, elle n'est pas la preuve d'une force irrésistible venue d'ailleurs : elle est le symptôme de notre propre inexistence étatique.

Dans un pays normal, doté d'un État structuré : une armée cohérente, une doctrine, une mémoire stratégique, une continuité historique ; un pays qui respire comme un État, qui pense comme un État, qui réagit comme un État, la « question tutsie » ne constituerait rien d'autre qu'un point de bas de page : un incident périphérique, marginal, contenu. Or, chez nous, elle devient apocalypse. Non pas parce que Kigali serait investi d'une puissance mythologique, mais parce que nous avons laissé la place vide.

L'Etat

Nous sommes, tragiquement, le seul peuple du bassin à n'avoir pas construit

ni des slogans : elle analyse la lutte pour la terre.

À ce sujet, Olivier Zajec (dans Introduction à l'analyse géopolitique, Histoire, outils , méthodes) rappelle en citant Coutau-Bégarie : « Les disputes territoriales sont le ressort le plus puissant de l'histoire interétatique. » (Zajec, 2018 : 15) Autrement dit, cette phrase n'est pas un simple commentaire : elle énonce une loi presque mécanique de l'histoire humaine depuis cinq mille ans. Les États se constituent, se défendent et se détruisent autour d'une obsession commune : le contrôle de l'espace.

Dès lors, sous cet angle, l'ambition tutsie n'a rien d'exceptionnel. Elle n'a rien de mystérieux. Tout groupe humain structuré

Ici, j'en viens à Ratzel, Mackinder et Brzezinski parce que le Congo n'a jamais accepté de penser ce que la géopolitique exige de tout État. Le scandale intellectuel du Congo est simple : nous subissons des théories que nous n'avons jamais étudiées.

1. Ratzel : l'État-organisme
Friedrich Ratzel écrivait : « L'État est l'organisme vivant rassemblant un peuple sur un sol. Le caractère de l'État se nourrit de ce peuple et de ce sol. » (Sangun, En relisant Ratzel) D'où sa conclusion implacable : un État qui ne maîtrise pas son territoire n'est plus un organisme, mais une coquille vide.

2. Mackinder (également Spykman)
la loi des espaces pivots
Halford Mackinder formule ensuite l'un



Tant que nous nous contenterons d'administrer un pays au lieu de le diriger, tant que nous confondrons ministère et puissance, tant que nous ferons croire à la plèbe, toujours prête à applaudir l'illusion, qu'un accord signé à Washington peut remplacer un État, nous resterons des figurants sur une terre qui devrait trembler sous nos pas. [...] Nous occupons l'espace, mais nous ne l'habitons pas politiquement. Ensuite, nous possédons la terre, mais nous ne l'organisons pas. Enfin, nous héritons du territoire, mais nous refusons de le conceptualiser. C'est précisément ce refus qui rend possible la projection de puissances voisines. La géopolitique, en effet, ne tolère jamais le vide: là où un État disparaît, un autre entre.

l'instrument qui donne une forme politique à la terre : l'État. Dès lors, tant que nous nous contenterons d'administrer un pays au lieu de le diriger, tant que nous confondrons ministère et puissance, tant que nous ferons croire à la plèbe, toujours prête à applaudir l'illusion, qu'un accord signé à Washington peut remplacer un État, nous resterons des figurants sur une terre qui devrait trembler sous nos pas.

Je m'explique : Retour aux fondements : ce que dit réellement la géopolitique. Pour comprendre ce qui nous arrive, il faut d'abord sortir des psychologies, des indignations et des mythologies ethno-politiques. La géopolitique, selon mon mentor en géostratégie, ne se nourrit ni des émotions

rêve d'expansion, de profondeur stratégique, de sécurisation territoriale. Le contraire serait une anomalie anthropologique. Et comprendre cela ne signifie ni applaudir Kigali, ni se soumettre à sa logique, ni relativiser la violence subie. Comprendre un phénomène ne revient jamais à lui donner raison : c'est seulement se doter des outils qui empêchent d'en mourir.

Congo... exception et vulnérabilité

Ainsi, la véritable question n'a jamais été : « Pourquoi les Tutsi rêvent-ils ? » mais bien : « Pourquoi sommes-nous le seul peuple de la région à ne pas disposer d'un État capable d'arrêter ce rêve ? »

des axiomes les plus cités de la stratégie mondiale : « Qui tient l'Europe orientale tient le Heartland ; qui tient le Heartland domine l'île mondiale ; qui domine l'île mondiale domine le monde. » Sa leçon essentielle est claire : un territoire n'est pas un décor, mais un instrument de puissance.

3. Brzezinski : la projection américaine
Zbigniew Brzezinski, disciple de Mackinder, modélise la stratégie américaine autour d'un principe : la maîtrise des espaces-clefs conditionne la domination globale. Autrement dit, l'espace est un champ de forces, jamais une surface neutre. Mais au Congo, cette vérité élémentaire n'a jamais été intégrée dans la pensée politique.

Congo... Congo... exception et vulnérabilité

: l'État absent. À la lumière de ces cadres théoriques, la tragédie congolaise apparaît dans toute sa nudité. D'abord, nous occupons l'espace, mais nous ne l'habitons pas politiquement. Ensuite, nous possédons la terre, mais nous ne l'organisons pas. Enfin, nous héritons du territoire, mais nous refusons de le conceptualiser. C'est précisément ce refus qui rend possible la projection de puissances voisines. La géopolitique, en effet, ne tolère jamais le vide : là où un État disparaît, un autre entre. Pour Philippe Moreau Defarges, la géographie et l'histoire sont dans les faits inséparables [...] les réalités géographiques sont toujours marquées par l'histoire des hommes » (Defarges, 2011 : 9-10). La disparition de Rome donne naissance à l'Europe. Ainsi, Kigali n'avance pas parce qu'il est fort : Kigali avance parce que nous sommes absents.

Trois logiques, une seule absence

Washington, Kigali et le Congo : trois logiques, une seule absence. L'une des illusions les plus dangereuses consiste à croire que Washington pourrait restaurer l'État congolais. Mais Washington n'agit que pour Washington. Le proxy pour le proxy. Le seul acteur qui agit contre lui-même, c'est le Congo, parce que l'État congolais n'est pas encore né. À sa place, des costumes et la plèbe... Signer des accords à Washington ne fonde pas un État. Et le Rwanda ne sera jamais exclu d'un système que les États-Unis ont eux-mêmes conçu pour leurs propres intérêts. Encore une fois, Kagame n'est pas un accident : il est un outil. Il est là présent à Washington. Faut-il une carte mentale pour le saisir ?

Jamais, on ne retire l'outil tant que l'ouvrage n'est pas achevé. Par conséquent, un État véritable n'empêche pas une attaque par la morale, mais par le coût de l'attaque. Or,

aujourd'hui, rien n'est dissuasif dans la structure congolaise actuelle.

En conclusion, la vérité finale est qu'un peuple sans État est un espace ouvert. En définitive, tant que le Congo continuera de croire que la terre n'est qu'un héritage plutôt qu'une construction permanente ; tant que nos élites refuseront de comprendre Ratzel, Mackinder, Brzezinski, Coutau-Bégarie et Zajec ; tant que nous ignorerons que la souveraineté est un acte continu et non une proclamation, nous resterons des figurants sur notre propre sol.

Car, dans le théâtre des nations, l'espace n'appartient qu'à ceux qui le défendent, et l'histoire n'épargne jamais les peuples qui confondent État et administration. C'est pourquoi un véritable État commencerait par se doter d'une doctrine territoriale : définir clairement où commence notre espace, qui le menace, comment le défendre, comment l'intégrer dans un projet national. Or, le Congo n'a jamais formulé une pensée de sa propre géographie : il vit dessus, il ne l'habite pas. De même, un État digne de ce nom établirait une dissuasion réelle, car on n'empêche pas une attaque par la morale (la paix, des accords) mais par le coût qu'on impose à l'agresseur. Aujourd'hui, rien dans notre structure étatique ne produit ce coût.

Ainsi, la "question tutsie" n'est pas un mystère : elle est une radiographie impitoyable de l'inexistence de l'État congolais. Le problème n'est donc pas dans les ambitions d'autrui : il réside dans notre incapacité à produire un instrument politique capable d'y répondre. Tant que le Congo n'existera pas comme État, toutes les questions, notamment : tutsie, rwandaise, minière, frontalière, sécuritaire, Washington, Doha, ne seront que les différentes formes d'un même vide. Et tant que ce vide perdure, d'autres continueront à le remplir. 2028, l'horizon nous tente : Likambo oyo eza likambo ya mabele.

“

La “question tutsie” n’est pas un mystère : elle est une radiographie impitoyable de l’inexistence de l’État congolais. Le problème n’est donc pas dans les ambitions d’autrui : il réside dans notre incapacité à produire un instrument politique capable d’y répondre. Tant que le Congo n’existera pas comme État, toutes les questions, notamment : tutsie, rwandaise, minière, frontalière, sécuritaire, Washington, Doha, ne seront que les différentes formes d’un même vide. Et tant que ce vide perdure, d’autres continueront à le remplir.



Le Congo-Kinshasa, la guerre perpétuelle et la question du "Grand Rift"

PAR JEAN-PIERRE MBELU

La tradition anglo-saxonne a fait de l'expansion de l'empire US une question fondamentalement géographique. Au Congo-Kinshasa, le débat politique semble ignorer cette dimension et établit difficilement le lien entre la guerre perpétuelle imposée au pays et l'exploitation du pétrole au parc de Virunga par Soco. C'est vrai. Cette guerre prend, depuis plus de deux décennies, plusieurs formes. Néanmoins, elle garde sa constance sur le temps long. En tant que guerre d'usure, elle désargent, elle fatigue, elle épuise les énergies morales, psychologiques et spirituelles de plusieurs filles et fils du pays de Lumumba. Face à cette situation, certains d'entre eux optent pour la logique de l'impuissance et du renoncement ; d'autres prennent la voie de l'opportunisme et sont prêts à faire feu de tout bois ; d'autres encore estiment qu'ils ont besoin de devenir davantage une intelligentsia organique et structurante capable de jouer le rôle du levain dans la pâte des masses paysannes et campagnardes. Ils savent, eux, que la lutte est encore âpre. Tout en menant la bataille des idées, ils se disposent de plus en plus à mettre de l'ordre dans leurs organisations solidaires et n'ont pas peur de la confrontation dans un monde pluricentré.

La guerre perpétuelle imposée à la sous-région des Grands Lacs a des fondements racistes de conquête des terres, de contrôle des mers et des airs. Elle est mieux comprise à la relecture des têtes pensantes anglo-saxonnes de la trempe de Mackinder et de ses "disciples" tels que Brzezinski et George Friedman.

L'Etat profond anglo-saxon et l'expansion géographique

L'Etat profond anglo-saxon tient à demeurer un empire comme le furent la Rome antique et l'empire britannique. Il travaille à son expansion en utilisant plusieurs prétextes et subterfuges. Son expansion géographique est fondée sur le recours à la force brute et non aux principes de démocratie, de dialogue et des droits de l'homme.

Dans la poursuite de cette expansion géographique, cet Etat profond travaille sur des documents archivés sur le temps long. Rappelons qu'il a lié sa vie et sa survie de l'empire à la conquête de l'Eurasie en ayant l'Amérique Latine comme "arrière-cours". Pendant longtemps, la Chine a accueilli sur son sol ses entreprises multinationales délocalisées et leur a permis de faire des bénéfices énormes en utilisant une main-d'œuvre moins chère. Et pendant ce temps, il contrôlait plusieurs pays africains au travers des programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Après la chute du mur de Berlin (1989) et la dislocation de l'URSS en 1991, l'empire anglo-saxon a crié à la fin de l'histoire et au triomphe du néolibéralisme. Il venait d'atteindre l'un des objectifs poursuivi depuis la première guerre mondiale : tenir l'URSS et l'Allemagne désunies pour mieux poursuivre son expansion.

Mais, la montée en puissance de la Chine, le retour de la Russie sur l'échiquier mondial et la lente et sûre émancipation des pays latinos de la globalisation néolibérale sont, depuis quelques décennies, des facteurs qui

semblent torpiller les desseins de l'empire anglo-saxon. Sa guerre perpétuelle menée contre "le terrorisme" est dorénavant utilisée comme stratégie pour conquérir d'autres espaces vitaux en restant fidèle à son obsession pour le contrôle des terres, des mers et des airs.

En Afrique, il est intéressé par le Grand Rift. Qu'est-ce qu'est cela ? C'est une zone géographique africaine. « La région en question, (...) comprend non seulement l'Ouganda, où un vaste champ de pétrole a été découvert récemment, mais aussi des terrains miniers parmi les plus riches de la planète – y compris en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans la république soutenue par les États-Unis au Soudan du Sud. La région se situe dans cet extraordinaire conjoncture géographique appelée vallée du Grand Rift (Great Rift Belt), qui s'étend au nord depuis la Syrie à travers le Soudan, l'Erythrée et la Mer Rouge pour pénétrer profondément dans le sud de l'Afrique en traversant l'Est du Congo, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie et jusqu'au Mozambique. »

L'enjeu de la région du Grand Rift en Afrique

Géographiquement, la partie orientale du Congo-Kinshasa se trouve dans le Grand Rift. Les géologues attestent que cette région est immensément riche en pétrole, en gaz et en autres ressources stratégiques indispensable au "Grand jeu US" et insuffisamment explorées. La stratégie du "chaos constructeur" entretenu dans cette région est indispensable à ce "jeu". « Les troubles politiques chroniques de la région et les tensions entretenues par l'AFRICOM – qui arrangent les majors pétrolières occidentales qui cherchent à maintenir des prix du pétrole ridiculement élevés en contrôlant l'offre – font obstacle au développement de ce pétrole. Tandis que l'Afrique de l'ouest et le Maghreb ont connu des dizaines de milliers de forages pétroliers pendant les dernières décennies,

l'Afrique de l'est et l'Afrique centrale, y compris le Darfour et le sud Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, sont quasiment terra incognita en termes de forage. »

La décision prise par l'entreprise britannique Soco d'exploiter le pétrole du parc de Virunga, ce patrimoine classé de l'humanité, est à situer dans ce contexte de l'exploration et de l'exploitation du "Grand Rift".

Rappelons que les héritiers de Mackinder sont, pour un certain nombre d'entre eux, des disciples de Darwin. L'expansion de leur empire se moque des "races faibles". Une caméra cachée pendant le tournage du documentaire sur le parc de Virunga a pu rendre compte des élans racistes de ce projet. En effet, « le film d'Orlando von Einsiedel montre avec les armes dont il dispose le vrai visage de Soco sur le terrain. Via deux personnages, un ranger de Virunga et la journaliste française Melanie Gouby qui utilisent une caméra cachée en itw, on découvre le vrai visage de la corruption.

Le ranger montrant comment les officiels du Congo militent pour que Soco hérite du terrain quitte à donner des pots de vin, graisser des pattes et soutirer des informations directement via des membres du parc naturel. Tandis que Mélanie Gouby montre de son côté une facette qui est à mes yeux la plus triste, celle d'un français bossant pour Soco sur le terrain et qui laisse transpirer dans chacune de ses paroles celle d'un colonialisme à l'ancienne, un racisme tout sauf déguisé nageant dans une volonté sans failles de faire du profit. » L'exploitation du "Grand Rift" est donc fondée sur le colonialisme à l'ancienne, sur le racisme assimilant "les nègres aux ramasseurs des miettes", sur la corruption des officiels congolais et sur le profit. Elle entretient "le terrorisme" et les guerres dites "civiles". Elle s'inscrit dans la logique de la guerre perpétuelle de conquête des "terra incognita". Elle fondamentalement géographique et théâtralisé politiquement. C'est beaucoup plus une question d'expansion territoriale que de démocratie

et de droits de l'homme. La création du marché de l'Afrique de l'Est est au cœur de cette guerre perpétuelle. La balkanisation et l'implosion du Congo-Kinshasa participent de cette même guerre et de l'incorporation de sa partie orientale à ce marché.

Comment, dans ce contexte, opposer l'intelligence congolaise et panafricaine à celle de ceux qui estiment que les terres qu'ils n'ont pas explorées et exploitées sont des "terres incognita" ? Il est important de comprendre qu'il y a dans cette approche des terres une disqualification des rationalités d'autres peuples ; celles qui ne sont pas techniques et/ou technologiques à l'occidentale. Il y a là une négation de l'humanité des autres. Ce déni est la source du racisme auquel conduit l'expansion territoriale, le mépris des gens et la cupidité produite par le goût effréné du profit.

Faire face au détricotage de la souveraineté des peuples

Les élites congolaises qui se veulent organiques et structurantes doivent commencer par maîtriser cette géographie et ses soubassements racistes, colonialistes et ultralibéraux pour les partager avec les populations paysannes vivant de la terre. Elles doivent travailler ensemble pour une occupation "avertie" des villages et campagnes congolais. Elles doivent s'habituer, ensemble, à déchiffrer la dimension géographique de la politique étrangère de ceux qui président à la globalisation des économies du "Grand Rift". L'exploration et l'exploitation du "Grand Rift" conduisent au détricotage de la souveraineté des peuples qui s'y retrouvent, à la cassure des ressorts psychologiques, spirituels et moraux de résistance contre l'idéologie consumériste ultralibérale et à la création d'un grand marché autorégulé géré par les 1% oligarques d'argent occidentaux et "leurs nègres de service" africains. Ceux-ci, déjà corrompus et ayant vendu leurs cœurs et leurs esprits au

profit "des petites mains du capital", ont du mal à inscrire la question géographique du "Grand Rift" à l'agenda du débat panafricain. Ils organisent leurs dialogues autour des miettes qu'ils tiennent à se partager comme "chiens de garde" du nouveau désordre mondial ultralibéral. Dans ce contexte, les élites organiques et structurantes doivent travailler, à moyen terme, à la (re)naissance du patriotisme panafricain en reconduisant les luttes d'émancipation politique que les Pères et Mères fondateurs des indépendances (formelles) africaines ont laissé inachevées. Ce patriotisme panafricain mis au service de l'intégration politique et économique des pays souverains au cœur du "Grand Rift" devra participer de la re-création d'un autre imaginaire (congolais et) panafricain. Dans cette guerre perpétuelle que l'Etat profond anglo-saxon mène au monde entier, il y a des exemples de résistance pouvant inspirer l'élite organique et structurante congolaise ainsi que les masses populaires devenues critiques. La Chine ayant compris que l'ONU et ses casques bleus font le jeu de cet Etat profond a choisi d'avoir ses propres filles et fils parmi eux. Elle les a envoyés protéger ses intérêts et les civils travaillant dans les compagnies pétrolières de l'un des pays du "Grand Rift", au Sud-Soudan. Dans un monde globalisé et où règne la confrontation entre les peuples et les Etats, elle a transformé son savoir en une action protectrice de ses intérêts et des civils.

Un autre exemple est celui de l'Erythrée. Ce petit pays a rompu avec "les tueurs à gage économiques" made in USA que sont le FMI et la Banque mondiale pour sauvegarder sa souveraineté économique et politique. Ces deux exemples prouvent à suffisance que quand des élites organisées et agissantes résolvent la question de la direction dans leurs pays, elles peuvent répondre intelligemment aux questions géographiques et économiques que leur pose l'Etat profond US sans se contenter de la simple dénonciation ou de la critique facile.

“

L'exploitation du "Grand Rift" est donc fondée sur le colonialisme à l'ancienne, sur le racisme assimilant "les nègres aux ramasseurs des miettes", sur la corruption des officiels congolais et sur le profit. Elle entretient "le terrorisme" et les guerres dites "civiles".

REFONDER LE CONGO



28 | Le profil des leaders et un projet collectif pour bâtir un autre Congo

32 | « Manger l'argent. » Essai sur la perversion du lien politicard kongolais à l'argent

36 | Nous battre contre des titans et des monstres...

38 | Demain, après Kabila, rompre avec l'ensauvagement

42 | Marches congolaises : moments de politisation des masses « dangereux »

44 | La tradicratie ouverte et le pouvoir créateur de la Parole, de la « Diyi »





Le profil des leaders et un projet **collectif** pour bâtir un autre Congo

PAR JOSÉ MPUNDU

La crise qui secoue la RDC depuis des années est essentiellement une crise anthropologique, une crise de l'homme congolais qui a perdu ses repères en humanité. Cette crise concerne tous les congolais du sommet à la base de la société. Mais, comme le « poisson pourrit par la tête », selon l'adage bien connu, il importe de se pencher sur le profil des hommes et des femmes dont le Congo a besoin pour se reconstruire sur base d'un projet collectif.

M’inspirant du profil des dirigeants dont l’Afrique a besoin, proposé par le politologue camerounais, Samuel Eboua, dans son livre, *Interrogations sur l’Afrique noire* (EBOUA S., *Interrogations sur l’Afrique noire*, Editions L’Harmattan, Paris 1999, p. 177), je propose ce qui suit :

« Le nouveau Congo a besoin d’hommes et de femmes d’action pénétrés de l’intérêt supérieur de l’Etat, des hommes et des femmes intègres, compétents, travailleurs, meneurs d’hommes, des hommes et des femmes tolérants, rassembleurs, mais intraitables lorsqu’il s’agit de défendre l’intérêt général, des hommes et des femmes capables de réaliser beaucoup avec peu de moyens. Il s’agit d’hommes et de femmes qui n’aiment pas le pouvoir pour le pouvoir, mais pour qui ce dernier ne constitue qu’un instrument leur permettant de réaliser leur idéal au profit de la communauté nationale, et qui sont capables de s’en dessaisir dès lors que, pour une raison ou une autre, ils estiment ne pas être en mesure de réaliser cet idéal... Ces hommes et ces femmes, bien que rares, ne sont pas complètement absents du Congo actuel. Il suffit de les dépister et de les responsabiliser ».

Ces leaders qui répondent à ce profil ne vont pas nous tomber du ciel. Il faut les créer, les former, les formater. La première école de ce leadership est la famille. Si les parents congolais pouvaient correspondre à ce type de leaders au sein de nos familles congolaises, les enfants apprendre par modelage vicariant à être ces leaders dont nous avons besoin. Le milieu éducatif, à savoir écoles, instituts et universités, doit être aussi le lieu de production de ce type de leaders. Enseignants, professeurs, formateurs, 2 tous ceux qui sont impliqués dans le travail de l’éducation des enfants et des jeunes, devraient incarner ce type de leaders pour faire passer cela chez les jeunes en formation.

Si, à toutes ces qualités que nous venons de citer, nous ajoutons la sagesse, la responsabilité et la redevabilité, nous aurons donc là le profil de dirigeants politiques dont nous avons besoin pour conduire les travaux de construction d’un nouveau Congo, d’un Autre Congo. En parlant des hommes, nous ne pensons pas à des hommes seuls mais à des équipes d’hommes et de femmes. Il

s’agit d’instituer dans le nouveau Congo un leadership d’équipe où les membres de l’équipe se complètent et s’entraident dans l’accomplissement de cette lourde tâche. Dans cette équipe, tout le monde n’est pas nécessairement au-devant de la scène politique; certains membres de l’équipe sont des héros dans l’ombre. Je pense à tous ceux qui seront dans les laboratoires de réflexion et d’analyse que sont les « Think tank », dans les bureaux d’études, etc.

Le Nouveau Congo a besoin des leaders qui travaillent en équipe et qui connaissent l’histoire, la philosophie, la psychologie pour mieux juguler, avec les masses critiques formées et cultivées politiquement, la crise anthropologique qui perdure depuis des années dans notre pays.

Un projet collectif

Ces leaders dont le profil est ainsi défini se mettront au service d’un projet collectif porté par les masses populaires formées et éduquées ayant une conscience politique aigues et engagées ensemble dans la réalisation de ce projet. Toutes les consultations qui ont eu lieu dans ce pays (de la Conférence Nationale aux dernières consultations nationales en passant par le débat national et les concertations nationales) peuvent nous amener à élaborer ce projet collectif qui portera sur les aspects idéologiques, politiques, économiques et sociaux. Ce n’est donc pas la matière qui nous manque pour élaborer un projet collectif pour le développement de notre pays.

Sur le plan idéologique, il s’agira de définir la vision commune et partagée qui sous-tendra toutes nos actions de construction d’un Autre Congo. Cette vision commune devrait être la nôtre et une copie-conforme des idéologies imposées par les forces étrangères ou ceux qui se prennent pour les 3 « maîtres du monde ». Il nous faut donc inventer notre vision de l’avenir du Congo, du Congo de demain. Le patriotisme souverainiste et le convivialiste humaniste pourront être les fondements idéologiques pour bâtir un Autre Congo, un Nouveau Congo, le Congo de demain. Le Congo de demain doit être un pays réellement souverain où l’homme retrouve sa place dans un nouveau vivre ensemble.

Sur le plan politique, il s’agira de définir

ce que nous considérons comme une politique légitime. Et ici, je propose que nous puissions nous inspirer du Manifeste convivialiste qui dit ceci : « La seule politique légitime est celle qui s’inspire d’un principe de commune humanité, de commune socialité, d’individuation et d’opposition maîtrisée.

– Principe de commune humanité : par-delà les différences de couleur de peau, de nationalité, de langue, de culture, de religion ou de richesse, de sexe ou d’orientation sexuelle, il n’y a qu’une seule humanité, qui doit être respectée en la personne de chacun de ses membres.

– Principe de commune socialité : les êtres humains sont des êtres sociaux pour qui la plus grande richesse est la richesse de leurs rapports sociaux.

– Principe d’individuation : dans le respect de ces deux premiers principes, la politique légitime est celle qui permet à chacun d’affirmer au mieux son individualité singulière en devenir, en développant ses capacités, sa puissance d’être et d’agir sans nuire à celle des autres, dans la perspective d’une égale liberté.

– Principe d’opposition maîtrisée : parce que chacun a vocation à manifester son individualité singulière il est naturel que les humains puissent s’opposer. Mais il ne leur est légitime de le faire qu’aussi longtemps que cela ne met pas en danger le cadre de commune socialité qui rend cette rivalité féconde et non destructrice. La politique bonne est donc celle qui permet aux êtres humains de se différencier en acceptant et en maîtrisant le conflit » (Manifeste Convivialiste. Déclaration de l’interdépendance, Editions Le Bord de l’Eau).

Il nous faudra sortir de la politique du ventre, de la politique « mangeoire » qui repose sur le principe et la pratique de la prédation. Il nous faudra promouvoir la politique « service » du bien commun qui repose sur l’abnégation et le souci des autres. Un bon dirigeant politique est celui qui se met au service des autres en s’oubliant soi-même.

Sur le plan économique, il nous faudra sortir des modèles économiques qui ont montré leurs limites et leur incapacité à instaurer un monde plus humain. Il nous faut remettre en question les modèles venus d’ailleurs. Nous pensons ici au capitalisme libéral ou

ultralibéral ou à ce qu'on appelle « économie sociale du marché ». Nous devons nous libérer de ces modèles économiques qui ont tué l'humanité en nous.

Une économie de solidarité et partage devrait pouvoir nous inspirer d'avantage avec un mode de production en harmonie avec le respect de l'environnement, de la nature. Une économie de solidarité et partage dans un Etat qui doit jouer son rôle de régulateur pour ne pas tomber dans le libéralisme sauvage.

Sur le plan social, il nous faudra nous laisser guider par le principe de la destination universelle des biens de la terre et permettre à tous la satisfaction des besoins fondamentaux : la connaissance (le savoir), le manger, la santé, l'habitation, etc. En fait, tout se résume par le bien-être, le bien-vivre pour tous sans exclusion.

Nos sources d'inspiration

Pour réaliser tout cela, nous devrions nous tourner vers nos traditions ancestrales et vers d'autres continents qui ont essayé et même réussi partiellement. Dans nos sociétés ancestrales, le bien de tous primait sur le bien de l'individu.

Lorsqu'un chasseur tuait une bête, il ne la mangeait tout seul dans la forêt. Il venait avec le gibier au village et partageait avec tous les habitants du village. On travaillait pour se nourrir et subvenir à ses besoins et à ceux des membres de la communauté. L'étranger qui passe était reçu à table et trouvait hospitalité dans nos cases. Toutes ces valeurs de vie communautaire devraient être ressuscitées. Bref, nous pouvons dire que dans nos sociétés ancestrales, l'Etre primait sur l'Avoir.

L'expérience de certains pays de l'Amérique latine comme le Venezuela avec Hugo Chavez, comme la Bolivie, comme le Cuba, comme le Uruguay avec José Mujica, peut constituer une source d'inspiration pas pour faire du copier-coller pour inventer nos propres chemins de libération et de développement.

Pour prendre le cas d'Hugo Chavez, nous apprenons que ce qu'il a fait de bien pour son peuple et avec son peuple était considéré comme des péchés par les « maîtres du monde ». Les sept péchés d'Hugo Chavez vus par les « maîtres du monde », par ceux

que je qualifie de « mafia politico-financière internationale » sont les suivants :

- 1°) Le premier péché : il leur apprend à lire
- 2°) Le deuxième péché : chacun a droit à la santé
- 3°) Le troisième péché : chacun peut manger à sa faim
- 4°) Le quatrième péché : il change les règles entre les riches et les pauvres
- 5°) Le cinquième péché : la démocratie, c'est plus qu'un bulletin dans l'urne
- 6°) Le sixième péché : il ne se soumet pas au pouvoir des médias
- 7°) Le septième péché : l'homme qui tient tête aux Etats-Unis

Pour avoir les détails de ces péchés, j'invite tout congolais à lire le livre de Michel Collon : « Les 7 péchés d'Hugo Chavez », aux Editions Investig'Action. J'invite nos dirigeants politiques à commettre les mêmes péchés qu'Hugo Chavez. En Afrique, des leaders comme Julius Nyerere, Kadhaï, Thomas Sankara, Patrice Lumumba, peuvent devenir nos modèles à imiter en corrigeant éventuellement leurs erreurs et en améliorant leur pratique. Ils peuvent devenir nos sources d'inspiration pour mener ce combat de reconstruction de l'homme et de la société en vue d'un Autre Congo.

Notre force : la cohésion nationale

Pour relever le défi de la création d'un Autre Congo, d'un Nouveau Congo, notre force viendra de la cohésion nationale. D'où, il nous faut dès maintenant œuvrer dans le sens d'une réconciliation nationale dans la justice et la vérité. « L'union fait la force » dit l'adage. Notre faiblesse est dans notre division. Et ce qui nous divise c'est essentiellement la course à l'avoir, au valoir et au pouvoir lorsque ceux-ci sont recherchés non pas pour le bien commun mais pour la jouissance individuelle et égoïste. Les deux grands ennemis contre lesquels nous devons nous battre ici sont le tribalisme et la corruption.

Les tribus et les ethnies constituent une richesse culturelle pour notre pays. Mais, elles deviennent un poison qui tue lorsqu'elles tournent au tribalisme et à l'ethnisme. La corruption a comme mère la cupidité qui ronge le cœur de l'homme. Elle tue la société congolaise. Nous devons l'éradiquer par une éducation à la bonne gestion des biens de la terre et surtout par l'apprentissage, dès le

“

Le patriotisme souverainiste et le convivialiste humaniste pourront être les fondements idéologiques pour bâtir un Autre Congo, un Nouveau Congo, le Congo de demain. Le Congo de demain doit être un pays réellement souverain où l'homme retrouve sa place dans un nouveau vivre ensemble..

bas âge, d'une bonne relation avec l'argent qui est un moyen et non une fin.

Apprendre, dès le plus jeune âge, à gagner l'argent honnêtement et à utiliser l'argent pour le bien de tous et non seulement pour la jouissance égoïste, telle est la meilleure stratégie pour éradiquer la corruption du cœur de l'homme.

En guise de conclusion : Réconcilions-nous maintenant et changeons de mentalité !

J'invite donc à la réconciliation avec nous-mêmes, avec les autres, avec Dieu et avec la nature. Réconcilions-nous avec les vraies valeurs de la vie que sont l'Amour, la Justice, la Vérité, la Liberté, la Fraternité sans frontière, la Miséricorde, le Pardon, la Paix, la Solidarité et le Partage, la Responsabilité et la Redevabilité. Je vois un avenir radieux pour le Congo notre mère patrie.

Mais, cet avenir nous devons l'inventer ensemble sans discrimination aucune, sans exclusion de personne. Cet avenir nous ne pouvons l'inventer qu'à condition que chaque fils et fille de ce pays s'engage dans la voie du changement qualitatif de sa propre vie et des structures de notre société. Un changement de mentalité s'impose à tous et à toutes sans exception. Le débat reste ouvert pour nous conduire à la révolution.





“Manger l'argent.” Essai sur la **perversion** du lien politicard kongolais à l'argent

PAR JEAN-PIERRE MBELU

“Nul ne peut servir deux maîtres. Car, ou il haïra l'un, et aimera l'autre; ou il s'attachera à l'un, et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mamon.”
– Mt 6,24

Sortez vos mains du Kongo, disait le Pape François aux vampires ayant transformé le Kongo-Kinshasa en leur chasse gardée. Mais comment sortir ces mains du Kongo lorsqu'elles sont marionnettistes et ont réussi à appâter les politicards kongolais en les achetant ? Ils endettent le pays en « mangeant » l'argent qu'il produit ou qui est destiné à financer les projets. Heureusement que les procès en cours et/ou non aboutis en témoignent. Comment rompre avec une approche perversie de l'argent en tant que « nourriture » dans un pays où les disciples de celui qui a dit que l'homme ne vit pas seulement de pain se comptent par millions ? Dans un pays où les églises se retrouvant à tous les coins des rues côtoient un appauvrissement éhonté ?

En effet, dès que Mamon remplace le Dieu-Amour-Compassion dans les coeurs et les esprits, que l'argent au lieu d'être un moyen devient une fin, il peut s'y développer une intelligence de la méchanceté et de « la violence diabolique ». Comment transmuter cette « violence perverse » en une « violence converse », capable de promouvoir la convivialité ? Tel est l'objet de cet article.

« Lekelayi tudie bietu »

« Lekelayi tuanji kuadia bietu ! » « Laisser nous manger (l'argent) à notre tour. » Tel est le message que certains politicards kongolais passent dès qu'ils arrivent « aux affaires » et qu'ils verrouillent tous les canaux possibles et imaginables de rencontre entre eux et leurs compatriotes maintenus en dehors des « affaires » chaque fois que le régime change au Kongo-Kinshasa. Cette approche de l'argent le transforme en « nourriture ». La politique n'est plus conçue comme un lieu où la parole partagée et promouvant l'intersubjectivité critique permet de créer un bien-vivre ensemble, la vie bonne et la convivialité, une convivialité riche de la pluralité de ses sujets. Non. Elle est réduite à une mangeoire dans un contexte où l'argent perd sa valeur originare d'usage et/

ou d'échange. Il est dorénavant vu comme « une nourriture ». Il devient « un maître » assujettissant, réifiant, produisant des « sujets entravés ».

L'argent-nourriture et la violence diabolique

En effet, la nourriture, nous en avons besoin au quotidien. Les gourmands tombent dans la boulimie. Souvent, leurs gros ventres en témoignent. Mais aussi « les chantiers » qu'ils créent et sur lesquels ils veillent au quotidien. Les gros ventres peuvent se révéler, à la longue, comme étant des symptômes des maladies (physiques). Tout comme l'exclusion des autres de l'entre soi et la veille sur les chantiers peuvent être des maladies morales, éthiques et spirituelles. L'égoïsme, l'individualisme exacerbé, la cupidité, l'inconscience morale, l'impunité et « la prise sorcière » des coeurs et des esprits peuvent en être les symptômes. Ces maladies physiques, morales et spirituelles amoindrissent la résistance contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Elles induisent une injustice sociale et une incohérence nationale rendant la résilience collective difficile et/ou impossible. Elles font que les victimes oublient que l'homme ne vit pas seulement de pain et qu'il a aussi (et surtout) besoin de la nourriture de l'esprit. Dans ce contexte où l'argent est une « nourriture » privilégiée et la politique une « mangeoire », l'exclusion des autres du « banquet de la vie » peut être interprétée comme une « violence diabolique ». Prétendre que ce contexte où les autres sont exclus est « une démocratie » est un mensonge. Cela d'autant plus que l'exclusion peut être vécue par ses victimes comme étant « leur suppression » de la vie, comme un « homicide ». Ce « mensonge » et « cet homicide » porteurs de la « violence diabolique » fonctionnent, depuis Mobutu jusqu'à Fatshi, sur fond de la massification des majorités populaires. Cette massification est une manipulation. Souvent, elle passe par des djalelistes, par

“
La perversion de la relation à l'argent a converti, plusieurs de ces politicards, en “sujets entravés”. C'est-à-dire des gens démunis, sans grande marge de liberté, sans lucidité ni discernement et ayant renoncé à la rationalité. Soumis à la recherche quotidienne de l'argent comme “nourriture”, ils ont sombré dans la dystopie et dans l'aliénation.

des atalaku, communément dénommés « communicateurs » ou « partisans ». Manipuler les majorités populaires, c'est les chosifier. C'est, en quelque sorte, les traiter comme des objets. C'est enfreindre l'interdit de « l'inceste ».

Donc, des compatriotes politicards qui, depuis Mobutu jusqu'à Fatshi, ont eu une relation perverse à l'argent ont, de l'intérieur, participé de l'entretien de « la violence diabolique » et se sont rendus vulnérables aux marionnettistes utilisant l'argent comme appât en vue de néocoloniser le Kongo-Kinshasa et d'en faire, perpétuellement, un « Etat raté » incapable d'imposer « la peur du gendarme ». La perversion de la relation à l'argent a converti, plusieurs de ces

politicards, en « sujets entravés ». C'est-à-dire des gens démunis, sans grande marge de liberté, sans lucidité ni discernement et ayant renoncé à la rationalité. Soumis à la recherche quotidienne de l'argent comme « nourriture », ils ont sombré dans la dystopie et dans l'aliénation. Ils ont en horreur les compétences réfléchies et sont incapables des débats argumentés portés par une intersubjectivité critique.

La quête quotidienne de « l'argent-nourriture » les pousse à croire que « le temps c'est de l'argent ». Donc, ils n'ont plus du temps pour eux-mêmes. Ce temps de la méditation, du recueillement et du loisir indispensable à la maturation de l'esprit de lucidité et du discernement et à la lenteur dont la pensée a besoin pour être porteuse de

convivialité. Non. Ils n'ont plus ce temps. Ils ont perdu « le commerce avec eux-mêmes » indispensable à l'éclosion de la conscience morale.

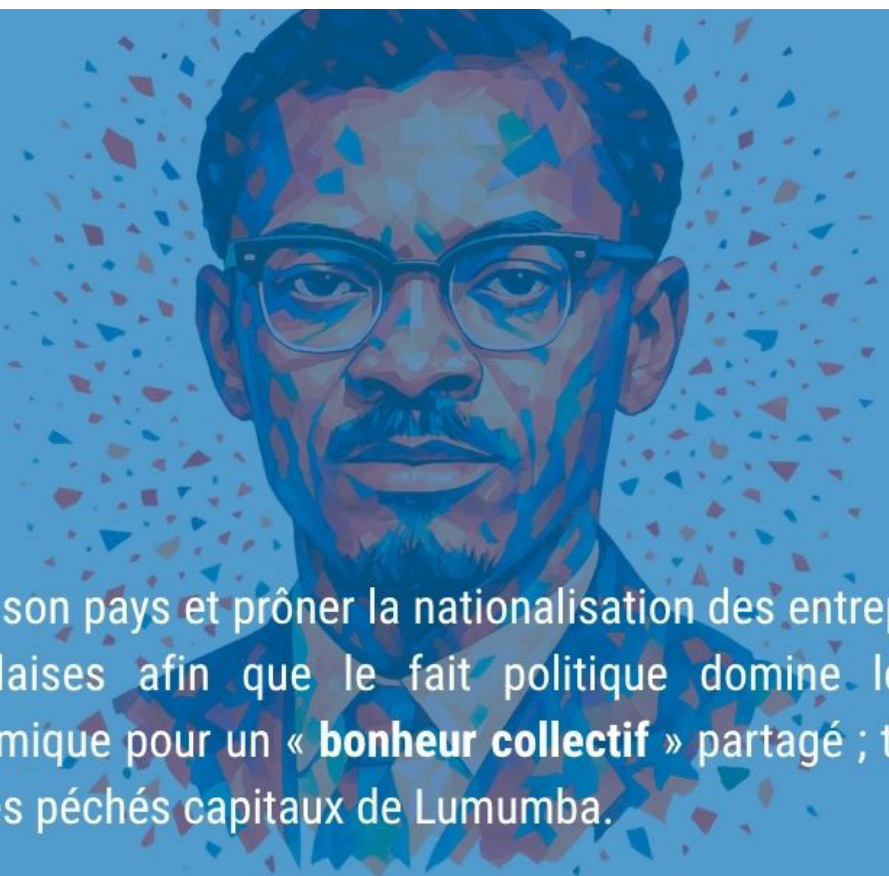
Pluralité et l'éthique reconstructive

Ayant enfreint les interdit de « l'homicide », du « mensonge » et de « l'inceste », ils ne peuvent participer à la refondation du pays sans promouvoir « la philosophie pratique de la pluralité » (créatrice du « tiers langage ») et sans passer par l'épreuve de « l'éthique reconstructive » dans sa double dimension d'éthique de responsabilité et d'éthique de réconciliation.

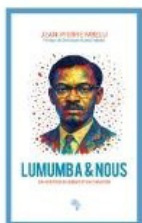
Bref, sans une Commission Palabre, Justice, Vérité et Réconciliation, la refondation du

Kongo-Kinshasa aura toujours du plomb dans l'aile... « La philosophie pratique de la pluralité » et « l'éthique reconstructive » peuvent offrir aux Kongolais(es) la chance de transmuter « la violence diabolique » les divisant, les appauvrissant et les assujettissant, en « violence symbolique » pour un bien-vivre ensemble, pour une vie bonne dans la convivialité animée par un dialogue permanent et assumant le conflit non meurtrier.

Les élites alternatives devraient être porteuses de cette « philosophie pratique » et de cette « éthique reconstructive ». Elles pourront, là où les rapports antagonistiques cherchent à l'emporter sur les rapports agonistiques, travailler au renversement des rapports de force.



Aimer son pays et prôner la nationalisation des entreprises kongolaises afin que le fait politique domine le fait économique pour un « **bonheur collectif** » partagé ; tel est l'un des péchés capitaux de Lumumba.



Extrait du livre

LUMUMBA & NOUS

Disponible en version papier
et en version numérique

Plus d'infos sur
congolobilelo.com





Nous battre contre des titans et des monstres

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

**"Nul ne peut servir deux maîtres. Car, ou il haïra l'un, et aimera l'autre; ou il s'attachera à l'un, et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mamon."
– Mt 6,24**

Nous, on est riches, parce que nous sommes en train d'appauvrir l'Afrique de nouveau, l'Amérique latine, l'Asie. Nous sommes les responsables de ces millions de morts... – Riccardo Petrella, auteur de « Au nom de l'humanité – L'audace mondiale »

Les propos repris ci-dessus, qui servent d'introduction à la présente réflexion, sont de l'Italien Riccardo Petrella. Et s'il faille se conformer à la mode de l'ordre dominant, Riccardo Petrella se fera designer à la fois comme un politologue et comme un économiste. Cette tentation nous la laissons à ceux qui s'y abreuvent. La vie est déjà plus embrouillée avec des titres qui souvent ne résolvent rien en dehors du fait qu'ils la compliquent davantage.

Dans une vidéo qui circule sur le net, et que plusieurs connaissances, dont l'un est un ami journaliste, nous ont fait parvenir via « inbox », Riccardo Petrella n'y va pas avec le dos de la cuillère dans ses sorties publiques. Il parle carrément d'un « Nous » dont il a courage de nommer tout en se pointant du doigt. Lui, y compris. Riccardo cite l'Europe, il désigne l'Occident dans son « Nous », étant donné que le nom de la France et celui des États-Unis y sont nominalement repris. Nous pouvons affirmer sans risque d'être contredit que son « Nous » porte une identité reconnue comme telle et qui plus est identifiable.

Le privilège des puissants

En se désignant et en se montrant des doigts, Riccardo affirme ce que nous savons déjà, et ce depuis toujours. Sauf que nous ne sommes pas entendus par les nôtres au nom de qui nous parlons. Même si être entendu, – par qui? –, importerait peu. Le plus important à nos yeux est de prendre le temps dans l'avènement de notre agir. Pour ce qui de Riccardo, qu'il soit Italien ou pas, européen ou pas, c'est ce qui sort de sa bouche, puisque c'est ce qui tue, qui interpelle notre conscience d'homme qui considère et part de son propre paradigme. C'est son refus de l'hypocrisie qui frappe notre intelligence. N'est-ce pas que c'est le privilège des puissants pour qui tout est permis. Il n'y aura pas de représailles contre lui. Et qui le fera aussi longtemps qu'il est considéré comme un de leurs même s'il se caractérise par le culot de les dénoncer. Nous nous demandons où est la place du droit pour ceux qui entonnent cette musique académique du droit, et qui font du

juridisme juste pour se mettre en vedette au même titre que les chauffeurs de taxi dans le roman Kocoumbo l'Étudiant Noir d'Aké Loba. Ils claxonnent sans motifs valables. Il n'y a pas de droit là où la force est absente. Triste réalité.

L'évangile selon Riccardo affirme notamment: « Les Guerres qu'on est en train de faire, c'est quoi ? C'est parce qu'ils nous ont attaqués ? Qui ? Quand Sarkozy a bombardé la Libye, aucun libyen n'avait attaqué la France. [...] Quand les Américains ont bombardé l'Irak, parce que c'était l'ennemi du mal. [...] La guerre ne se fait plus parce qu'on tue l'ennemi. La guerre est une activité économique la plus rentable. On fait la guerre parce que c'est rentable », fin de citation. Et on sait trouver l'intégralité de son interview sur le site « pour écrire la liberté ». Les guerres contre la Libye, l'Irak, la Syrie sont de la même nature que la boucherie du mercenariat rwandais au Congo-Kinshasa. Ce sont les mêmes au nom de qui des Congolais sont tués et meurent chaque jour. Est-ce que ce péché a un nom, celui de déclarer tout haut que les Autres nous massacrent. Sauf que quand c'est nous qui le clamons, certaines voix nous baratinent en nous accusant de tous les noms. Elles nous font comprendre combien elles nous adoreraient si seulement nous nous éloignerions de ce que leur éducation académique corrompt, de ce que leur culture idéologique et politique appelle la violence, la radicalité ou le radicalisme. Nous n'avons jamais saisi tout le sens de de « radicalisme » alors que nous ne faisons qu'exprimer la souffrance que notre peuple endure. C'est toujours dans le même cadre d'autres nous insultent alors que leurs insultes ressemblent fort bien à la boue dans laquelle ils se noient eux-mêmes.

Contre des titans et des monstres

Contre ce genre de comportement et de discours, Balzac que nous paraphrasons nous fait la recommandation suivante : « Ne craignez pas de vous faire des ennemis ; malheur à qui n'en a pas dans le monde où vous allez ; mais tâchez de ne donner prise ni au ridicule ni à la déconsidération ; je dis tâchez, car à Paris un homme ne s'appartient pas toujours, il est soumis à de fatales circonstances ; vous n'y pourrez

“

Nous ne voulons pas mener de petites batailles, contre des « ennemis » de petites dimensions, des fusibles, de trompe -œil, des chiens de garde. Ce genre de combat, nous le laissons à tous ceux qui nous vendent l'illusion que leur monde est si merveilleux quand il a cessé de l'être.

éviter ni la boue du ruisseau, ni la tuile qui tombe. La morale a ses ruisseaux d'où les gens déshonorés essaient de faire jaillir sur les plus nobles personnes la boue dans laquelle ils se noient. Mais vous pouvez toujours vous faire respecter en vous montrant dans toutes les sphères implacables dans vos dernières déterminations », Honoré de Balzac dans « Le Lys dans la Vallée ». Nous ne nous en foutons pas pour le plaisir de ce que nous sommes. Loin de là. C'est plutôt parce que nous avons intériorisé le fait que « La disposition de l'homme au sacrifice, au renoncement ou au don, est la condition majeure sous laquelle il peut conférer du sens à sa propre vie, autrement définie par les seuls codes de la biologie », leçon de Jean- Claude Michéa tiré de son livre « L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes ».

Bref, pour le Congo-Kinshasa, nous nous sommes déjà fait notre idée à partir de ce que vit le peuple du Congo au nom duquel nous sommes engagés dans la lutte de sa gloire. Nous ne voulons pas mener de petites batailles, contre des « ennemis » de petites dimensions, des fusibles, de trompe -œil, des chiens de garde. Ce genre de combat, nous le laissons à tous ceux qui nous vendent l'illusion que leur monde est si merveilleux quand il a cessé de l'être même dans la fantaisie du genre Game of Thrones de George R. R. Martin. Pour les uns, courir après les maîtres suffit. Ils peuvent se contenter, et ce n'est pas certain non plus, juste de ce qui leur serait servi. Nous voulons quant à nous de tout, grand, le Congo dans sa dimension globale. --C'est pourquoi nous avons décidé de nous battre contre des titans et des monstres.



Demain après Kabila, **rompre** avec l'ensauvagement

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Au Congo-Kinshasa, le fondamentalisme du marché prend appui sur le fondamentalisme religieux prônant "la bénédiction-réussite individuelle" et disqualifiant "l'autre" en l'assimilant au sorcier et au démon. Il atomise les familles et casse le ressort de la solidarité et de la fraternité. Le débat rationnel et raisonnable pouvant servir de lieu de la production collective d'une éthique reconstructive est rejeté et/ou inconnu. Pourtant, il nous semble être le lieu indépassable de la réfection de l'interconnexion entre les différents domaines du monde vécu indispensable à la refondation de l'Etat ; d'un Etat social, promoteur de la justice sociale (de la famille, à la rue, au quartier, à la ville, au territoire jusqu'à la province), de la sécurité populaire, d'une spiritualité et d'une culture combattant le précarité et au service de la vie.

La guerre raciste et de basse intensité menée contre le Congo-Kinshasa depuis les années 1990 a fini par transformer le pays de Lumumba en une jungle, à un endroit où est affirmé le déni absolu de l'humain (au nom d'une approche diabolique de l'argent et du pouvoir-os). Au cours de cette guerre, les digues éthico-spirituelles et morales (classiques ou traditionnelles) ont cédé. Il y a eu, depuis lors, une très grande «propagation de la culture de la mort», d'une sorte thanatophilie. Qui dit culture de la mort, ne fait pas tout simplement au fait de tuer. Non. Il dit apprentissage de la façon de tuer et convictions acquises sur la nécessité de donner la mort. «Les kadosgos» (les enfants soldats) ayant maîtrisé cette culture de la mort n'ont fait que la transmettre aux autres en l'entretenant. L'un d'eux, «le commandant Hyppo», l'entretient au pays de Lumumba jusqu'à ce jour.

La loi de la force brute Vs la force de la loi

Dans une jungle où domine la loi de la force brute, l'apprentissage de la culture de la vie devient un acte héroïque. L'anomie provoquée par cette guerre raciste de basse intensité et de prédation complique les choses et fait des émules dans la propagation de la culture de la mort. Cela d'autant plus que cette guerre a atomisé les familles et détruit la culture de la vie. Elle témoigne que là où règne la cupidité, là où les cœurs et les esprits sont gagnés par une recherche diabolique de l'argent et du pouvoir pour le pouvoir, là aussi apparaît une grave régression anthropologique. Là, l'humain régresse spirituellement, moralement, culturellement, juridiquement, économiquement et socialement. L'un des livres écrit par les témoins de cette régression anthropologique congolaise au sujet de ladite guerre est intitulé «Guerre et droits de l'homme en République Démocratique du Congo. Regard du Groupe Justice et Libération», publié sous la direction de Jean-Pierre Badidike 2009.

La cupidité dans l'approche diabolique de l'argent et du pouvoir (de nègres de service) provoque l'exclusion sociale. Rappelons que l'adjectif diabolique vient du verbe *gec* diaboléin. Et ce verbe signifie diviser, séparer. La cupidité dans l'approche diabolique de l'argent et du pouvoir a séparé «les

“

Au Congo-Kinshasa, le fondamentalisme du marché prend appui sur le fondamentalisme religieux prônant «la bénédiction-réussite individuelle» et disqualifiant «l'autre» en l'assimilant au sorcier et au démon. Il atomise les familles et casse le ressort de la solidarité, de la fraternité et du convivialisme.

• kadosgos thanatophiles» et leurs clients (de la République de la Gombe et de Limite) de l'immense majorité de Congolais(es). Elle a créé des masses entières de compatriotes précaires.

Le précaire a engendré, dans plusieurs cœurs et plusieurs esprits congolais, des sentiments d'indignité et de manque de fierté (d'être soi). La répression et l'oppression qui l'accompagnent ont créé des compatriotes dégradés et assujettis à ces «négriers des temps modernes» et à «leurs parrains».

Dans ce contexte, la tendance à croire dans la loi de la force brute et non dans la force de la loi devient très forte ; elle gagne plusieurs cœurs et plusieurs esprits. Il serait même tentant de soutenir que cette tendance est «contagieuse».

Elle a atteint la diaspora congolaise et plusieurs autres Congolais(es) de l'étranger. Elle atteste que la cupidité dans l'approche diabolique de l'argent et du pouvoir est un phénomène mondial ainsi que la régression anthropologique qu'elle engendre. (Lire M. PINCON-CHARLOT et M. PINCON, Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir, 2017). Celle-ci témoigne que le précaire n'est pas que matériel. Il est aussi spirituel et intellectuel.

Pour un vrai travail de mémoire

Au Congo-Kinshasa, un pas aurait été fait dans le sens de la rupture avec ce précaire si,

au début des années 2000, une Commission Justice, Vérité et Réconciliation avait été mise en place. Elle aurait permis, qu'à travers des collectifs citoyens organisés sous forme de la palabre africaine, un tant soit peu de Vérité soit rendue sur les acteurs pléniers et les acteurs apparents de la guerre raciste de basse intensité menée contre le Congo-Kinshasa. Les réparations qui en seraient sorties auraient rendu un peu de dignité et de fierté aux victimes que cette guerre a blessé dans leurs cœurs et leurs esprits. Cette justice réparatrice et réconciliatrice aurait eu l'avantage d'ajouter la dimension éthique à la politique congolaise en quête de la fin de la guerre perpétuelle imposée au pays.

En effet, «lorsque des peuples se sont infligé des violences- et la même chose vaut pour les relations entre les individus-, ils ne peuvent se réconcilier qu'à la condition de reconnaître leurs fautes passées, publiquement, et, à tout le moins, face à l'intéressé ; d'accepter d'engager avec ce dernier et moyennant la médiation d'un tiers, une thématique coopérative de ce passé qui «ne passe pas». Pour penser leurs plaies, les individus comme les peuples ont besoin de raconter mais aussi de confronter leur vécu. Il ne suffit pas, en effet, de «se raconter à soi-même, sans considération pour le vécu de l'autre.

Le vrai «travail de mémoire» n'est pas seulement un récit de soi». Il s'agit plutôt (...) de se décentrer vers autrui, de s'ouvrir au récit de son vécu plus ou moins traumatique ; et l'autre doit pouvoir faire autant de son côté. » (J.-M. FERRY, Entretiens (avec) William Bourton, Bruxelles, Labor, 2003, p.47. La mise en pratique de cette éthique reconstructive, dans sa double dimension d'éthique de responsabilité tournée vers le passé et d'éthique de réconciliation tournée vers l'avenir aurait été une bonne base pour instaurer un minimum de paix au Congo-Kinshasa et dans la région des Grands Lacs africains.

Malheureusement, la logique de la cupidité diabolique l'a emporté et l'emporte encore sur la nécessité d'une éthique reconstructive. Or, la cupidité diabolique dans la recherche effrénée de l'argent et du pouvoir ne s'installe que là où l'anomie (et ou les lois arrangées), les violences et les injustices deviennent monnaie courante. Le Congo-Kinshasa est, donc, encore loin de sortir de l'auberge.

Une bonne partie de ses filles et fils vivant à l'extérieur de leur terre-mère sont pris dans le même travers.

Contrer "la politique du chaos et du mensonge"

Pourtant, il ne semble pas être trop tard pour mieux faire ! Même si le problème semble être plus profond qu'il ne paraît. La pratique de la politique au Congo-Kinshasa est dominée, comme en Occident, par le phénomène de la rationalisation du monde vécu en plusieurs sphères dont la connexion (ou l'interconnexion) est déniée. Affirmer, dans une bonne division du travail, que le monde vécu comprend, entre autres les domaines social, économique, culturel, spirituel et éthique et chercher à soutenir que chacun de ces sphères jouit, en réalité, d'une totale autonomie vis-à-vis des autres, c'est opter pour une rationalisation à l'extrême.

Si cette rationalisation des domaines du monde vécu permet de mieux les étudier

et de travailler à leur promotion, il devrait en être de même au sujet de leur lien ou de leur interconnexion, de leur complémentarité dans la réalité quotidienne. La rationalisation à l'extrême du domaine économique a conduit à sa colonisation du social, du politique, de l'éthique et du spirituel. Et l'instrumentalisation de ce domaine économique par les prédateurs et leurs experts au travers du «soft totalitarisme» ou du fondamentalisme du marché a conduit au «triomphe de la cupidité» et à «la perte de la boussole éthique». D'où le déni absolu de l'autre, du monde multipolaire, du spirituel et de la culture de la vie.

Au Congo-Kinshasa, le fondamentalisme du marché prend appui sur le fondamentalisme religieux prônant «la bénédiction-réussite individuelle» et disqualifiant «l'autre» en l'assimilant au sorcier et au démon. Il atomise les familles et casse le ressort de la solidarité, de la fraternité et du convivialisme. Le débat rationnel et raisonnable pouvant servir de lieu de la production collective

d'une éthique reconstructive est rejeté et/ou inconnu. Pourtant, il nous semble être le lieu indépassable de la réfaction de l'interconnexion entre les différents domaines du monde vécu indispensable à la refondation de l'Etat ; d'un Etat social, promoteur de la justice sociale (de la famille, à la rue, au quartier, à la ville, au territoire jusqu'à la province), de la sécurité populaire, d'une spiritualité et d'une culture combattant le précaire et au service de la vie.

Dans ce contexte, il appartient aux élites organiques et co-structurants ainsi qu'aux autres ascètes provisoires congolais de s'engager avec les masses populaires, dans une lutte non-violente et sans merci, pour l'éclosion des espaces de vie et de «Looso», de «Kinzonzi» et de «Masambakanyi» pour contrer «la politique du chaos et du mensonge» (le tshididi) tout en conservant l'option de la légitime défense au cas où les forces de la mort et leurs proxies chercheraient à poursuivre, en premier, le versement du sang congolais.



LIKAMBO YA MABELE

L'APPEL POUR
LA DIGNITÉ,
LA SOUVERAINÉTÉ
ET LA REFONDATION

L'HEURE DE NOUS-MÊMES # SONNE

CONGO LOBI LELO

INGETA.COM/APPEL

L'heure de nous-mêmes a sonné...

CENTRE CULTUREL



POUR NOUS POUR LE CONGO.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS
ACTIONS COMMUNAUTAIRES
CONFÉRENCES & DÉBATS
PROJECTION DE FILMS
EXPOSITIONS

Avenue Kwango Numéro 9. Quartier Joli Parc,
Commune de Ngaliema.
Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Andreeblouin.org





Marches congolaises : moments de **politisation** des masses « dangereux »

PAR JEAN-PIERRE MBELU

L'histoire du Congo-Kinshasa, comme celle de plusieurs peuples du monde, est traversée par des moments de marche. Des moments au cours desquels les masses populaires se mettent ensemble debout soit pour refuser de mourir, soit pour dire le ras-le-bol face aux situations injustes, soit pour soutenir une candidature politique, soit pour organiser des manifestations religieuses, etc. Se mettre debout peut symboliquement signifier le refus de rester assis ou coucher et le désir de marcher, d'aller de l'avant, d'imaginer ou d'inventer ensemble un à-venir. C'est « ressusciter » pour « une autre vie ».

Mises debout par des convictions politiques, sociales, culturelles, spirituelles ou religieuses partagées, les masses populaires s'unifient et se politisent.

Marcher ensemble, c'est politiser la rue en se donnant une direction

Elles rompent avec l'atomisation et leurs composantes apprennent à se parler, à se questionner, à s'identifier, à faire face ensemble aux mêmes obstacles et dangers. Elles déplacent les questions qu'elles posent des lieux fermés tels que des cabinets ministériels, des parlements, des églises dans la rue. La rue devient un lieu où, mis ensemble debout, les citoyen(nes) se politisent. Politiser est à prendre ici au sens de se parler, de palabrer sur des questions engageant le devenir collectif de la cité. Marcher ensemble, c'est politiser la rue en se donnant une direction ; en regardant dans une même direction. Et se politiser devrait aussi s'entendre dans le sens de se fixer des objectifs collectifs à réaliser ensemble dans des institutions et une direction définies (ensemble).

Une marche commence par un temps d'arrêt (et de réchauffement) : ses objectifs sont indiqués, la cause qu'elle voudrait défendre, aussi. Sa direction est fixée. Quand elle prend fin, des textes de remerciement sont lus et de nouveaux rendez-vous sont pris. Les marches organisées par le Comité de Coordination des laïcs (CLC) au Congo-Kinshasa suivent à peu près cette procédure. Elles débutent par des célébrations eucharistiques au cours desquelles les sermons et les prières qui les accompagnent constituent des moments importants. Il arrive que des mots d'encouragement soient dits à leur fin quand elles ne sont pas dispersées précipitamment par «les barbares de la kabilie ». Elles ont l'avantage d'être faites sous la houlette d'un leadership collectif. Une direction collégiale au cours d'une période historique trouble semble être une sage précaution.

"Bons" pour le marché

Rappelons que les marches comme moments de politisation des masses sont «dangereuses » pour l'économie néolibérale, ses «petites mains » et ses

proxys. Celle-ci se nourrit de l'atomisation des citoyen(nes), de leur division, de la promotion de l'individualisme. Les individus isolés rendus fragiles, apathiques et transformés en simples consommateurs impulsifs des biens du marché et capables de rentrer en concurrence les uns à l'endroit des autres sont «bons » pour ce marché.

Ils peuvent encore défendre leurs droits individuels et non pas les droits collectifs tels que celui des peuples à disposer d'eux-mêmes, celui de l'égale souveraineté des Etats ou celui de la réciprocité entre les Etats et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat tiers. Les individus isolés sont "bons" pour le marché. Ils permettent au 1% des minorités organisées en conscience de creuser les inégalités économiques et sociales, de dominer et de soumettre les 99% réduits au niveau des simples consommateurs. Le dernier rapport de l'Oxfam en témoigne.

L'atomisation des masses populaires est une procédure politico-économique, sociale et culturelle entretenue depuis plusieurs années par le 1% des minorités organisées en conscience pour éviter leur entrée dans l'arène politique. Dans les années 1960, les masses ont osé franchir le Rubicon. Et au début des années 1970, la Trilatérale (USA, Japon, Europe) a commandé une étude sur «la crise de la démocratie » afin d'étudier comment faire (ou refaire) de l'école, de l'église et de l'université les lieux de la fabrication des individus apathiques et irresponsables politiquement. (Lire N. CHOMSKY, Deux heures de lucidité. Entretien avec Denis Robert et Weronika Arachowicz, Paris, Les Arènes, 2001, p. 121-122).

Rappelons que ce 1% constitue une oligarchie d'argent. «Cette oligarchie postnationale porte en elle la dernière utopie (?) de l'Occident. Croyant à la Fable des abeilles du triste docteur Mandeville- « les vices privés feront le bien public »-, elle tente d'imposer un « ordre mondial »- en réalité un désordre total- fondé sur la cupidité, l'égoïsme narcissique et l'instrumentalisation de l'autre. » (P. DE VILLIERS, Le moment est venu de dire ce que j'ai vu, Paris, Albin Michel, 2015, p. 326)

Des marches et des moments d'arrêts réflexifs

Le Congo-Kinshasa n'est pas une île. Quand le leadership collectif du CLC mobilise les masses populaires et les met debout, elle devrait prendre aussi le temps de questionner l'histoire du Congo-Kinshasa et celle de ceux qui, depuis 1885, prennent ce pays comme une partie de leur empire. Pourquoi les autres marches précédant celles organisées actuellement n'ont-elles pas pu transformer le pays de Lumumba en un Etat souverain ? Les Congolais(es) ne devraient-ils (elles) pas tenir compte de la transnationalité du 1% des oligarques d'argent (avec leurs «petites mains » et leurs proxys) ? Le triomphe de la cupidité, de l'égoïsme narcissique, de l'esclavage volontaire et de l'instrumentalisation de l'autre ne serait-il pas un vice tapis au cœur des marches des masses populaires actuelles ?

Pourquoi les marches organisées en 2011 n'ont-elles pas réussi à arracher la victoire populaire des urnes de la mascarade électorale organisée par «le régime de la kabilie » ? Pourquoi les auteurs des morts de toutes ces marches précédentes sont-ils restés impunis jusqu'à ce jour ? Comment en sommes-nous arrivés à avoir, dans notre pays, des milices lançant des gaz lacrymogènes et tirant à balles réelles dans les églises et les maternités ?

Mobiliser les masses populaires pour les politiser dans la rue devrait être accompagné des moments d'arrêt réflexifs. Des moments d'arrêt et de réflexion profonde sur la marche historique du Congo-Kinshasa. Des moments d'arrêt, de réveil de connaissance historique et des consciences embarquées uniquement par l'émotion instantanée. Des moments d'arrêt qui évitent de répéter la même chose en croyant aux résultats différents.

Il est vrai que plusieurs masses populaires debout sont portées par une éthique de conviction remarquable. Celle-ci devrait être accompagnée d'une éthique de responsabilité pour autrui et d'une mémoire collective vive (et/ou vivante). Les objectifs manqués des marches passées doivent être questionnés. La politique d'autruche serait d'enfoncer nos têtes dans le sable et de ne pas raconter aux jeunes mobilisés dans les rues du Congo-Kinshasa qu'il y a eu beaucoup d'autres marches depuis celle de 1992.



La tradicratie ouverte et le pouvoir créateur de la Parole, de la « Diyi »

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Au cours de la campagne électorale pour les élections de 2023 au Kongo-Kinshasa, plusieurs candidats ont eu recours à la « Parole », à la « Diyi » pour inciter les électeurs à pouvoir les voter. Là où les électeurs ne prêtaient pas attention aux discours de la campagne et faisaient beaucoup de bruit, les candidats les invitaient à l'écoute mutuelle. Recourant aux langues nationales kongolaises, ils disaient : « Toyokana » (lingala), « Tumvuanganayi » (tshiluba), « Tuzizananu » (kikongo) et « Tusikilisana » (swahili).

En principe, l'invitation à l'écoute mutuelle entre les futurs gouvernants et les gouvernés ne devrait pas se limiter à la période de la campagne électorale. Elle devrait être permanente ou plutôt régulière. Cela dans la mesure où la politique en tant qu'art de bâtir ensemble la cité passe par la parole échangée, créatrice des liens et des actions nécessaires à cette fin. La place de choix accordée à la palabre africaine dans la gestion traditionnelle du pouvoir s'inscrit dans cette dynamique.

Dans les cultures africaines reconnaissant la valeur créatrice de la « Parole », de la « Diyi », celle-ci est indispensable à la reliance, à la production du lien de parenté, d'amitié, de fraternité et de solidarité.

La parole bienveillante et la « kantu »

En effet, « la bonne parole », « la parole bienveillante » crée ces différents liens même si elle n'est pas accompagnée de quelque bien que ce soit, de quelque « kantu ». D'où le proverbe luba stipulant : « Diyi dimpe mbulanda, nansha kumpele kantu ». « La bonne parole », « la parole bienveillante », « la parole gracieuse » échangée a une certaine prépondérance sur l'échange des « bintu », des « biens ».

Même si, dans cette même culture, le lien de parenté ou de fraternité s'harmonise lorsqu'il y a une « kantu » chez l'aîné et chez le

benjamin. « Kua mukulu kantu, kua muakunyi kantu, nanku bulanda bua disanga », dit-on. Cela étant, « la parole bienveillante », la « diyi dimpe » a un peu plus de valeur que la « kantu », « le petit rien » dans la mesure où elle crée le lien rendant l'échange et le partage possibles.

En sus, « les biens ne parlent pas ». Ce sont des « bintu kabiakudi ». Se parler ou s'écouter mutuellement en recourant à la « Diyi dimpe » institue la réciprocité et est un signe de reconnaissance de l'autre, de son altérité. Une écoute mutuelle et authentique provoque une certaine résonance chez les partenaires dialogaux rendant leur interaction possible. Elle peut être un atout pour un règlement pacifique du conflit. D'ailleurs, pour faire face à un ennemi commun, pour créer une interaction entre eux, leurs sujets masculins et féminins, certains chefs traditionnels recouraient à la « Diyi ». Après leur rassemblement, ils disaient : « Ditunga, diyi » et la foule répondait : « Diyi dimue ». Ils reprenaient : « Muamba balume » et la foule répondait : « Mmuamba bakaji ». Ils poursuivaient : « Muamba bakaji » et la foule : « Mmuamba balume ». (Pays, une seule Parole. Que ce que disent les hommes soit ce que disent les femmes et vice versa.) Il y avait là comme « un pacte » signé entre les différentes parties en présence pour une action collective efficace. Cette pratique semble se perdre ? Pourquoi ? Comment expliquer que l'invitation à l'écoute mutuelle au Kongo-Kinshasa ne puisse pas survivre longtemps après la campagne électorale ?

Est-ce possible de bâtir un pays plus beau qu'avant, un « ditunga dimpe » (un beau pays), un « ditunga dilenga » (un meilleur pays) en rompant avec la tradition kongolaise et africaine de la gestion du pouvoir par la parole plurielle et échangée régulièrement et créant à la base de la société des « tutunga » (pays en miniature, des collectifs citoyens) fonctionnant sur fond du principe de subsidiarité ?

Tenter de répondre le mieux possible à ces questions est la préoccupation majeure de « la tradicratie ouverte ». Elle exprime la possibilité de rationaliser la gestion traditionnelle du pouvoir politique en Afrique et plus particulièrement au Kongo-Kinshasa tout en se laissant féconder par les apports de l'autre, du différent, de celui qui vient

d'ailleurs. Elle est à la fois une herméneutique des traditions afro-kongolaises vivantes et une remise en question profonde de la gestion contemporaine de la chose commune.

De la « société fermée » à la « société ouverte »

Pendant plusieurs siècles, l'Afrique en générale et le Kongo-Kinshasa en particulier ont été marqués par les paradigmes négatifs de néantisation et de l'indignité : la traite négrière et la colonisation. Les indépendances politiques africaines sont restées, pour plusieurs pays africains, formelles. Le néocolonialisme et son soft power remettent l'indépendance réelle de ces pays aux calendes grecques.

Au cours de la traite négrière et de la colonisation, l'hégémonie culturelle dominante a classifié les sociétés africaines dans la catégorie de sociétés « fermées ». Leurs valeurs culturelles ont été disqualifiées et considérées comme étant incapables de contribuer à leur émancipation politique et au bonheur collectif partagé. A l'école et à l'université, cette hégémonie culturelle a exercé, un sérieux formatage des coeurs et des esprits. Les organisations sociétales telles que la tribu et l'ethnie, leur mode de fonctionnement religieux, social et politique, leurs coutumes, leurs lois et leurs tabous hérités des ancêtres ont été l'objet de mépris et de moquerie.

L'un des philosophes, héritier de la théorie de « la société ouverte », Karl Popper, tout en reconnaissant l'attrait que ces organisations socio-politiques exerçaient sur leurs membres en promouvant les liens de parenté, la vie commune, la solidarité dans l'exercice des travaux collectifs, les joies et les peines partagées, estimait qu'elles pouvaient être un handicap à l'épanouissement de la liberté individuelle. Donc, ces « sociétés fermées » devaient effectuer leur passage vers la « société ouverte » au sein de laquelle les individus libres, non soumis aux tabous et aux lois, peuvent faire ce qu'ils veulent. Seul l'impérialisme pouvait être à même de contribuer à ce passage.

Partageant les idées soutenues par les ténors de la théorie des « individus souverains », Karl Popper s'inscrivait dans la perspective de l'expansion de l'impérialisme contre les Etats-nations. Le Commonwealth, par

exemple, fut et est encore le modèle de la « société ouverte ». Le partage de l'Afrique à la conférence de Berlin, la déstructuration et la déstabilisation des Etats africains indépendants, la déculturation, le mépris valeurs tribales et ethniques ne peuvent pas être compris sans cet arrière-fond de l'expansion de l'impérialisme, de sa stratégie capitaliste au service des « individus souverains », membres de grandes familles euro-anglo-américaines. Cette oeuvre des mondialistes a contribué à la désacralisation des pouvoirs politiques traditionnels en remplaçant les véritables chefs des terres par des « kapita médaillés » au service de l'empire, à la création de plusieurs partis politiques et à l'explosion du marionnettisme et du larbinisme.

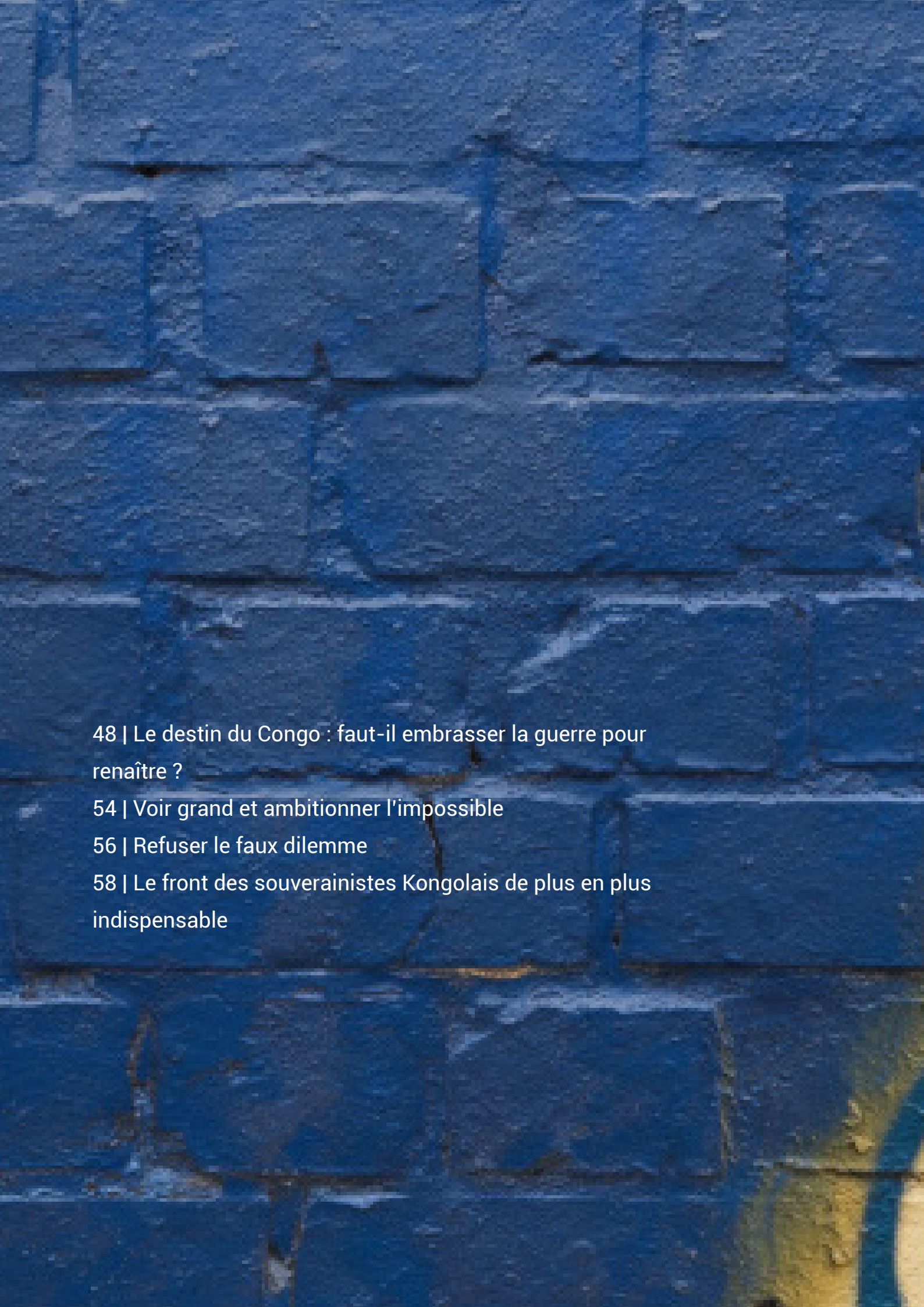
Transformer l'impossible en possible

En Afrique en général et au Kongo-Kinshasa en particulier, les figures de la résistance à ce mondialisme ont été tués et/ou assassinés. Cela a désorienté plusieurs politiciens et les a poussés à coaliser avec les fondés du pouvoir du Capital en jouant le rôle de ses « petites mains ». Depuis lors, dans plusieurs pays, la politique s'en transformée en « tshididi », en cet art de mentir, de ruser avec les populations à travers une propagande servant à sauvegarder les intérêts de l'empire, à constituer un entre soi, une petite clique d'oligarques prédateurs privilégiant les intérêts individuels. Dans ce contexte, organiser une écoute mutuelle régulière devient quasi impossible. Transformer cet impossible en possible, tel est le défi que lance « la tradicratie ouverte ». Elle n'est pas une théorie idéalisant le passé africain et kongolais. Elle s'adonne à un travail de mémoire, d'une mémoire vivante et vigilante, soucieuse de participer à la constitution d'une conscience historique en sauvant de l'oubli les valeurs promotrices de la vie, du lien responsabilisant et du bien-vivre-individuel et collectif à partir des communautés populaires à la base de nos sociétés.

Elle est une contribution au devenir souverain des Etats-nations africains et kongolais dans le rejet du mondialisme, dans l'ouverture à l'hybridation (créolisante) et au multilatéralisme polycentrique et polyphonique.



GAGNER LA GUERRE DES IDEES



48 | Le destin du Congo : faut-il embrasser la guerre pour
renaître ?

54 | Voir grand et ambitionner l'impossible

56 | Refuser le faux dilemme

58 | Le front des souverainistes Kongolais de plus en plus
indispensable





Le destin du Congo : faut-il embrasser la guerre pour renaître ?

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

« Le grand succès des ennemis de l'Afrique, c'est d'avoir corrompu les Africains eux-mêmes [...] Les Africains devront se souvenir de cette leçon... Notre tort à nous, Africains, est d'avoir oublié que l'ennemi ne recule jamais sincèrement. Il ne comprend jamais. Il capitule, mais ne se convertit pas. Notre tort est d'avoir cru que l'ennemi avait perdu de sa combativité et de sa nocivité. »
– Frantz Fanon, « La mort de Lumumba : pouvions-nous faire autrement ? », dans « Pour la Révolution africaine »

Sans vouloir trop paraître belliqueux ou naïf en faveur de la guerre – et conscients que, souvent, cette violence nous est imposée par des forces bien identifiées et identifiables –, on dit que «à quelque chose, malheur est bon». Mais peut-on réellement tirer du bien d'une guerre quand elle tue des innocents ? Elle laisse derrière elle des milliers de morts, des enfants orphelins, des femmes violées et des populations marquées par un ressentiment profond.

Pour ceux qui la conduisent, la guerre représente un triomphe, une affirmation de soi, une démonstration de supériorité. Mais qu'en est-il précisément pour les « victimes » qui en subissent les terribles conséquences ? Je mets victimes entre guillemets. Je pense que la permanence de la guerre exclut l'état permanent de victimisation. Néanmoins, face aux tragédies, il devient impérieux de repenser la dynamique du conflit. Si la guerre est inéluctable tant que l'homme vivra, peut-on envisager de transformer ce « fléau » en un levier d'unification, de mobilisation et de renouveau ? Au lieu de se limiter à pleurer, dénoncer et accuser les autres. Ceux qui souffrent doivent apprendre à « capitaliser » sur cette violence – à lui donner un sens, à en extraire les germes d'une transformation sociétale. Finalement, c'est ce processus qui fait cruellement défaut au Congo, où les « dirigeants » n'ont pas su conférer à la guerre une fonction sociale constructive.

Par ailleurs, ce constat n'est pas isolé. Il trouve un écho profond dans la pensée d'Adam Ferguson, relayée par Emmanuel Todd dans *La Défaite de l'Occident* (2024). Selon Ferguson, les sociétés humaines ne se définissent jamais seules, mais toujours par rapport à d'autres groupes équivalents. Sans rivalité, sans confrontation, sans altérité réellement identifiée, la « société civile » elle-même perdrait forme et sens. Ce n'est donc pas la guerre qui est absurde en soi, mais le refus de lui donner une signification stratégique et fondatrice.

Un peuple ne devient acteur de l'histoire qu'en assumant le fait de faire face à d'autres forces – équivalentes ou hostiles – et en structurant sa cohésion autour de cette confrontation. Plus grave encore, l'élite comprador congolaise se contente de se plaindre de l'ennemi. Le Rwanda fait ceci. Le Rwanda fait cela. Mais sans jamais penser

“

Aucune nation ne peut survivre dans l'histoire sans un noyau dur de volonté politique. Sans une conscience nette de ses ennemis et de ses intérêts vitaux. Dans le contexte actuel, marqué par la complicité avérée de l'élite politique congolaise, il apparaît plus que jamais urgent pour le peuple de restructurer sa résistance.

stratégiquement à cette rivalité. Elle révèle ainsi un manque de vision historique et une méconnaissance des règles élémentaires du rapport de force. Elle réclame la reconnaissance internationale, la compassion et le droit. En oubliant que la souveraineté ne se mendie pas. Elle se conquiert, souvent au prix du sang, par l'affirmation d'une puissance réelle. Un État qui refuse de reconnaître ses rivaux comme des acteurs avec lesquels il faut compter cesse d'exister lui-même comme acteur. La Russie, à ce titre, offre un contre-modèle puissant ; elle pense en termes de souveraineté, de lignes rouges, d'équivalences. De plus, elle ne demande pas à être aimée du monde. La Russie de Poutine et de Lavrov s'affirme contre, pour exister en soi.

Cette posture, qu'on peut contester, a au moins le mérite de rappeler qu'aucune nation ne peut survivre dans l'histoire sans un noyau dur de volonté politique. Sans une conscience nette de ses ennemis et de ses intérêts vitaux. Dans le contexte actuel, marqué par la complicité avérée de l'élite politique congolaise – que beaucoup qualifient, à juste titre, d'« agent de trahison atteint de cancer » (Cabral) –, il apparaît plus que jamais urgent pour le peuple de restructurer sa résistance.

Penser la guerre pour exister

Une occupation ne se subit pas. Elle se déconstruit. Likambo oyo eza likambo ya mabele, likambo ya makila. Des villes peuvent tomber : Goma, Bukavu, Kamanyola. Peut-être demain, Kinshasa. Les armées étrangères peuvent envahir le territoire. Pourtant, la véritable bataille ne réside pas uniquement dans la conquête physique, mais dans la capacité d'un peuple à réagir face à

l'occupation. Un peuple conquis qui reste immobile et désorganisé offre à l'occupant le luxe d'instaurer une emprise durable. N'est-ce pas ce que le Congo endure depuis 1996, pris dans un cycle infernal d'occupation et d'exploitation ?

La tragédie réside non seulement dans les pertes humaines et matérielles, mais également dans la paralysie collective qui permet à la domination étrangère de s'enraciner. Pour autant, la guerre, loin d'être purement une malédiction, peut devenir un puissant catalyseur de transformation. Elle a parfois révélé de véritables leaders : des individus capables de transformer l'humiliation en levier de résistance. Et la souffrance partagée en ciment pour une unité nationale. Parce que l'unification ne se décrète pas. Elle se construit patiemment en puisant dans l'expérience commune de la lutte et dans l'espoir d'un meilleur avenir.

Comme le rappelle avec justesse Philippe Moreau Defarges dans *Relations internationales*, tome 1 : « Des souvenirs communs, même vécus par les uns comme des victoires, par d'autres comme des défaites, participent à la constitution d'un environnement culturel et moral commun, facteur d'unité. » (Moreau Defarges, 2011 : 10) Une guerre peut, si elle est abordée intelligemment, devenir un vecteur de renouveau collectif. Pourtant, la fracture psychologique qu'elle inflige est aussi redoutable que ses impacts physiques. Une occupation n'est pas uniquement une réalité militaire ; elle s'insinue profondément dans la psyché d'un peuple. Parfois, l'agresseur parvient à briser non seulement la résistance physique, mais encore la volonté de lutter, instaurant ainsi une forme insidieuse d'occupation mentale.

Le drame est que cette guerre psychologique est déjà bien entamée. Si l'occupant conquiert les terres, mais qu'il envahit aussi les esprits, alors il gagne une guerre plus silencieuse, celle de l'imaginaire collectif. Il ne s'agit donc pas seulement de rébellion armée pour rendre le territoire ingouvernable pour l'ennemi, mais également une question de reconquête psychologique.

Il est devenu essentiel d'adopter des stratégies qui vont au-delà du simple combat. Ceci pourrait comprendre :

- Des actions de sabotage et de désobéissance civile : implanter des réseaux capables de perturber les infrastructures de l'ennemi sans risquer de trop lourdes représailles.
- L'éducation populaire : éveiller les esprits, diffuser un récit puissant et unificateur qui réinstalle la fierté et l'assurance chez les générations actuelles et à venir.
- Renforcer les symboles fédérateurs : à l'instar de la dent de Lumumba, ces symboles ne doivent pas demeurer des vestiges statiques, mais se transformer en leviers d'action et de revendication collective.

Face à l'occupation, l'essence même de la résistance repose sur une logique double : reconquérir le territoire, oui, mais avant tout reconstruire une identité collective qui rendra chaque tentative de domination vaine. L'humilité, l'introspection et la réconciliation doivent constituer les bases solides pour orchestrer une réponse durable et coordonnée. Et, comme dans tout combat, exploiter les failles de l'adversaire reste une arme stratégique majeure — car c'est souvent dans son excès de confiance qu'un occupant révèle ses points de faiblesse.

Résister, ce n'est pas réagir, c'est concevoir

Résister, ce n'est pas simplement répondre à une attaque. Ce n'est pas courir après l'ennemi à chaque incursion, ni dénoncer bruyamment chaque humiliation. Résister, c'est penser avant l'ennemi. C'est concevoir une autre réalité que celle qu'il veut nous imposer. Les peuples dominés réagissent. Les peuples souverains conçoivent. Là est toute la différence. Tant que la résistance congolaise se bornera à réagir — aux massacres, aux trahisons, aux accords signés sans le peuple — elle restera enfermée dans le temps de l'adversaire. Elle sera toujours en

retard. Toujours en position de faiblesse.

Concevoir, c'est reprendre l'initiative. C'est décider du terrain, de la méthode, du calendrier. C'est construire une vision claire de ce que nous voulons faire du Congo. Non pas contre le Rwanda, ni contre les puissances étrangères, mais pour nous-mêmes. Ce n'est pas seulement une réponse à l'occupation. C'est une affirmation de notre dignité.

Dans son article « The Purge of the Deep State and the Road to Dictatorship », Chris Hedges cite Joseph Roth : « Il deviendra clair pour vous maintenant que nous nous dirigeons vers une grande catastrophe. Les barbares ont pris le pouvoir. Ne vous y trompez pas. L'enfer règne. » Roth savait que la défaite était imminente. Pourtant, il insistait : « Il faut écrire, même quand on s'aperçoit que l'imprimé ne peut plus rien améliorer. » Résister devient alors un impératif moral. Un acte d'existence face au néant. La résistance ne naît pas spontanément, elle se construit socialement. L'histoire nous enseigne que des résistances dispersées se révèlent vulnérables face à des appareils répressifs massifs. Ainsi, comment résister sans sombrer dans l'isolement ou l'inefficacité ? La réponse ne réside pas dans un affrontement direct unique, mais dans la création d'alternatives dynamiques. Créer des réseaux souples et résilients, capables de s'adapter et de contourner les structures dominantes. Les Vietnamiens, sous la direction éclairée de Ho Chi Minh et du général Giap, ont montré qu'une résistance bien organisée pouvait triompher de puissances supérieures. Ils ont su transformer la guerre en levier de libération, mobilisant non seulement des combattants, mais toute une société autour de la cause nationale : Likambo ya mabele. La résistance devient alors synergie entre engagement militaire, soutien populaire et structuration politique.

Roth nous rappelle aussi que résister, c'est refuser que le langage soit annexé par le pouvoir. Dans un monde saturé de propagande, où les mots se vident de leur sens, redonnons à la vérité une force qui dépasse le cercle des convaincus. Résister, ce n'est pas uniquement s'opposer. C'est créer une nouvelle manière de dire, d'agir, d'organiser. Réveiller les imaginaires. Redonner du souffle à la parole. Résister, c'est aussi réinventer les formes de transmission. Pour que la parole ne soit pas simplement entendue, mais devienne une

“

La tragédie réside non seulement dans les pertes humaines et matérielles, mais également dans la paralysie collective qui permet à la domination étrangère de s'enraciner. Pour autant, la guerre, loin d'être purement une malédiction, peut devenir un puissant catalyseur de transformation. Elle a parfois révélé de véritables leaders : des individus capables de transformer l'humiliation en levier de résistance.

force transformatrice. C'est rebâtir ce qui a été détruit. Reconquérir l'espace symbolique que l'opresseur tente d'effacer. Oui, la guerre impose un choix : subir ou transformer. L'histoire le montre. Les peuples qui survivent ne sont pas ceux qui attendent. Mais ceux qui agissent — même dans l'ombre — pour préparer le jour d'après.

Organiser la résistance

Likambo oyo eza likambo ya mabele, likambo ya makila. Organisons la permanence de la résistance autour de la dent de Lumumba. Nous devons nous la réapproprier pour que le Congo demeure une âme pour son peuple. Comment structurer cette résistance de manière durable et efficace ? Une revendication symbolique et un véritable

processus de mobilisation stratégique.

A. Créer des cellules locales de résistance
Chaque ville, chaque village doit devenir un noyau actif de mobilisation. Il s'agit d'organiser des réseaux clandestins capables de coordonner l'action et de transmettre les informations essentielles.

B. Établir une base idéologique forte
La résistance doit être portée par une pensée structurée et un message clair, susceptible d'unir les générations et de transcender les divisions. L'éducation politique et historique joue un rôle central pour prévenir toute manipulation ou désinformation. Prenons l'exemple de la lutte pour la dignité, la liberté et la souveraineté de la Russie. Poutine et les Lavrov ne s'attaquent pas qu'aux autres, mais développent une rhétorique qui puise dans l'histoire et les peuples russes. Alors que nous avons, pour commencer, les Lumumba.

C. Transformer la mémoire en action
La dent de Lumumba que la Belgique a longtemps conservée chez elle ne doit pas se réduire à un symbole historique, mais devenir un moteur de revendications concrètes. La mémoire collective doit s'ancrer dans des actions réelles redonnant aux Congolais leur souveraineté.

D. Se réappropriar l'économie et les ressources
Nous devons bâtir des initiatives locales d'autosuffisance économique et de reconquête des richesses nationales, afin de rompre avec une dépendance qui alimente l'occupation.

E. Mobiliser la diaspora et les forces extérieures
Les Congolais vivant à l'étranger doivent être impliqués dans cette lutte. Ils peuvent jouer un rôle crucial en plaidant, en finançant et en diffusant des informations essentielles.

Comme l'histoire n'attend pas, le temps est venu de choisir entre agir et disparaître. Continuer à laisser faire, c'est condamner le pays à une servitude sans fin. Le Congo a été gouverné sans être inquiété. Comme le montre son histoire depuis 1996. Aujourd'hui, il appartient au peuple de s'unir, de résister et de transformer son destin.

En conclusion : Ecrire pour ne pas disparaître

Le Congo est à un tournant. Il peut continuer d'implorer, d'attendre, de dénoncer dans le

vide. Ou il peut décider de se lever, de penser, de résister. Non pas dans l'improvisation, mais dans la stratégie. Non pas pour survivre, mais pour exister. Irrévocablement, le temps des illusions est révolu. L'ennemi est là, et il ne partira pas parce qu'on le supplie. Il reculera uniquement face à un peuple debout, organisé, lucide, structuré. L'avenir n'appartient pas aux plaintes. Cependant, aux volontés.

Nous ne pouvons plus faire semblant de croire que le Congo est gouverné. Le pays est tenu, pillé, négocié, effacé. Pourtant, il vit encore. En lui subsiste une mémoire, une langue, une douleur et une force : celle de se relever malgré tout.

Résister, ce n'est plus une option. C'est une exigence. Mais une résistance sans imagination, sans projet, sans rigueur, n'est qu'un cri dans l'ombre. Il faut désormais penser une résistance totale : militaire, psychologique, culturelle, économique, symbolique. Une résistance qui reconquiert l'espace. Mais surtout le langage, le récit, le sens.

De plus, nous n'avons pas à plaire. Nous n'avons plus à convaincre les puissants de notre humanité. Nous avons à redevenir souverains, c'est tout. Si ce texte doit servir à quelque chose, ce n'est pas à flatter une colère. C'est à réveiller une volonté. Celle d'un peuple qui, peut-être, ne sait plus comment faire, mais qui sent au fond de lui que ne rien faire, c'est déjà mourir. Alors, écrivons, construisons, pensons, levons-nous. Non, pour revendiquer le droit d'exister. Mais pour exister, enfin, sans permission.

« Je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays, plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire [le Burkina, le Mali et le Niger]... elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité. (Patrice Emery Lumumba, dernière lettre à sa femme)

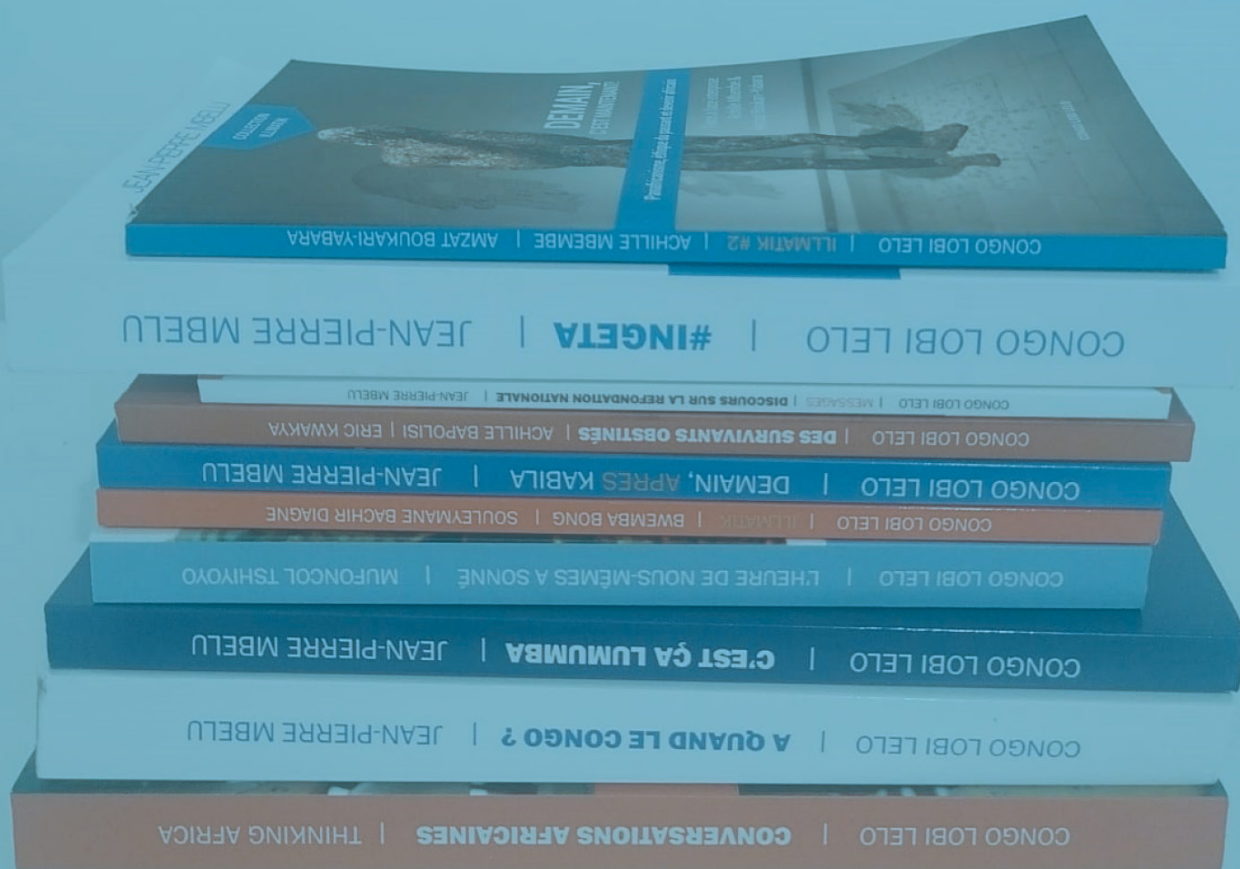
Likambo oyo eza likambo ya mabele, likambo ya mabele eza likambo ya makila.

“

Tant que la résistance congolaise se bornera à réagir — aux massacres, aux trahisons, aux accords signés sans le peuple — elle restera enfermée dans le temps de l'adversaire. Elle sera toujours en retard. Toujours en position de faiblesse. Concevoir, c'est reprendre l'initiative. C'est décider du terrain, de la méthode, du calendrier. C'est construire une vision claire de ce que nous voulons faire du Congo.

DES FAITS.
DES PERSPECTIVES.
DES IDÉES.
DES PROPOSITIONS.
DES POSSIBILITÉS.
DES AMBITIONS.

LE SENS DE NOS PUBLICATIONS VIENT DE DEMAIN.





Voir grand et ambitionner l'impossible

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Les erreurs des autres ce que l'on peut en tirer ? C'est à la fois triste et même révoltant quand Evo Morales rencontre Rafaël Vicente Correa Delgado, un ancien président comme il l'est devenu aujourd'hui, et que les deux parlent ensemble de ce qu'il leur est arrivé respectivement en Bolivie, pour la première cité, et en Équateur pour le second. En les écoutant, je ne sais pas si je peux me laisser convaincre que leur message est passé. En ce qui me concerne, sûrement. Car je ne peux répondre à la place des autres témoins de la même histoire, celle centrée sur la domination et la soumission.

Pourtant, cette dualité trompeuse est un stratagème ancien : depuis les années 1990, les architectes de l'agression ont structuré leur domination sur cette division artificielle, alors même que les deux forces en présence sont des émanations des agresseurs. Kinshasa est lié à l'Ouganda, tandis que le M23 est soutenu par le Rwanda. Or, ces deux pays, pourtant officiellement désignés comme agresseurs, sont paradoxalement considérés comme des alliés stratégiques par Kinshasa, qui occulte délibérément la nature de ses engagements avec eux.

La rhétorique nationaliste trompeuse de Kinshasa

Pire encore, Kinshasa a enchaîné la RDC dans plusieurs accords opaques, dont certains servent directement l'agression en cours. Ces engagements ne doivent pas nous enfermer tous dans un schéma de soumission collective. Depuis Nairobi en 2018, Kinshasa n'a renoncé à aucun de ses accords fondamentaux avec ses parrains, malgré la rhétorique nationaliste trompeuse qu'il tente d'imposer aujourd'hui.

Si Kinshasa défendait réellement la nation, il expliquerait pourquoi, au moment où les troupes rwandaises sont hypocritement dénoncées comme agresseurs, l'Ouganda, pourtant partenaire historique de l'agression, est discrètement invité au Nord-Est du pays. Soutenir Kinshasa dans ces conditions, c'est avaliser l'autre bras de l'agression, celui qui avance silencieusement sous la bannière ougandaise.

Face à cette trahison systémique, les vrais patriotes ne doivent ni soutenir le gouvernement ni se ranger derrière la rébellion, car aucun de ces camps ne défend les intérêts du peuple congolais. Le pouvoir congolais ne protège ni la souveraineté nationale ni l'intégrité territoriale ; au contraire, il manipule la crise pour préserver son propre pouvoir et masque ses compromissions avec les parrains de l'agression.

Le compromis inacceptable

S'aligner sur ce régime, c'est cautionner le « compromis inacceptable » que Kinshasa et ses parrains préparent à imposer lors

des prochaines négociations. En réalité, le véritable objectif des opérations militaires en cours—que Kinshasa ne mène pas et pour lesquelles il n'a jamais déclaré la guerre—est de simuler une résistance fictive pour donner l'illusion que Kinshasa aurait lutté contre le démembrement de la RDC, avant de finalement accepter, sous contrainte apparente, une issue présentée comme inévitable et préférable à un chaos supposé.

Dans cette mise en scène, les patriotes ayant soutenu Kinshasa se retrouveraient piégés, n'ayant plus aucune justification pour s'opposer à ce qui leur sera présenté comme le « moindre mal ».

Kinshasa a ainsi une mission centrale : briser la résistance interne afin d'imposer en douceur la prochaine phase de l'agenda de balkanisation. Cette stratégie explique les incohérences flagrantes et l'indifférence assumée des autorités face à la tragédie qui se joue à l'Est.

Pour la seule véritable résistance...

Mais si se ranger derrière Kinshasa est une erreur fatale, rejoindre la rébellion ne constitue en rien une alternative patriotique. Ce serait passer de Lucifer à Bélzébuth, en contribuant non pas à libérer la RDC, mais à accélérer sa fragmentation sous une autre bannière.

La seule véritable résistance consiste à refuser ce faux dilemme et à combattre ces deux forces complices de l'agression contre la nation. Lutter pour la RDC signifie refuser de se laisser piéger par une fausse alternative, dénoncer la trahison du gouvernement, exiger la transparence sur les accords passés avec les agresseurs, et organiser une résistance indépendante, dont l'objectif n'est pas de défendre un régime ou une rébellion, mais bien de sauver la patrie.

Les patriotes doivent se réarmer de courage. Retenons cette sagesse japonaise ancienne : lorsque l'on a l'impression d'avoir tout perdu, rappelons-nous que les arbres perdent leurs feuilles chaque année, mais restent debout, enracinés, et attendent patiemment le retour du printemps. Il en va de même pour la lutte que nous menons : la force d'un peuple ne réside pas seulement dans les victoires immédiates, mais dans sa capacité à se tenir debout malgré les tempêtes, jusqu'au jour où la saison du renouveau viendra.

“

On ne peut pas d'un côté avouer son inimitié contre l'«impérialisme» (je n'aime pas ce terme puisqu'il ne veut tout simplement rien dire) et de l'autre, quand on a tout perdu, faire semblant d'être un bon élève, un soumis.



Refuser le faux dilemme

PAR JEAN-CLAUDE MASWANA

Les appels à se ranger derrière le régime de Kinshasa reposent sur un raisonnement fallacieux, conçu pour manipuler l'opinion publique et forcer un soutien aveugle face à la guerre dans l'Est de la RDC. Le pouvoir congolais impose une fausse dichotomie, prétendant que les Congolais n'ont que deux options : se rallier au gouvernement ou soutenir la rébellion.

Pourtant, cette dualité trompeuse est un stratagème ancien : depuis les années 1990, les architectes de l'agression ont structuré leur domination sur cette division artificielle, alors même que les deux forces en présence sont des émanations des agresseurs. Kinshasa est lié à l'Ouganda, tandis que le M23 est soutenu par le Rwanda. Or, ces deux pays, pourtant officiellement désignés comme agresseurs, sont paradoxalement considérés comme des alliés stratégiques par Kinshasa, qui occulte délibérément la nature de ses engagements avec eux.

La rhétorique nationaliste trompeuse de Kinshasa

Pire encore, Kinshasa a enchaîné la RDC dans plusieurs accords opaques, dont certains servent directement l'agression en cours. Ces engagements ne doivent pas nous enfermer tous dans un schéma de soumission collective. Depuis Nairobi en 2018, Kinshasa n'a renoncé à aucun de ses accords fondamentaux avec ses parrains, malgré la rhétorique nationaliste trompeuse qu'il tente d'imposer aujourd'hui.

Si Kinshasa défendait réellement la nation, il expliquerait pourquoi, au moment où les troupes rwandaises sont hypocritement dénoncées comme agresseurs, l'Ouganda, pourtant partenaire historique de l'agression, est discrètement invité au Nord-Est du pays. Soutenir Kinshasa dans ces conditions, c'est avaliser l'autre bras de l'agression, celui qui avance silencieusement sous la bannière ougandaise.

Face à cette trahison systémique, les vrais patriotes ne doivent ni soutenir le gouvernement ni se ranger derrière la rébellion, car aucun de ces camps ne défend les intérêts du peuple congolais. Le pouvoir congolais ne protège ni la souveraineté nationale ni l'intégrité territoriale ; au contraire, il manipule la crise pour préserver son propre pouvoir et masque ses compromissions avec les parrains de l'agression.

Le compromis inacceptable

S'aligner sur ce régime, c'est cautionner le « compromis inacceptable » que Kinshasa et ses parrains préparent à imposer lors

des prochaines négociations. En réalité, le véritable objectif des opérations militaires en cours—que Kinshasa ne mène pas et pour lesquelles il n'a jamais déclaré la guerre—est de simuler une résistance fictive pour donner l'illusion que Kinshasa aurait lutté contre le démembrement de la RDC, avant de finalement accepter, sous contrainte apparente, une issue présentée comme inévitable et préférable à un chaos supposé.

Dans cette mise en scène, les patriotes ayant soutenu Kinshasa se retrouveraient piégés, n'ayant plus aucune justification pour s'opposer à ce qui leur sera présenté comme le « moindre mal ».

Kinshasa a ainsi une mission centrale : briser la résistance interne afin d'imposer en douceur la prochaine phase de l'agenda de balkanisation. Cette stratégie explique les incohérences flagrantes et l'indifférence assumée des autorités face à la tragédie qui se joue à l'Est.

Pour la seule véritable résistance...

Mais si se ranger derrière Kinshasa est une erreur fatale, rejoindre la rébellion ne constitue en rien une alternative patriotique. Ce serait passer de Lucifer à Bézébuth, en contribuant non pas à libérer la RDC, mais à accélérer sa fragmentation sous une autre bannière.

La seule véritable résistance consiste à refuser ce faux dilemme et à combattre ces deux forces complices de l'agression contre la nation. Lutter pour la RDC signifie refuser de se laisser piéger par une fausse alternative, dénoncer la trahison du gouvernement, exiger la transparence sur les accords passés avec les agresseurs, et organiser une résistance indépendante, dont l'objectif n'est pas de défendre un régime ou une rébellion, mais bien de sauver la patrie.

Les patriotes doivent se réarmer de courage. Retenons cette sagesse japonaise ancienne : lorsque l'on a l'impression d'avoir tout perdu, rappelons-nous que les arbres perdent leurs feuilles chaque année, mais restent debout, enracinés, et attendent patiemment le retour du printemps. Il en va de même pour la lutte que nous menons : la force d'un peuple ne réside pas seulement dans les victoires immédiates, mais dans sa capacité à se tenir debout malgré les tempêtes, jusqu'au jour où la saison du renouveau viendra.

“

Lutter pour la RDC signifie refuser de se laisser piéger par une fausse alternative, dénoncer la trahison du gouvernement, exiger la transparence sur les accords passés avec les agresseurs, et organiser une résistance indépendante, dont l'objectif n'est pas de défendre un régime ou une rébellion, mais bien de sauver la patrie.





Le Front des Souverainistes Kongolais de plus en plus indispensable

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Le débat kongolais fait des pas encourageants. Même s'il semble toujours avoir une guerre de retard. Ces jours-ci, il revient sur les discours tenus à la tribune de l'ONU. Il touche la question de la souveraineté du pays et celle de la diversification de son partenariat stratégique.

Néanmoins, il se laisse distraire par « la com » et vend de temps en temps un « narratif électoraliste » passant à côté d'une quête indispensable pour le moment : la mise sur pied d'un Front des Souverainistes Kongolais (altruistes) à même de s'opposer, sur le temps long, à la guerre pour l'accaparement des terres kongolaises, pour l'extermination des Kongolais(es) et contre sa matière grise. Les médias alternatifs devraient jouer leur rôle en menant une lutte acharnée contre « la com ».

L'un des discours tenu à l'ONU

La marche actuelle du monde éveille de plus en plus les consciences africaines et kongolaises. Les discours tenus par les uns et les autres à la dernière Assemblée générale des Nations Unies alimentent encore les débats sur le Continent-Mère. L'un des discours les plus commentés est celui du premier Ministre malien de la transition. Il a eu tous les meilleurs qualificatifs. Il semble marquer, sur le Continent, une rupture avec le monde d'avant et lancer les bases d'un autre monde possible.

Plusieurs compatriotes africains lisant critiquement ce discours de refondation nationale, continentale et internationale estiment qu'il a eu l'avantage de mettre un accent particulier sur la souveraineté du pays de Modibo Keita, sur la vie à protéger et à sauvegarder partout au monde et de nommer chat chat.

Pour le Mali, ce discours constitue un début d'aboutissement des luttes souveraines passées et présentes liées au désir partagé par le plus grand nombre de Maliens de voir leur pays honorer leurs aïeux gouvernants d'un grand empire ayant magnifier l'humain et sa dignité depuis 1236 à travers la charte du Karukan Fuga.

Prendre appui sur ce passé digne décomplexé les gouvernants maliens de transition vis-à-vis de leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux. Cela leur donne l'audace de prendre le risque de tenir un discours

“

Beaucoup de pays traumatisés par les assassinats des Pères fondateurs de leurs Indépendances et de leur lutte contre le néocolonialisme vivent dans une désorientation existentielle paralysante. Le Kongo-Kinshasa en est un. Il n'est pas rare d'entendre, au cours des débats, des réflexions du genre : « Les partenaires traditionnels ne vont-ils pas nous créer des problèmes si nous diversifions notre partenariat stratégique ? Ne vont-ils pas assassiner celui qui va oser aller dans ce sens-là ? ».

de vérité dans le respect de l'humain dans sa diversité. Ils peuvent, dans ce contexte, nouer des partenariats géopolitiques et géostratégiques dans l'unique but d'assumer leur souveraineté, de respecter le principe d'égalité et de réciprocité entre les Etats, d'éviter les interférences des Etats tiers dans

leurs affaires intérieures et de poursuivre leur lutte d'autodétermination.

En fait, sur ce point nommé, ils ont rejoint l'un ou l'autre président de l'Occident collectif invitant à la préservation de la charte de l'ONU prônant ces principes. Bien que connaissant le mode opératoire de cet Occident collectif, son goût pour le double discours et le respect des principes à géométrie variable, il a, à haute voix, justifié son aide à l'Ukraine au nom de la sauvegarde de la souveraineté de ce pays. Il appartient aux pays tenant à son partenariat avec eux de le savoir et de l'inviter à en tenir compte au cours de la lutte qu'ils mènent eux-mêmes pour leur propre souveraineté. Cela lui éviterait, dans le monde qui vient, d'appliquer la politique de « deux poids deux mesures » qui ne pourra que lui être préjudiciable sur le Continent-Mère.

Le Kongo-Kinshasa : un pays désorienté

En effet, sur ce Continent, beaucoup de pays traumatisés par les assassinats des Pères fondateurs de leurs Indépendances et de leur lutte contre le néocolonialisme vivent dans une désorientation existentielle paralysante. Le Kongo-Kinshasa en est un. Il n'est pas rare d'entendre, au cours des débats, des réflexions du genre : « Les partenaires traditionnels ne vont-ils pas nous créer des problèmes si nous diversifions notre partenariat stratégique ? Ne vont-ils pas assassiner celui qui va oser aller dans ce sens-là ? »

Au Kongo-Kinshasa, dans certains milieux, le fait de penser seulement à la diversification du partenariat stratégique provoque la trouille. Néanmoins, le fait est là que ce débat a finalement lieu. Même s'il est encore timide et est assez pauvre en références historiques. Rares sont les débatteurs et les codébatteurs pouvant avoir Lumumba comme recours et la création de « la tricontinentale » comme un moment historique à rééditer. (Lire S. BOUMAMA, La Tricontinentale. Les peuples du tiers-monde à l'assaut du ciel, Paris, Cetim, 2016)

Oui. Ce débat a finalement lieu. Même s'il

a plusieurs années de retard. Mieux vaut tard que jamais, dit-on. Et en principe, il devrait participer de la déconstruction d'un certain narratif électoraliste entretenu par « les nègres de maison » fiers de leur état de larbins et d'esclaves volontaires. Ce débat qui a finalement lieu est malheureusement accompagné de « la com » au cours de laquelle « les nègres de maison », « les nègres de service », « les proxys » des Etats profonds de l'Occident collectif sont présentés comme « les héros de la renaissance congolaise ».

L'histoire politique de ces esclaves volontaires est tue au nom de « la dynamique du « tshididi », de « la politicaille congolaise ». Il est curieux que « les journalistes », « les analystes politiques » et « les autres communicateurs » de « la dernière heure » au pays de Lumumba n'aient pas honte de soutenir publiquement qu'ils font de « la com » en vantant les mérites de l'un ou l'autre de ces politicards congolais. En d'autres termes, ils sont fiers de vendre « leurs produits » sans tenir compte de leur état

réel. Qu'ils soient périmés, avariés ou pas, ce n'est pas leur problème. Ce qui importe pour eux, c'est de « vendre ». Ils vivent du déni du réel prouvant que la marchandisation de la politique est une plaie béante ouverte au coeur de l'Afrique aux dépens de valeurs maâtiques que sont la vérité, la justice et la solidarité. Ils enferment leurs auditeurs (et le pays) dans un cercle vicieux au lieu de participer à la production d'un cercle vertueux que ne peut former qu'un Front Commun des Souverainistes Kongolais.

S'inspirer de «la palabre africaine» ou de «l'agora grecque», c'est retrouver la voie de la confiance perdue et indispensable à l'intersubjectivité créatrice d'un vivre-ensemble plus ou moins harmonieux...



TOYOKANA

Un livre de Jean-Pierre Mbelu

Disponible en version papier et en version numérique. Toutes les infos sur congolobilelo.com



COMPRENDRE NOTRE HISTOIRE



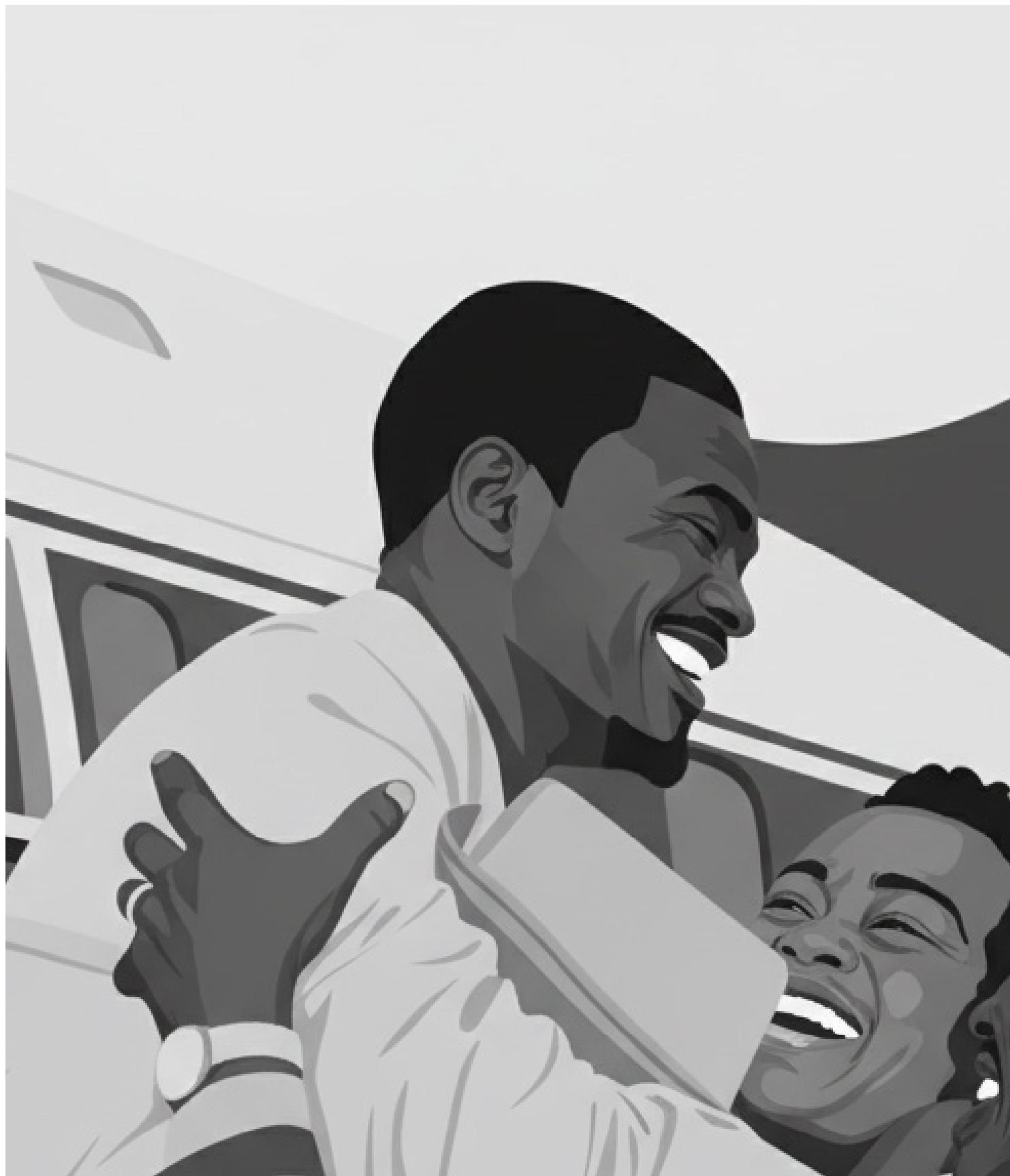
64 | Lumumba ou l'assassinat cognitif de l'indépendance
culturelle et politico-économique du Congo

68 | 30 juin 1960, la RD-Congo n'est pas indépendante...

73 | La banalité du mal

74 | Simon Kimbangu et Patrice Lumumba : quelle leçon pour
les Congolais d'aujourd'hui ?

78 | Le cynisme impérial face à la myopie de l'élite congolaise





Lumumba ou l'assassinat **cognitif** de l'indépendance culturelle et politico- économique du Congo

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Lumumba a prononcé des discours d'une grande portée intellectuelle et humaniste. Ils peuvent être lus encore aujourd'hui et orienter la lutte de ceux et celles qui croient en la noblesse de sa lutte. Plus de cinq décennies après son assassinat, Lumumba nous semble être encore vivant. Assez tôt, il a su dire pourquoi l'impérialisme et le colonialisme furent une voie de la décivilisation et de l'ensauvagement.

Patrice Emery Lumumba est l'un des rares congolais à avoir saisi un peu tôt les enjeux politiques et économiques dont « la guerre froide » constituait « un mythe ». Jusqu'à ce jour, il est encore difficile à plusieurs compatriotes de Lumumba de comprendre que « la guerre froide » - comme les autres chaudes ou tièdes qui l'ont accompagnée ou suivie - fut un moyen d'étendre « le grand domaine » anglo-saxon (des ressources du sol et du sous-sol) aux « domaines d'autrui » en les arrachant. Cette guerre et les phénomènes du colonialisme et de l'impérialisme qui l'ont portée jusqu'aux confins du monde ont participé de la décivilisation permanente des élites anglo-saxonnes et occidentales dominantes qui l'ont orchestrée. Elles ont initiée « une régression universelle » au point de pousser Aimé Césaire à penser qu'« il faut d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à la dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral (...) ».

Lumumba, bête noire des décivilisateurs

La colonisation et l'impérialisme ont tué dans ces élites toute élévation sincère vers des valeurs humanistes en devenant la face politique visible du capitalisme du désastre. La violence, la haine raciale, la décivilisation et l'abrutissement qu'ils ont induits ont été longtemps interprétés comme étant « les rapports de force ». Ceux-ci peuvent être favorables ou défavorables à un peuple (ou à une alliance entre des peuples) selon qu'il est capable d'anéantir, d'avilir, de tuer, de massacrer, de déstructurer ou pas d'autres peuples (et leurs cultures) pour étendre « le domaine » de ses ressources naturelles. Ces élites ont dominé le monde pendant très longtemps au point que leur hégémonie culturelle a fini par manger les cœurs et les esprits (de plusieurs d'entre nous) et les forcer à adopter politiquement le langage des « rapports de force » favorables ou

défavorables comme principe de la realpolitik. Pourtant, décivilisés, « les rapports de force favorables » sont (souvent) un discours, un langage utilisé pour cacher des crimes commis au nom de la conquête des terres et des mers en vue d'accroître la quantité de richesses (souvent) stratégiques dont un pays a besoin pour être classifié parmi « les grandes puissances ». « Derrière chaque fortune, disait Balzac, il y a un crime ! » Décivilisés, « ces rapports de force » sont favorables là où le relativisme moral a triomphé ; là où l'étude de l'histoire n'a pas conduit à poser un regard lucide sur la décivilisation des élites et autres oligarques d'argent. Ils sont la voie ouverte à l'ensauvagement universalisant.

Lumumba fut la bête noire de cette décivilisation. Assez tôt, il avait compris qu'il ne pouvait y avoir d'indépendance politique possible sans que les Congolais (et les Africains) deviennent « maîtres » de la terre que le Seigneur leur avait donnée. Sa connaissance théorique du « discours civilisateur » débité par les élites décivilisées lui a joué un tour : il y a cru au point de ne pas prendre en compte que le pays de ses ancêtres était un espace géographique produits par les accords de Berlin en 1885 !

Or, ces élites dominantes opèrent sur fond d'un double discours : « un discours civilisateur » sur la défense de « leurs valeurs de liberté, d'égalité de chances, de fraternité sans frontière, de justice » et un autre, « décivilisateur » brandissant le renversement des « rapports de force ». Là où leurs intérêts basement matériels sont engagés, ils peuvent recourir à l'un de ces discours pour justifier une guerre classique ou une guerre par procuration.

Lumumba ne comprit pas que ceux dont les fils enseignent « les droits de l'homme » à l'école puissent aussi opter « le régime d'exploitation et d'asservissement ». Dans sa lutte d'émancipation, il lui arriva de tendre « une main fraternelle à l'Occident ». « Qu'il nous donne aujourd'hui, dit-il, la preuve du principe d'égalité et de l'amitié des races que

ses fils nous ont toujours enseigné sur les bancs de l'école, principe inscrit en grands caractères dans la Déclaration universelle des droits humains. »

Un refus de reconnaissance

L'assassinat (politique et raciste) de Lumumba peut être lu comme un refus de la reconnaissance de sa race comme étant « une race humaine ». Lui fut pourtant convaincu que « les Africains doivent jouir, au même titre que les autres citoyens de la famille humaine, des libertés fondamentales inscrites dans cette Déclaration et des droits proclamés par la Charte des Nations unies. »

L'école aurait-elle joué, dans la vie de Lumumba, comme dans celle de plusieurs compatriotes aujourd'hui, le rôle de l'opium ? Aurait-il servi à occulter « le discours décivilisateur, raciste et violent » constituant le soubassement des ravages causés par l'impérialisme et le colonialisme ? L'école (et l'université) a-t-elle enchaîné la pensée de Lumumba et de ses compatriotes au point de certains de ces derniers l'accusent aujourd'hui de tous les maux tout en applaudissant « ses bourreaux » ?

Le discours décivilisateur est souvent tenu, au sein de ces élites occidentales dominantes, par leur Etat profond opérant à partir de certains cercles de pouvoir tels que la Trilatérale, le Siècle et le Bilderberg. Il n'est pas à la portée du commun des mortels ; il compte les droits de l'homme et la démocratie parmi les idées illusoires au nom du « dieu argent ». Il manipule les médias et instrumentalise les institutions politiques et économique-financières internationales.

L'assassinat de Lumumba a sonné le glas de l'étude du phénomène de la décivilisation et de l'abrutissement des élites occidentales dominantes dans plusieurs cœurs et plusieurs esprits congolais. Il a créé la peur de la confrontation et l'adhésion de plusieurs d'entre nous comme des « esclaves volontaires » au discours hégémonique des « petites mains » du capitalisme

du désastre abusivement dénommé « partenaires ». Ces « esclaves volontaires » sont tombés sous le coup de la propagande occidentale. « La propagande occidentale, écrit André VLTCHÉK, est presque risible. La propagande occidentale est beaucoup plus efficace et sophistiquée, elle s'appuie sur des siècles de contrôle violent sur le monde, elle fait partie du colonialisme. Après avoir vécu sur tous les continents, je crois que l'Occident est la zone culturelle la moins éclairée. Elle est pleine d'autosatisfaction et d'arrogance, mais complètement ignorante du reste de la planète qu'elle a ruinée et pillée pendant des siècles. » Elle remet aux calendes grecques la décolonisation de plusieurs cœurs et esprits. Elle privilégie une seule rencontre historique violente de l'Occident avec d'autres peuples au point d'en passer d'autres sous silence. Donnons l'exemple de la Chine. « Dans le passé, la puissance bien plus avancée qu'était la Chine est arrivée en Afrique avec des navires chargés de cadeaux et de scientifiques. Ils ont accosté à plusieurs reprises sur les rivages de ce qui est aujourd'hui le Kenya, ils ont échangé des cadeaux et ont documenté la vie des sociétés sur ces rivages, puis ils sont ensuite rentrés chez eux. Ils sont venus pour visiter et apprendre ! Une telle approche est inimaginable pour les puissances occidentales avides et despotiques. »

Se souvenir que « nous ne sommes pas seuls »

Pour éviter de tomber dans une pensée manichéenne, rappelons que pour qu'elles puissent triompher, les élites dominantes occidentales composent depuis toujours avec « les féodaux indigènes », « les nègres de service » ou « les kapitais médaillés » en recourant à la politique du « diviser pour régner ».

Bien qu'étant tombé « victime » du « discours civilisateur », Lumumba connaissait la nature de « la matrice organisationnelle » du colonialisme et de l'impérialisme, de « ce capitalisme dégradant et honteux ». Cette connaissance était portée par quelques convictions. Certaines sont reprises dans sa lettre à Pauline dont voici un extrait : « Que pourrai-je dire d'autre ? Que mort, vivant,

libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors, tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur. » Lumumba était aussi convaincu que « nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés de millions de congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. » Dans un monde tendu vers la polycentricité, se souvenir que « nous ne sommes pas seuls » pousseraient les patriotes Congolais à regarder vers ces peuples qui, contre vents et marées, ont fini par trouver leur propre voie tracée par une pensée nourrie des actions menées à partir de « leurs catacombes » tout en étudiant la possibilité d'organiser « un bon accord commercial, un accord commercial juste et honnête » avec « les anciens partenaires » occidentaux.

Lumumba « savait » et « sentait » que « son peuple », « tôt ou tard » achèvera la lutte d'émancipation au sein de laquelle il s'est glissé. Une lutte initiée par certains autres compatriotes dont Kimpa Vita et Kimbangu. Poursuivre l'étude du double langage des élites occidentales et en déconstruire les pièges, recréer une école organisant (aussi) la pensée à partir de l'histoire et des « catacombes » de nos masses sociales, être prêt à mourir à son égo surdimensionné et à l'ignorance de la nature du capitalisme du désastre, etc., tel est l'effort qui pourrait être exigé de ceux et celles qui, encore aujourd'hui, croient en la noblesse de la lutte de Patrice-Emery Lumumba pour un Congo digne. Ayant donné le meilleur de lui-même, il a su, en conscience, passé le relais en accordant un peu plus de privilège au peuple congolais avant sa personne.

“

L'assassinat (politique et raciste) de Lumumba peut être lu comme un refus de la reconnaissance de sa race comme étant « une race humaine ». [...] Lumumba avait compris qu'il ne pouvait y avoir d'indépendance politique possible sans que les Congolais (et les Africains) deviennent « maîtres » de la terre que le Seigneur leur avait donnée.





30 juin 1960: La RD-Congo n'est pas indépendante

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

En assassinant Lumumba en 1961, la Belgique, l'Angleterre et les USA prévenaient les Congolais que la RD-Congo n'était pas un pays indépendant, que cette terre ne leur appartenait pas.

Sous la direction de Thomas Giefer, le documentaire intitulé « Political assassination » aborde la question de l'assassinat de Lumumba. Dans cette vidéo, et juste au commencement du film, quatre sujets, dont trois Belges et un Américain, s'y expriment.

Lumumba, trois Belges et un Américain

Le premier qui prend la parole, et qui nous intéresse, est de nationalité belge. Pour ne pas dire de « civilisation » occidentale. L'homme est à son aise quand il exhibe le reste de ce qu'il dit garder jalousement et fièrement de Lumumba, à savoir quelques dents appartenant à Lumumba. De lui, on apprend notamment ce qui suit, et je cite : « Imaginez qu'on a tué Lumumba. Et on vient vous dire de faire disparaître son corps dans un pays qui n'est pas le vôtre », fin de citation. Le second qui s'exprime à son tour se nomme Jacques Brassine. Il est aussi belge et fonctionnaire. Pour lui, et je cite notamment : « Lumumba était dangereux pour nous, [pour les Belges et la Belgique], dans ce sens qu'il n'était pas susceptible d'être ouvert à des solutions que parfois « nous » (la Belgique), nous souhaiterions être réalisées ». Fin de citation.

Et le troisième belge de la série, et qui fait entendre sa voix dans la vidéo, se nomme le colonel Louis Marlière. Lui également, et presque dans le même sens que les deux autres, déclare notamment : « Lumumba a choisi le mauvais côté. Il était communiste. Il a choisi le camp des Russes plutôt que de l'Occident ». Last but not least, comme on le dit en anglais, vint le tour de l'Américain. Il fut agent de la CIA. Il était en service commandé à Kinshasa à l'époque. Pour lui aussi : « Lumumba était un danger à la fois pour le

Congo et le reste du monde. En ce sens qu'il autorisait les Soviétiques à s'installer. Nous (les Américains) avions de bonnes raisons de penser qu'ils allaient prendre le contrôle du pays ». Le présent texte ne cherche pas à analyser le pourquoi de leurs propos, ni à leur accorder une certaine légitimité. Il ne cherche non plus à comprendre le comment de l'assassinat de Lumumba, ni à faire le procès de son meurtre. Mais, et à partir de raisons susmentionnées, il va tenter de démontrer que la RD-Congo n'a jamais été, et elle ne l'est toujours pas aujourd'hui, un pays indépendant alors que l'homicide de Lumumba intervenait quelques mois seulement après que les forces colonisatrices ont verbalement proclamé l'indépendance en ce jour du 30 juin 1960 de ce qui n'existait pas encore comme un État libre et souverain et qui ne le sera jamais : un État tout court.

De prime à bord, nous faisons remarquer la contradiction dans les propos du Belge qui étalait son butin de guerre, c'est-à-dire le reste de la denture de Lumumba. Car affirmer que la RD-Congo ne fut pas son pays et en même temps réussir à faire disparaître le corps de Lumumba dans un pays qui n'était pas supposé être le sien sans y rencontrer des difficultés ou une opposition quelconque, c'est prendre des Congolais pour de grands enfants. Si non, comment expliquer son exploit dans la réalisation de son forfait ? Et j'ouvre ici une parenthèse. La denture de Lumumba dont il expose, et ce librement et avec sourire, son geste, ce geste, n'a jamais fait, à ma connaissance, l'objet de condamnation de la part, ni l'église catholique, ni d'autres institutions championnes de la morale et de l'éthique. Aucune d'entre elles n'a jamais condamné en public l'exposition de la denture de Lumumba. Et même pas le gouvernement congolais. C'est pour dire que la RD-Congo

a toujours appartenu et appartient encore aujourd'hui à la Belgique qui la gère pour le compte de son maître anglo-saxon. Je ferme la parenthèse.

Souveraineté et indépendance

C'est pareil avec les déclarations des autres qui accusèrent Lumumba d'avoir choisi le mauvais camp. Et admettons que Lumumba ait posé ce choix, le crime dont il est incriminé par ceux qui étaient supposés lui apporter la civilisation, le droit et la liberté individuelle, le respect de la constitution d'un pays et la démocratie. Que son choix fût bon ou pas, mais ce fut quand même son choix, le choix d'un homme qui croyait être libre, selon l'entendement d'une civilisation qui le lui faisait savoir bien avant qu'il le fût, libre. Et le condamner à mort malgré tout, uniquement pour son goût à la liberté, explique aujourd'hui encore que Lumumba ne fût jamais libre, lui et le pays auquel il croyait tout bonnement appartenir. Mais c'est quoi la souveraineté et l'indépendance d'un pays ou d'un peuple quand l'essayiste et journaliste français, Natacha Polony se pose la même question et dénonce « l'immense escroquerie [qui] consiste à nous faire croire qu'il peut exister une liberté des individus sans une souveraineté du peuple. [...] Comment les individus seraient-ils libres sans avoir la possibilité de se choisir un destin commun en tant que peuple, en tant qu'entité politique qui se forme volontairement ? Les individus supposément libres dont on nous parle ne sont que des monades solitaires réduites à leur qualité de consommateurs mais privés de leur autonomie politique, de leur citoyenneté. [Et] Parler de nation, parler de peuple, c'est en mettre en évidence la dimension politique [...] Le contraire de la souveraineté, c'est

“

Un peuple qui se veut se libérer du joug de son maître ne fête son indépendance, l'indépendance nationale de son pays, en présence de son ancien maître. Il ne laisse pas non plus le service de son protocole lui accorde la première place dans la prise de la parole et ce devant et avant le discours de Kasa Vubu qui intervint après celui du roi Baudoin de la Belgique ce 30 juin 1960 à Kinshasa.

l'esclavage et la soumission. Un peuple souverain est un peuple libre, tout comme un individu souverain est celui qui a pu se forger son propre jugement, et qui s'est émancipé, notamment par l'éducation et par l'école », (voir son interview dans Figaro du 16 juin 2016 : L'appel à la résistance du 18 juin n'a jamais été aussi actuel).

Voilà ce qui nous amène à affirmer qu'un peuple qui se veut se libérer du joug de son maître ne fête son indépendance, l'indépendance nationale de son pays, en présence de son ancien maître. Il ne laisse pas non plus le service de son protocole lui accorde la première place dans la prise de la parole et ce devant et avant le discours de Kasavubu qui intervint après celui du roi Baudoin de la Belgique ce 30 juin 1960 à Kinshasa. Qui était le maître ? On ne discute pas de la date de l'indépendance d'une nation, d'un peuple en cherchant l'accord de son ancien maître, de commun accord avec lui. L'indépendance, aimait à dire Lumumba, ne s'accorde pas sur un plateau d'agent. Elle s'arrache ». Et le peuple qui le fait ignore ce que veut dire indépendance, indépendance nationale, c'est quoi être indépendant. Lumumba et son peuple demeuraient encore esclaves.

Dans « Ces fruits si doux de l'arbre à pain », un roman- testament politique, l'auteur congolais de Brazzaville, Tchicaya U'Tam'Si va dans le même sens quand il exprime sa désolation devant le fait que : « Jamais un chant dont la vogue a été vertigineuse n'est passé de mode si vite. On s'est foulé les chevilles en dansant sur l'air de ce chant venu de Léo : Independa ! Cha-cha. C'est croire que les Blancs se sont moqués de nous ! [...] Les Blancs nous ont laissé leurs boys et leurs plantons pour maîtres. Nous ne nous promettions sans doute pas pour le lendemain ces coups de poing qu'ils nous flanquent tous les jours en plein estomac. La nausée et le sentiment de s'être payé à bon compte mille illusions » (Tchicaya, 1987 : 30).

Les Congolais et le diktat extérieur

Lumumba a été tué pour que plus jamais l'Occident n'entende le refrain de l'indépendance, pour que plus jamais personne, de ceux qui restent et viennent après lui ne dise à l'Occident : « Nous avons

connu ... ». « Ça s'annonce pis, [écrit Tchicaya U'Tam'Si] que tout ce que « nous avons connu » ! pour reprendre le mot de Lumumba, le pauvre ! Oui : « nous avons connu ! » Ah ! ce que « nous avons connu » ! ...Ceux d'ici ont prêté main-forte à ses bourreaux. [...] La misère du pauvre Noir ne finira-t-elle donc jamais ? Voilà ! il disait « Nous avons connu... » ! Combien d'autres le diront encore dans ce temps à venir, parce que ce n'est pas encore demain la fin », (Tchicaya, 1987 : 71). Alors, Il y a lieu de s'interroger sur le pourquoi la RD-Congo organise des manifestations militaires et d'autres réjouissances populaires à la date du 30 juin de chaque année. Nous savons que cette question paraît saugrenue à ceux qui estiment le contraire alors qu'ils peinent à démontrer dans leur vie quotidienne et dans l'exercice de leur fonction une parcelle de liberté et une fierté d'être congolais.

Mais il ne suffit pas d'avoir une constitution et de la clamer haut. Il ne suffit pas d'avoir fait ses études en Belgique ou ailleurs et s'autoproclamer expertise et experts. Il ne suffit pas de se faire appeler gouvernement, sénat, chambre basse ou encore général d'une armée nationale, son armée. Et dans la foulée, nous apprenons que le Congo est doté d'une monnaie nationale avec effigie de Lumumba et autres. Et pour ces mêmes personnes, le fait que la RD-Congo ne soit pas en Afrique le seul État dans sa situation entérine son indépendance. À quoi sert toute cette science quand elle ne peut libérer un peuple et l'aider à mieux appréhender son état de misère. Nous nous demandons comment on peut parler d'indépendance nationale quand tout nous échappe.

L'assassinat de Lumumba ne fut pas l'œuvre de Congolais eux-mêmes. Il ne fut pas conçu mentalement et matériellement par une volonté interne mais il fut un diktat extérieur. Des nègres firent le sale boulot. L'accession de Mobutu au pouvoir ne fut pas conçue mentalement et matériellement par une volonté interne. Le départ de Mobutu et son remplacement par l'AFDL (L'Ouganda, le Rwanda, les Kadogos, Laurent Désiré Kabila et autres) ne furent pas conçus mentalement et matériellement par une volonté interne. L'assassinat de Laurent Désiré Kabila et la suite de tout ce qui arrive comme conséquence ne furent pas conçus mentalement et matériellement par une

“

Un peuple est jugé par sa capacité à créer ses propres hommes politiques, ses propres partis politiques, son intelligence à organiser et à assassiner ses propres hommes politiques, et ce quand l'intérêt de la nation le recommande. Mais chez nous tout échappe à un vouloir congolais, à une volonté congolaise. C'est quoi être indépendant quand il n'y a pas de volonté nationale ?

volonté interne. La création du MLC, du RCD, du PPRD, Sun City et autres notamment tous ces hommes dits politiques, qui sont habillés en costumes et cravates et qui font le tour du monde, ne sont pas conçus, fabriqués par une volonté interne.

Un peuple est jugé par sa capacité à créer ses propres hommes politiques, ses propres partis politiques, son intelligence à organiser et à assassiner ses propres hommes politiques, et ce quand l'intérêt de la nation le recommande. Mais chez nous tout échappe à un vouloir congolais, à une volonté congolaise. C'est quoi être indépendant quand il n'y a pas de volonté nationale ? Loin de nous l'idée de reprocher à qui que ce soit ses fréquentations et ses choix, mais nous nous insurgeons contre le fait de toujours engendrer des générations de soumis, de ceux qui obéissent pendant que les autres enfantent ceux qui sont appelés à demeurer nos maîtres et les maîtres de notre jeunesse.

Nous et les Autres...

On nous dit souvent que vous ne faites

qu'accuser les autres. Mais non, l'Autre, avec « A » majuscule, est responsable de nos malheurs, de tout ce qui nous arrive comme peuple en RD-Congo. Et en parlant de lui, nous aidons notre conscience, nous la cultivons à ne jamais oublier que l'Autre, avec A majuscule, est toujours présent. Et il sera toujours présent dans la vie, dans notre vie, parce que nous sommes et resterons en relation avec lui, il est là dans l'existence de la RD-Congo. Et jamais, il n'abandonnera la RD-Congo qu'il considère comme sa proie, comme son butin de guerre, comme son objet. A Ceux qui, parmi nous, veulent ignorer l'Autre, nous disons qu'ils ne connaissent rien de la vie, de l'homme et de son existence, qu'ils ne font jamais attention à la relation qu'ils ont avec l'autre, avec autrui. La non connaissance de l'Autre et de soi, de sa relation avec lui, est un crime, qui doit être puni. Car dans la culture de l'Autre, selon son savoir et même dans la tradition de l'être humain, l'homme n'est jamais seul. Bakhtine affirme que c'est dans le regard de l'autre que j'existe. Et nous d'ajouter que je n'existe pas. Et il en sera toujours ainsi en relation avec autrui, avec l'autre. Soit on

existe, soit on n'existe pas.

Dans sa nature, l'autre se considère comme une lionne, comme un ours. Il se conduit comme tel, en animal sauvage. D'où, il nous est rappelé de ne jamais baisser les bras. Franz Fanon nous y invite quand il affirme que « Notre tort à nous, Africains, est d'avoir oublié que l'ennemi ne recule jamais sincèrement. Il ne comprend jamais. Il capitule, mais ne se convertit pas. Notre tort est d'avoir cru que l'ennemi avait perdu de sa combativité et de sa nocivité », (Lire. Fanon : « La mort de Lumumba : pouvions-nous faire autrement ? ». Le savoir et le répéter n'est pas seulement synonyme d'éveil de conscience mais une victoire sur l'Autre.

C'est la passion, l'amour de la patrie, de mes frères et sœurs, de la terre de nos ancêtres qui habitent en nous et animent chacun de nos mouvements. C'est pourquoi, nous en parlons et en parleront toujours, et ce tant que le souffle animera notre organisme. Le temps est venu pour faire rêver la jeunesse de la RD-Congo. Le temps est venu pour elle d'arracher au prix de sacrifice l'indépendance de la nation.

 **PODCAST**



Demain le Congo est une série de conversations autour de la réinvention du Congo-Kinshasa, avec Jean-Pierre Mbelu, philosophe et analyste politique.

CONGOLOBILELO.COM

DEMAIN LE CONGO
SÉRIE
Demain le Congo est une série de conversations autour de la réinvention du Congo-Kinshasa, avec Jean-Pierre Mbelu, philosophe et analyste politique.
ÉCOUTEZ MAINTENANT
Demain Le Congo
Congo Lobi Lelo
★ 0.0 (0) · ACTUALITÉS



La banalité du mal

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

Aujourd'hui l'appel au dialogue tel que voulu par la CENCO devient un must. Celui-ci semble devenir une jauge qui aide à déterminer qui est un Congolais valable et qui ne l'est pas.

Appeler au dialogue peut être légitime, surtout face à la guerre. Ecouter tous les acteurs peut parfois aider à réduire la violence. Mais le dialogue n'est jamais neutre, en particulier lorsqu'il se déroule dans des espaces publics non cadrés et face à des groupes armés responsables de crimes documentés.

D'un point de vue politique, ces fora peuvent produire, même involontairement, un effet de normalisation. Les acteurs armés deviennent ainsi des interlocuteurs politiques ordinaires et le cadre criminel dans lequel ils évoluent est complètement effacé ou fortement relativisé. Ils bénéficient alors de plateformes politiques non marginales parce que le cadre est non contraignant, parce qu'il ne rappelle pas le caractère délictueux de la prise d'armes. Ainsi la violence est dépolitisée, voir même banalisée. Hors, l'appel de la CENCO vise précisément à éviter cette normalisation.

On peut également réfléchir la question sous un angle moral et éthique. Dans la plupart des traditions morales sérieuses (droits humains, éthique politique, théologie morale, philosophie pratique), il existe un principe qui

dit que la parole publique ne doit pas effacer la responsabilité morale d'actes violents. Il ne s'agit pas de dire que la discussion ne doit pas avoir lieu, qu'il faille refuser l'écoute ou la médiation. Ce que cela sous-entend, c'est qu'il existe une hiérarchie des responsabilités. Sur le plan éthique, ce que cela laisse entrevoir c'est l'idée que tous les interlocuteurs ne sont pas moralement équivalents. C'est pourquoi un groupe armé responsable de violences contre des civils n'est pas un acteur ordinaire, n'exprime pas un simple point de vue. Il porte une charge morale préalable qui dans des circonstances normales ne devrait jamais être neutralisée par la conversation elle-même. Quand des groupes comme l'AFC/M23 sont souvent invités à longuement exposer leurs raisons, parler de leur « combat », expliquer leur vision, il se produit ce que Hannah Arendt a appelé la banalisation du mal.

Parler à tous n'est pas donc pas une vertu en soi, quand les plus vulnérables sont invisibilisés; quand la parole ne neutralise pas la gravité des actes; quand le dialogue semble vouloir remplacer la justice. On est alors dans

l'éthique de la facilité car la fluidité de la conversation importe plus que la complexité morale. Aussi, la question n'est pas « faut-il parler avec l'AFC/M23 »; mais dans quelles conditions morales parle-t-on et qui est protégé par ce cadre?

Si le cadre protège surtout la réputation des interlocuteurs armés; l'image de neutralité du médiateur; ou la fluidité du débat, alors on est dans un dialogue moralement questionnable. Enfin, il faut aussi reconnaître la dimension de propagande à l'oeuvre dans ce genre d'échange qui participe à une bataille de perception à laquelle nous sommes soumis également. La banalisation du mal ne commence donc pas lorsque la violence est justifiée, mais lorsqu'elle cesse d'être nommée comme telle. Elle s'installe quand l'écoute supplante la responsabilité, quand le dialogue devient une fin en soi, et quand la souffrance des victimes est reléguée à l'arrière-plan au nom d'un faux réalisme. Les Congolais doivent interroger avec lucidité les espaces qu'ils créent et les paroles qu'ils relaient, car aucune société ne peut se reconstruire durablement en transformant la violence armée en opinion politique parmi d'autres. La paix véritable ne se négocie pas seulement autour d'une table ou dans un forum public; elle exige des cadres clairs, une hiérarchie morale assumée et le refus de toute normalisation de l'inacceptable. Sans cela, le dialogue cesse d'être un outil de sortie de crise et devient un mécanisme ordinaire de reproduction du mal.





Simon Kimbangu et Patrice Lumumba : quelle leçon pour les Congolais d'aujourd'hui ?

PAR FWELEY DIANGITUKWA

Mener une réflexion sur le parcours et le combat de Simon Kimbangu et de Patrice Lumumba revient inévitablement à parler de différents modèles de charisme.

Tout leader est porteur de charisme ou, pour le dire autrement, il n'y a pas de leader sans charisme. Le charisme se répartit en quatre principaux paradigmes : charisme de fondation, charisme de résistance et de libération, charisme de justice, charisme d'égalité. Les objectifs et les actes de chaque leader s'inscrivent dans l'un ou l'autre de ces quatre paradigmes. Ces paradigmes sont caractérisés par les grands traits suivants :

Les 4 principaux paradigmes du charisme

Le charisme de fondation renvoie au héros, c'est-à-dire au leader, qui a été à l'origine de la cohésion du groupe ou de la nation. Moïse (pour le peuple d'Israël), Washington, Napoléon, Simon Bolivar, Patrice Lumumba, etc. sont quelques exemples des leaders de ce type.

« *Le charisme de résistance et de libération* consiste dans la capacité à imposer une ligne de rupture par rapport à une oppression ou à une occupation et à mobiliser contre celle-ci des forces d'abord disparates ». Elle concerne les leaders qui résistent contre un pouvoir injuste comme dans le cas de l'aliénation spirituelle et de la décolonisation ou qui contribuent à l'émancipation collective comme dans le cas de la résistance contre l'apartheid. Les leaders de la résistance et de la libération se distinguent par leur refus à la soumission. Pour marquer son refus, René Char a écrit : « Je n'écirai pas de poème d'acquiescement ». Gandhi, Simon Kimbangu sont quelques exemples des leaders de ce type.

Le charisme de justice cherche à rétablir l'ordre qui a été rompu. Il fait appel au « règlement des conflits qui permet d'apurer

un passé de haines sans le faire tomber dans l'oubli, mais en le 'travaillant' de façon à le surmonter ». Parmi les leaders de ce paradigme, il y a les prophètes (Jésus, Mahomet, Bouddha, etc.), Martin Luther King, Mandela et Desmond Tutu avec leur comité « Vérité et réconciliation », l'Abbé Pierre en France, etc. Malgré les nombreuses années passées dans les geôles de l'apartheid d'Afrique du Sud, Nelson Mandela a prôné la réconciliation en bannissant la vengeance. Voici qu'un homme, un détenu à vie, issu de la race noire composée de sous-hommes dans une Afrique du Sud raciste, exclu de toutes les hautes fonctions publiques par la loi de l'État des Blancs, interdit d'accès dans les lieux publics réservés exclusivement aux seuls Blancs, accède à la fonction suprême d'un pays dominé uniquement par la race blanche. Mandela, comme son cadet Obama, est tout un symbole.

Il a dirigé l'Afrique du Sud sans le moindre accent revanchard des douleurs et de l'humiliation subies pendant des décennies. Décidé à rétablir la justice entre les races, il a tracé la voie du futur à son pays en donnant confiance aux siens. Certes, il n'a pas résolu tous les problèmes [ce qui était impossible en un seul mandat], mais en donnant le pouvoir aux siens, il leur a donné la dignité d'être des hommes semblables aux autres. En ne renouvelant pas son mandat à la tête de l'Etat alors qu'il réunissait toutes les conditions, il a montré aux chefs d'Etat démagogues et omniprésents qu'il était un homme digne et fier : un vrai leader, un héros, un SAGE.

« Le charisme de Mandela permet de dénouer le dilemme moral et juridique, ce que seule la force d'une personnalité éthique portée par une telle légitimité d'opposition personnelle

à l'iniquité de l'apartheid pouvait obtenir. Le charisme de justice converge sans doute ici avec un charisme de fondation comme refondation d'une communauté après le traumatisme ou la division extrême du crime ». Sur le charisme de justice, Charles Taylor note à propos de Mandela et de Desmond Tutu : « Les grands bienfaiteurs en politique sont ceux dont les interventions charismatiques aident une société à évoluer vers cet espace, celui où s'ouvre la possibilité d'une paix politiquement supérieure. »

Le charisme d'égalité s'intéresse à l'inégalité entre les races et entre les sexes. Les leaders qui se manifestent dans ce paradigme luttent contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre les inégalités des groupes, des classes sociales, des races, des salaires. Parmi les leaders de ce paradigme, on peut citer Martin Luther King, les indépendantistes en Amérique latine, en Asie, en Afrique, les grands syndicalistes, etc. Au plan contemporain, l'ancien président brésilien Lula et le président américain Barack Obama sont parmi les exemples de ce paradigme. L'un est un ancien ouvrier syndicaliste et l'autre est un métis, fils d'un Kenyan et d'une Américaine.

Le président Obama représente « l'itinéraire d'un homme qui peut se penser comme le reflet typique des difficultés, des tensions, des contradictions et des chances d'un produit des hybridations raciales et sociales américaines ». Les deux hommes ont fait face à l'injustice et au mépris mais malgré cela ils sont devenus chacun président de la République et ont lutté pour l'égalité des droits entre Noirs et Blancs d'une part et contre l'exclusion des pauvres d'autre part (des ouvriers dans le cas du Brésil, des Noirs, des métis et des immigrés dans le cas des États-



Simon Kimbangu est le détenu qui a passé le séjour le plus long, le plus pénible et le plus atroce en prison à cause de son opposition à la colonisation des Belges. Patrice Lumumba a payé de sa vie pour sauver l'unité du Congo. Simon Kimbangu est mort en prison, à Elisabethville, dans le Katanga. Patrice Lumumba a été assassiné dans le Katanga. Qu'avez-vous fait et qu'avons-nous fait pour rendre honneur à leur combat pour un Congo uni et libre, alors qu'ils sont morts pour nous ?

Unis). Les deux présidents ont sincèrement pensé à leurs compatriotes des classes sociales pauvres. « Les discours d'Obama manifestent une capacité d'empathie avec la diversité des Américains, du haut en bas de l'échelle sociale, y compris avec les plus modestes, avec ceux qui n'attendaient plus rien de la politique. » Comme le dit si bien Jean-Claude Monod, il n'est jamais facile de « transformer en profondeur un système économique et social aussi grevé d'inégalités ». Mandela, Lula et Obama l'ont fait et ont réussi. Cela revient à dire que le charisme d'un homme peut contribuer à changer le destin d'un peuple. Cela s'illustre dans la ténacité du président Mandela à mettre fin à l'apartheid et du président Obama à mener à bien la réalisation d'une assurance santé qui a permis de couvrir d'une assurance maladie digne de ce nom 32 millions d'Américains qui, avant lui, en étaient dépourvus.

La conviction de mettre sa vie au service d'une grande cause en dépit du risque que cela représente caractérise le comportement des leaders. La plupart ont fait de la prison (Kimbangu, Lumumba, Mandela, Thomas Sankara, Aung San Suu Kyi, etc.) mais ils n'ont pas changé leur volonté d'œuvrer pour l'égalité et la paix parmi les hommes en s'appuyant sur l'éthique de conviction et de responsabilité. Les vrais leaders sont prêts à mourir pour défendre leurs croyances et leurs convictions. C'est donc l'engagement pour une cause noble qui donne naissance au charisme de quelqu'un. Jean-Claude Monod écrit : « On remarquera d'ailleurs que cette capacité à s'en tenir à ce que l'on croit vrai, contre les pressions les plus diverses, est une source de charisme personnel et 'spirituel' qui se retrouve bien au-delà du domaine politique. » À l'instar de Mandela, Obama est un symbole dans la pensée américaine. Voici qu'un homme, issu « d'une union interracial qui était encore, lors de sa naissance, condamnée par la loi de certains États fédérés des États-Unis, accède à la fonction suprême d'un pays où l'extermination des Indiens, l'esclavage, puis la ségrégation des Noirs avaient été la toile de fond d'une 'démocratie' longtemps délimitée par la 'suprématie blanche' ».

L'égoïsme est ce qui tue le Congo

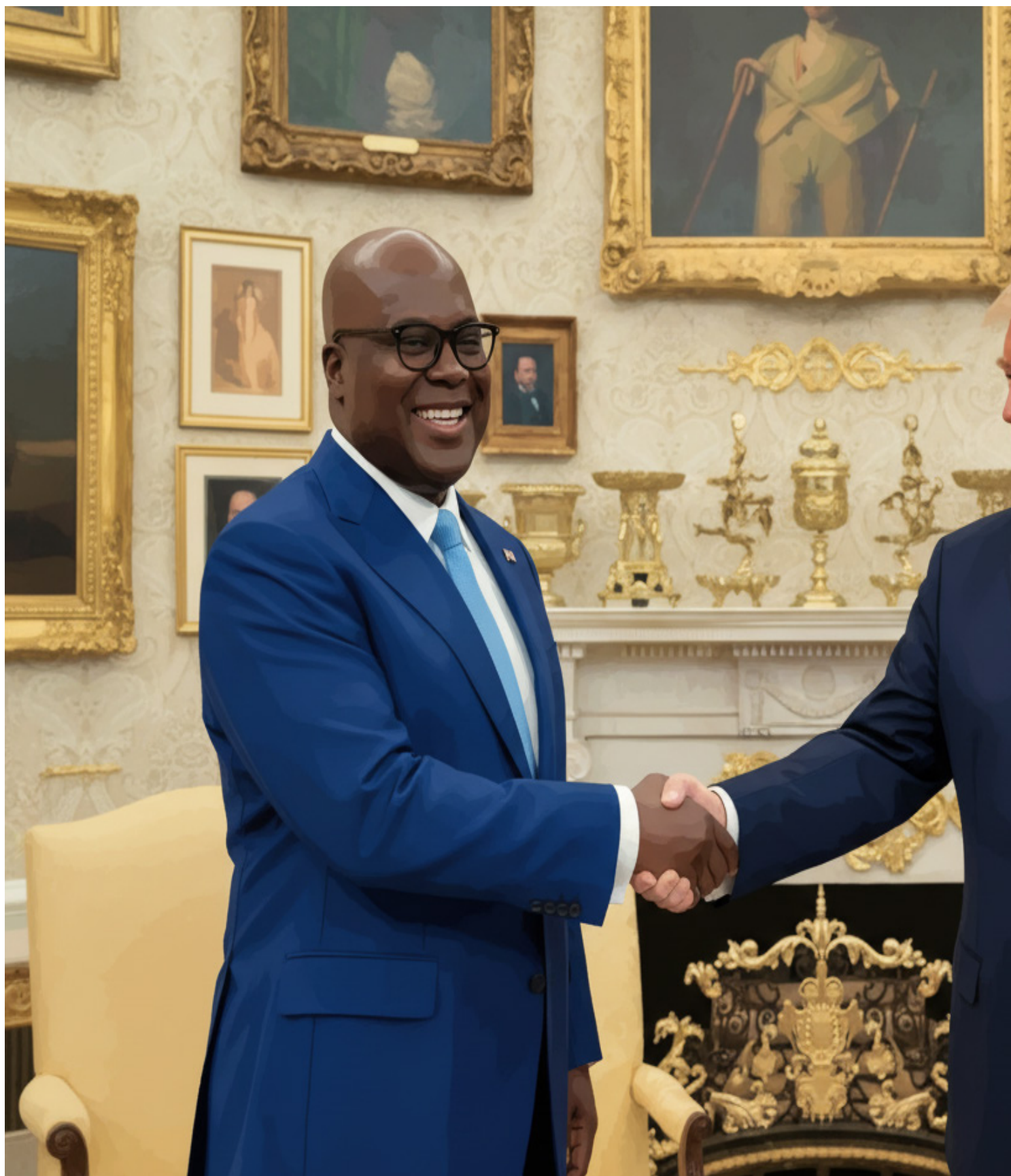
Nous, Congolais de toutes les provinces, qui bénéficions du combat mené par Simon Kimbangu et Patrice Lumumba et de leur sacrifice suprême, nous devons, aujourd'hui, nous poser très sérieusement la question suivante : « Qu'avons-nous fait de l'héritage de Kimbangu et de Lumumba ? Que faisons-nous pour mériter ce qu'ils ont accompli pour notre pays ? Sommes-nous dignes de leur combat ou devons-nous plutôt nous considérer comme de simples jouisseurs ingrats ?

Simon Kimbangu est le détenu qui a passé le séjour le plus long, le plus pénible et le plus atroce en prison à cause de son opposition à la colonisation des Belges. Patrice Lumumba a payé de sa vie pour sauver l'unité du Congo. Simon Kimbangu est mort en prison, à Elisabethville, dans le Katanga, loin de son village natal. Patrice Lumumba a été assassiné dans le Katanga, loin de son Sankuru natal. Qu'avez-vous fait et qu'avons-nous fait pour rendre honneur à leur combat pour un Congo uni et libre, alors qu'ils sont morts pour nous ?

L'égoïsme est ce qui tue le Congo. Nous organisons des fraudes électorales à la tête de nos associations et de nos partis pour élire ou faire élire quelqu'un qui nous est proche en dépit des statuts et des lois ? Certains parmi nous soutiennent ou ont eu à soutenir en coulisse la dictature de M. Joseph Kabila. En quoi sommes-nous honnêtes avec nous-mêmes ? Nous préférons soutenir les hommes de notre tribu ou de notre ethnie là où nous sommes appelés à nous unir pour vaincre l'ennemi. Devant l'impératif de l'indépendance immédiate réclamée par Kasa-Vubu et l'ABAKO, Patrice Lumumba a dû abandonner Bolikango qui était lui aussi candidat à l'élection présidentielle pour soutenir Kasa-Vubu dans un élan d'Union pour la nation. Quelle est notre stratégie pour lutter contre l'impoteur qui menace notre cohésion et qui organise le pillage de nos ressources naturelles ? Sommes-nous prêts à nous unir dans un seul mouvement pour mettre fin à l'ignominie ? Dans la prochaine élection présidentielle [si elle a lieu en 2016], serons-nous prêts à soutenir un seul candidat – un vrai Congolais de souche, qui ne fait l'ombre d'aucun doute ? Si oui, je suis avec vous, dans le cas contraire, je suis contre vous.

“

La conviction de mettre sa vie au service d'une grande cause en dépit du risque que cela représente caractérise le comportement des leaders. La plupart ont fait de la prison (Kimbangu, Lumumba, Mandela, Thomas Sankara, Aung San Suu Kyi, etc.) mais ils n'ont pas changé leur volonté d'œuvrer pour l'égalité et la paix parmi les hommes en s'appuyant sur l'éthique de conviction et de responsabilité.





Le cynisme impérial face à la **myopie** de l'élite congolaise

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Allons-y, il n'y aura pas de cadeau pour « nous ». Cette vérité est nue, presque brutale: toute illusion entretenue finit toujours par se transformer en chaîne. Les «Accords de Washington», loin d'annoncer une sortie de crise, révèlent surtout trois réalités indissociables :

1. un pays privé de vision d'État,
2. une élite dirigeante congolaise subalterne, intellectuellement désarmée et politiquement fragmentée,
3. un empire parfaitement conscient du vide politique qui se présente à lui – et qu'il exploite sans état d'âme..

Dès lors, il ne s'agit plus seulement de dénoncer l'Amérique, ni de réduire le drame du Congo à une agression rwandaise par procuration. Il s'agit de nommer une pathologie politique interne, plus profonde, plus ancienne, plus structurante : ce que j'appelle ici la myopie congolaise.

La myopie congolaise

Pourquoi parler de myopie congolaise ? Par myopie, je n'entends ni une ignorance naïve ni une absence d'information, mais une illusion stratégique durable, nourrie par une rationalité opportuniste et une forme de servitude consentie. Les acteurs du pouvoir voient clair pour leur trajectoire individuelle, mais demeurent aveugles aux conséquences historiques de leurs choix pour l'État.

La myopie, ici, n'est ni une insulte ni un jugement moral. Elle désigne un diagnostic stratégique, au sens précis que lui donne Evgueni Primakov : la capacité à agir consciemment à court terme tout en restant aveugle aux conséquences systémiques de long terme (Le Monde sans la Russie ? À quoi conduit la myopie politique, Éditions Economica, 2009). Appliquée au Congo, cette myopie n'est donc pas individuelle, mais structurelle.

Les « acteurs » congolais ne sont pas myopes pour eux-mêmes ; ils sont lucides sur leur carrière. Mais le Congo, en tant qu'État absent, est profondément myope quant aux conséquences historiques de ces choix. Ce qui relève, à l'échelle individuelle, d'une rationalité opportuniste devient, à l'échelle nationale, une cécité stratégique. Ce qui est un calcul conscient pour l'homme politique devient une trajectoire suicidaire pour le pays. Double myopie : congolaise et américaine. La myopie politique, dans ce cadre, intervient dans les deux sens, chez les Américains comme chez les Congolais. Chez ces derniers, l'appétit du pouvoir-os rejette le souci de connaître et d'étudier le véritable adversaire. La myopie congolaise, c'est de refuser de comprendre que l'Amérique ne profitera jamais — ce n'est pas dans sa nature — de la paix au Congo, puisque la paix signifie : l'ordre, la fiscalité minière, et la régulation des transferts financiers.

Autrement dit, la paix obligerait les entreprises américaines à payer des taxes et impôts, alors

“

Les « acteurs » congolais ne sont pas myopes pour eux-mêmes ; ils sont lucides sur leur carrière. Mais le Congo, en tant qu'État absent, est profondément myope quant aux conséquences historiques de ces choix. Ce qui relève, à l'échelle individuelle, d'une rationalité opportuniste devient, à l'échelle nationale, une cécité stratégique. Ce qui est un calcul conscient pour l'homme politique devient une trajectoire suicidaire pour le pays.

que la réglementation de change, facilitée par le chaos de la guerre permet à ces mêmes entreprises de rapatrier tous les bénéfices aux États-Unis sans rien payer au Congo. Ne pas le comprendre, même en tenant à conserver le pouvoir voltigeant, c'est tirer une balle dans le pied. C'est parier sur l'aveuglement généralisé — une constante des logiques de domination.

Le deal impossible

Ce que les acteurs congolais du pouvoir croient être un « deal » n'est, en réalité, qu'un rapport de force unilatéral, accepté à l'avance et maquillé en partenariat. Dans ce cas, le « deal » impossible. D'un côté, le demandeur croit qu'il négocie. De l'autre, les Anglo-saxons savent que ceux qui viennent à eux veulent le pouvoir personnel ; ils acceptent d'avance les conditions ; n'ont aucune ligne rouge nationale ; ils sont interchangeables.

Dès lors, le pouvoir accordé est toujours : conditionnel, temporaire, sous hypothèque. L'adoubement se paie : en concessions minières, en alignement diplomatique, en silence stratégique. Mais — et c'est là le point décisif — payer n'assure aucun avantage. Le pouvoir donné peut être retiré à tout moment. D'où, le recours au concept du pouvoir-os. J'ai appelé cela le pouvoir-os (en lingala, mokuwa) : un pouvoir vide, concédé, conditionné, toujours révocable. Il n'est pas le fruit d'un rapport de force ; il est le produit d'une servitude consentie, souvent dissimulée sous le vocabulaire de la coopération. Et précisément parce qu'il est demandé, et non arraché, il est méprisé. Washington ne négocie pas avec des hommes porteurs d'un projet d'État. Washington utilise des hommes porteurs d'ambitions individuelles.

À cette impasse politique s'ajoute une illusion économique (l'illusion minière) encore plus grave. Les acteurs congolais croient que les minerais qu'ils souhaitent monnayer appartiennent réellement au Congo. Or, dans les faits : les capitaux sont occidentaux, les assurances sont occidentales, les banques sont occidentales, les cadres juridiques sont occidentaux. Ainsi, le Congo se rend à Washington en croyant offrir une richesse nationale, alors qu'il tente de négocier avec une monnaie qu'il ne contrôle plus. Ils veulent vendre ce que d'autres possèdent déjà. C'est ici que la myopie congolaise, devenue à la fois politique et économique, atteint son paroxysme. Lorsque les acteurs congolais du pouvoir se présentent devant les Américains, que voit-on réellement ? Ni un État ; Ni une doctrine ; Ni une vision stratégique ; Ni une maîtrise territoriale. A la place, Washington voit un vide politique. Et une puissance impériale ne respecte jamais le vide. Elle l'exploite. On ne négocie pas avec le vide. On le remplit de ses propres intérêts. En effet, Washington ne distribue pas du pouvoir, mais des fonctions sous contrôle.

Quand la myopie persiste malgré la preuve : Debré et Juillet

Or, cette lecture n'est pas une spéculation congolaise contemporaine : elle est confirmée par des aveux occidentaux eux-mêmes. À ce stade, il faut être clair : la myopie congolaise ne s'explique pas par l'absence

d'informations, mais par le refus persistant d'en tirer les conséquences politiques.

Dès 1998, un témoignage occidental autorisé vient pourtant établir les faits sans ambiguïté. Bernard Debré, médecin, ancien ministre français, député à l'Assemblée nationale, frère de Michel Debré, figure centrale de l'État français, déclare dans sa déposition du 2 juin 1998 : « Il est également reconnu que des militaires US ont aidé l'armée de Kigali à conquérir le Kivu puis la totalité du Zaïre. »

Cette déclaration n'émane ni d'un militant congolais, ni d'un chercheur périphérique, ni d'un polémiste. Elle engage la parole d'un homme au cœur de l'appareil politique occidental, conscient du poids de ses mots. Mais Bernard Debré va plus loin. Dans son ouvrage *Le Retour du Mwami – La vraie histoire des génocides rwandais* (Éditions Ramsès, 1998), il affirme que des marines américaines ont trouvé la mort au Kivu lors des combats. Il précise que leurs corps auraient été évacués discrètement par des militaires français, puis rapatriés aux États-Unis dans le plus grand secret. Si ces faits sont exacts – et ils n'ont jamais été formellement démentis – il ne s'agit plus d'un soutien indirect ou logistique, mais d'une implication militaire directe, couverte par le silence diplomatique et l'opacité stratégique.

Des années plus tard, un autre Français, issu d'un tout autre univers institutionnel, vient corroborer cette réalité. Alain Juillet, ancien responsable des cercles sécuritaires et du renseignement économique français, revient publiquement sur le Rwanda et le Congo. On peut ne pas partager l'ensemble de ses analyses. Mais on ne peut ignorer cette affirmation centrale : Kigali a été aidé par des forces spéciales américaines, et les troupes de Kagame ont installé Laurent-Désiré Kabila à la place de Mobutu.

Deux hommes. Deux parcours. Deux époques. Une même réalité stratégique. Dès lors, la question fondamentale n'est plus qui savait. Elle est bien plus grave : qui a choisi de ne pas voir, qui a refusé de nommer, et qui a préféré l'illusion de l'adoubement à la lucidité politique ? Car lorsque la preuve existe, documentée, répétée, formulée par des acteurs occidentaux eux-mêmes, le déni n'est plus une erreur : il devient une faute stratégique.

Ce qui ne va pas vraiment : l'absence d'État et d'élite comme corps historique. Ce refus de

voir n'est pas accidentel. Il est structurel. Le Congo ne voit pas l'impérialisme parce qu'il n'a pas encore vu sa propre absence d'État. Ce n'est pas l'Amérique qui est invisible. C'est le Congo qui n'a pas d'yeux politiques.

Depuis 1960 :

- a) pas de classe dirigeante constituée, mais des candidats au pouvoir,
- b) pas de doctrine nationale, mais des trajectoires individuelles,
- c) pas d'école de pensée, mais des intellectuels isolés.

Une élite ainsi produite ne peut ni comprendre l'empire, ni lui résister.

Loi universelle : l'élite nouvelle naît hors système. Une élite en place ne forme jamais l'élite qui doit la remplacer ; elle la combat, elle la hait, elle la craint – et pourtant, elle finit toujours par lui céder la place. L'histoire est constant : Révolution française, Russie 1917, Chine maoïste, « indépendances » africaines, Iran 1979. Partout, la relève est née hors du système dominant. Dans l'exil, la prison, la clandestinité, la répression. Ce sont des élites forgées par la vie, pas par les institutions.

En conclusion : naître hors du système

Ce texte n'avait pas pour objectif de dénoncer une puissance étrangère, mais de nommer une responsabilité interne. La myopie congolaise n'est ni une fatalité, ni une malédiction, ni une ignorance. Elle est le produit :

- a) d'une servitude consentie,
- b) d'une illusion stratégique,
- c) d'une rationalité opportuniste élevée au rang de politique nationale.

Tant que le Congo confondra : l'adoubement avec la légitimité, le pouvoir concédé avec l'État, la richesse avec la puissance, la protection étrangère avec la souveraineté il restera un espace disponible dans l'ordre des autres, jamais un acteur de sa propre histoire. Il n'y aura ni passation élégante, ni transition douce, ni cadeau. L'élite congolaise à venir ne demandera pas la permission d'exister.

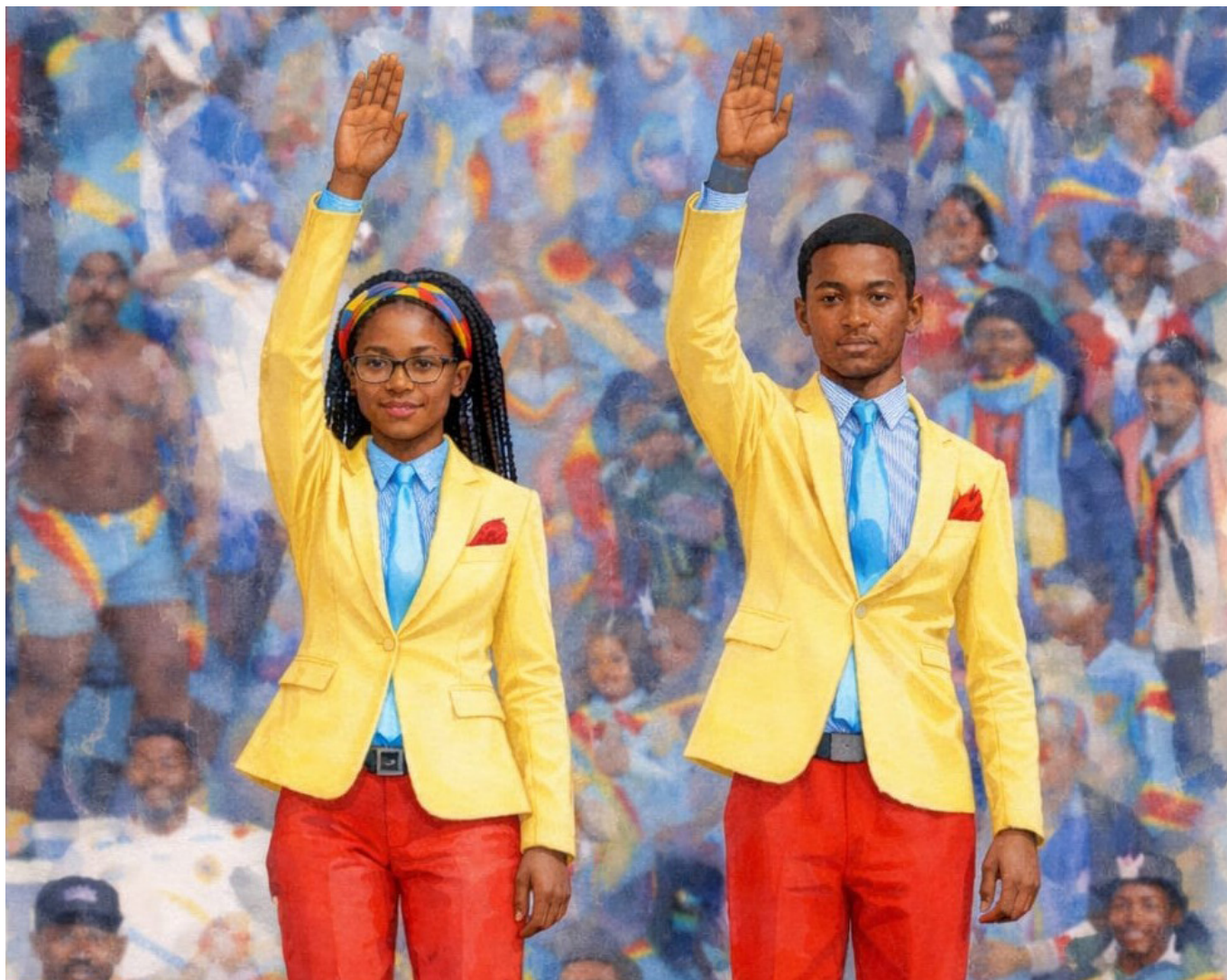
Elle apparaîtra. Et par sa seule apparition, elle rendra l'ancienne inutile. C'est à ce prix – et à ce prix seulement – que le Congo cessera de demander et commencera enfin à se tenir debout.

“

Les acteurs congolais croient que les minerais qu'ils souhaitent monnayer appartiennent réellement au Congo. Or, dans les faits : les capitaux sont occidentaux, les assurances sont occidentales, les banques sont occidentales, les cadres juridiques sont occidentaux. Ainsi, le Congo se rend à Washington en croyant offrir une richesse nationale, alors qu'il tente de négocier avec une monnaie qu'il ne contrôle plus. Ils veulent vendre ce que d'autres possèdent déjà. C'est ici que la myopie congolaise, devenue à la fois politique et économique, atteint son paroxysme.

Message à la jeunesse congolaise

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO



Chère jeunesse congolaise,

est : quels nouveaux modèles faire émerger ?

Antonio Gramsci nous a laissé ces mots d'une lucidité implacable : « Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. » Observez autour de vous, écoutez et vous saurez que nous vivons précisément ce moment de basculement.

Et dans ce moment, la jeunesse congolaise doit comprendre une chose essentielle, à savoir que le Congo a besoin de nouveaux leaders. Et ces leaders c'est vous.

Tout ce qui est aujourd'hui proposé par ce que l'on appelle la classe politique congolaise, qu'elle soit vieille ou prétendument jeune, qu'elle soit au pouvoir, dans l'opposition ou en exil, constitue une mauvaise nouvelle pour le pays. Elle a démontré, année après année, son incapacité à comprendre le monde naissant, à lire les mutations en cours, et à proposer une voie crédible pour l'avenir congolais. Elle recycle des réflexes du passé pour répondre à des défis qui ne sont plus ceux d'hier.

La question n'est donc pas quel politicien choisir. La vraie question

Ces modèles ne viendront pas d'en haut. Ils ne surgiront pas des appareils partisans. Ils ne naîtront pas de mouvements qui recyclent, sous des slogans neufs, des figures anciennes dépourvues d'éthique, ou qui offrent à une jeunesse désorientée des cadres incapables de penser le futur.

Les nouveaux modèles, la jeunesse congolaise les trouvera en : 1. s'organisant, 2. créant des cercles de réflexion et de discussion, 3. s'associant autour de projets clairs, se donnant les moyens de penser hors des partis, hors des clientélismes, hors des fidélités toxiques.

Il ne s'agit pas de refuser la politique. Il s'agit de la refonder.

Dans les périodes de clair-obscur, les monstres prospèrent quand les peuples délèguent leur avenir à ceux qui ont déjà échoué. Mais ces périodes sont aussi celles où une génération peut décider de rompre, de penser autrement, et de bâtir ce qui n'existe pas encore. Le futur congolais ne sera pas donné. Il sera construit...ou il ne sera pas. Debout Congolais!

**“Arrêtons d’être
complaisants et
contemplateurs pour
devenir définitivement
exigeants et
intransigeants.”**

– Dr Fweley Diangitukwa